



RECHERCHE | PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES |
évaluation des politiques publiques

recherche | prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

PROGRAMME DE TRAVAIL 2018

recherche | prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

recherche | prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

recherche | prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

recherche | prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

NOTRE MISSION

L'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques) a pour mission, au sein de l'IEP de Paris, d'étudier en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques, à court, moyen et long terme.

L'OFCE accueille plus de quarante chercheur-e-s français et étrangers auxquels s'ajoutent plusieurs chercheur-e-s affiliés et associés.

« Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission confiée par l'État à l'OFCE et que l'Observatoire mène à bien par sa recherche théorique et appliquée et sa participation aux débats de politique économique français et européens.

La Fondation nationale des sciences politiques accueille en son sein l'OFCE depuis sa création en 1981. Derrière la diversité des approches et la variété des thèmes de recherche, la rigueur de l'analyse économique donne son unité aux travaux de l'OFCE. L'OFCE est ainsi fidèle au principe fondateur que lui a fixé son premier président Jean-Marcel Jeanneney : « Nul obstacle n'est fait à la diffusion d'idées, sous réserve que, n'étant point dogmatiques, elles puissent prétendre à un fondement scientifique ».

	L'édito du président	5
	Quatre thèmes majeurs de recherche	7
	1. Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale	9
	2. Les questions européennes	27
	3. Les questions environnementales	39
	4. Les inégalités	45
	Programme de travail 2018	51
	Organisation de l'OFCE	59
	Publications scientifiques	65
	Revue, <i>Working papers</i> , ouvrages, rapports, études, billets de blog, <i>Policy briefs</i>	
	Rencontres scientifiques	85
	Séminaires OFCE, Journées d'études, Conférences	
	Medias	95
	Médias, Conférences de presse, Événements et partenariats	
	ANNEXE	
	Activités scientifiques des chercheur-e-s	1-30
	Rapport d'activité du Programme PRESAGE	1-62



Xavier Ragot
président de l'OFCE

L'édito du président

L'OFCE, centre d'étude et de recherche en économie, est connu pour ses interventions dans le débat public, adossées à de nombreuses études et travaux de recherche académique. L'OFCE est moins connu pour la diversité de ses travaux dans de nombreux domaines de l'économie appliquée. Ceux-ci lui donnent maintenant la capacité à devenir un acteur essentiel du débat européen.

Ce rapport d'activité décrit la diversité des travaux de l'OFCE en quatre chapitres concernant l'économie française qui regroupent la conjoncture et l'analyse du tissu productif, l'économie européenne, les inégalités et la question environnementale. Ces chapitres sont les quatre axes de développement de l'OFCE.

Avant de se plonger dans ces travaux, il est intéressant de revenir sur l'année 2017, qui a été particulièrement riche et intense pour l'OFCE. Tout d'abord, la campagne pour l'élection présidentielle a suscité un grand nombre de travaux de prévisions économiques et d'évaluation des politiques publiques. L'OFCE a choisi un format de *Policy brief* pour ses publications liées à la campagne. Cet anglicisme désigne des textes de 10 à 15 pages synthétiques, avec des analyses et des propositions pour le débat. 29 *Policy briefs* ont été écrits et ont reçu un grand écho dans le débat public. Ce travail a été une première étape vers une évaluation systématique des programmes des candidats à l'élection présidentielle, qui semble désormais réalisable après les différents travaux menés pour cette élection 2017.

Ensuite, l'année 2017 a été marquée par l'emménagement des équipes dans de nouveaux locaux. L'inauguration du nouveau site, place de Catalogne, a constitué un moment important, le président de la FNSP et le directeur de l'IEP ayant tenu à être présents. La réécriture des statuts de l'OFCE achevée en 2017 a permis à l'OFCE de se doter d'un nouveau conseil et d'un comité d'évaluation scientifique. De ce fait, la stabilisation de l'environnement a favorisé la réorganisation de notre travail scientifique. Le déménagement clôt une période de relative incertitude pour l'OFCE et nous permet maintenant de nous projeter dans une nouvelle étape de développement scientifique.

L'année 2017 a aussi été l'année d'une évolution de l'organisation de l'OFCE. Il était en effet nécessaire de structurer la diversité des thèmes de recherches de l'OFCE en pôles de recherche (PR) afin de soutenir le développement de nouveaux axes de recherche. Ont donc été définis des Pôles de Recherche (PR) au sein de l'OFCE permettant un travail collectif décentralisé. Les pôles de recherches sont des lieux de décloisonnement

de l'institution, des lieux d'échange et d'élaboration. Ils ont aussi pour but de permettre aux chercheur-e-s de l'OFCE de mener des travaux de recherche et d'études au temps long, ce qui est absolument nécessaire à la rigueur scientifique dont fait preuve l'OFCE. De ce fait, le prochain rapport d'activité mettra en lumière le travail de chacun des pôles de recherche.

Le programme de travail de l'OFCE pour l'année 2018 est présenté dans ce document. Pour chacun des quatre axes d'activité de l'OFCE, les perspectives de nouveaux travaux sont présentées. Un effort particulier sera réalisé en 2018 pour contribuer au débat européen, qui s'intensifiera en 2018 et 2019, du fait des 20 ans de l'euro et des élections européennes à venir. L'accroissement de la visibilité européenne de l'OFCE se fera en mettant en valeur les travaux de l'OFCE portant sur l'Europe, déjà nombreux et autant académiques qu'appliqués. Il se fera aussi en développant de nouvelles analyses sur la politique budgétaire et la coordination fiscale, la politique monétaire, l'instabilité financière, l'Europe sociale et bien d'autres thèmes.

Toute l'équipe de l'OFCE se joint à moi pour vous souhaiter une bonne lecture.

Xavier Ragot



L'OFCE en QUATRE THÈMES MAJEURS DE RECHERCHE

1.

Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale

Une mission essentielle de l'OFCE est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international. Ce travail mobilise tous les chercheur-e-s de l'OFCE. Il est mené notamment au sein du Département analyse et prévision (DAP), qui réalise chaque année deux campagnes de prévision, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département et en utilisant les outils quantitatifs dont ils disposent. Le DAP analyse la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme (analyser et prévoir la conjoncture) et étudie les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées (intervenir dans le débat de politique économique). Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs (développer les outils). La compréhension de la dynamique de la conjoncture demande une évaluation des politiques publiques. Cette évaluation est réalisée au sein du DAP, mais aussi au sein du Département recherche innovation et concurrence (DRIC), utilisant des données individuelles, et au Département des études.

Le chapitre est composé de quatre parties :

- analyser et prévoir la conjoncture, qui présente les travaux et l'analyse de la conjoncture menée au sein du DAP ;
- évaluation des politiques publiques ;
- compréhension du tissu productif, qui présente les travaux menés au sein du DRIC ;
- intervention dans le débat public.

L'effort de pédagogie, de communication et de visibilité a été particulièrement important durant l'année 2017, année des élections présidentielles.

Analyser et prévoir la conjoncture

Différents outils sont utilisés au sein du DAP : un modèle macro-économétrique trimestriel de l'économie française (*e-mod.fr*) ; des outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ; des outils quantitatifs de comparaison des analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ; des indicateurs avancés pour différents pays ou

zones (France, zone euro, Royaume-Uni, États-Unis) ; un modèle simplifié de la zone euro (*iAGS model*) qui permet d'étudier les effets de débordement à travers le commerce intra-européen des chocs dans chaque pays ; un modèle macro-sectoriel de l'économie française destiné aux analyses fines des politiques de taxation, en particulier environnementales (*ThreeME*).

Par ailleurs, le département rassemble et met en cohérence les informations concernant les circuits réels et financiers. Il recherche les modifications de structures qui infléchissent les rythmes de croissance de la production, de la productivité et des prix et affectent les équilibres réels et nominaux. Son analyse des situations étrangères permet de décrire les interdépendances et leurs implications pour la France, de mettre en évidence les déphasages conjoncturels et leur incidence pour la coordination des politiques, d'explicitier les mécanismes de développement à l'œuvre selon les contextes institutionnels, de comparer les potentiels de croissance, cycles de productivité et *output gap* français et étrangers.

La prévision du printemps 2017 s'intitule « La routine de l'incertitude » [17] et a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [8] présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Il est détaillé dans la partie suivante consacrée à la conjoncture internationale.

Le deuxième article propose une projection de l'économie française à l'horizon 2022, permettant d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution de la croissance économique, du marché du travail et des finances publiques au cours des prochaines années en France. Il s'intitule « Chômage, déficit, dette publique : quelles perspectives pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? » [18]. Dans cette étude, les deux auteurs, É. Heyer et X. Timbeau, actualisent les perspectives de prévision pour l'économie française élaborée par l'OFCE pour l'année 2017. Les cinq années suivantes sont un cadrage macroéconomique basé sous deux hypothèses. La première est que les ajustements budgétaires annoncés dans le programme pluriannuel du Projet de loi de finances pour 2017 seront respectés. La seconde est que l'économie française ne connaîtra pas de choc (économique) majeur dans les cinq ans à venir. Mais il est probable qu'une autre stratégie économique sera poursuivie à la suite de l'élection présidentielle de 2017 – tous les candidats promettant des inflexions plus ou moins importantes.

En 2017, avec un taux de croissance de 1,5 %, l'économie française croîtrait à un rythme légèrement supérieur à son potentiel (1,3 %), la politique budgétaire nationale ne pesant quasiment plus sur la croissance du PIB pour la première fois depuis sept ans. Installée sur une dynamique modérée de sortie de crise, la reprise de l'investissement des ménages devrait se confirmer en 2017 (+ 2,9 %). De plus, si les conditions climatiques reviennent à la normale, la production agricole devrait retrouver un niveau proche de sa moyenne, contribuant à l'accélération du PIB. En revanche, la France doit désormais faire

face à l'impact négatif du Brexit sur le commerce extérieur et à celui des attentats sur la fréquentation touristique. De plus, en 2017, le prix du baril de pétrole ne soutiendra plus la croissance (-0,1 point de PIB) contrairement aux trois années précédentes (+0,3 point de PIB en moyenne sur 2014-2016). En supposant que les dispositifs fiscaux soient conservés et la prime à l'embauche maintenue, l'économie française créerait 260 000 emplois en 2017, dont 240 000 dans le secteur marchand. Le taux de chômage se réduirait de « seulement » 0,3 point, en 2017, en raison du rebond de la population active dû au retour progressif sur le marché du travail des personnes ayant bénéficié du plan formation. Enfin, le déficit public atteindrait 3 % du PIB en 2017, son plus bas niveau depuis dix ans. La dette publique serait relativement stable, à 95,9 % en 2017 (après 96 % en 2016) sous l'hypothèse d'une remontée lente des taux souverains.

Au cours du prochain quinquennat, à l'horizon 2022, l'économie française devrait croître à un rythme légèrement supérieur à celui de sa croissance potentielle. Cette croissance devrait s'établir en moyenne à un niveau proche de 1,6 %. La probabilité que la croissance moyenne soit inférieure à 0,5 % ou supérieure à 2,7 % est faible (inférieure à 2,5 %).

Le taux de chômage se réduirait progressivement et atteindrait 7,8 % fin 2022. Si à court terme, la probabilité d'une hausse du chômage n'est pas nulle (supérieure à 5 %), le taux de chômage devrait s'établir en 2022 à un niveau inférieur à celui de 2017 avec toutefois une probabilité faible (inférieure à 10 %) d'être en dessous de 7 %.

Par ailleurs, deux articles complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle aussi bien française qu'internationale : le premier se nomme « Le risque bancaire en zone euro » [6]. Dans ce travail, les deux auteurs, C. Blot et P. Hubert, analysent les cycles du crédit et de l'activité bancaire dans la zone euro. La politique monétaire accommodante de la BCE soulève en effet des interrogations concernant les risques induits d'instabilité bancaire. Cette étude ne suggère ni boom de crédit ni contraction excessive sur la période récente. Si la dynamique du crédit est orientée plus favorablement par rapport à sa tendance en France et en Allemagne, le cycle ne témoigne pas d'une hausse excessive. L'Espagne constitue un cas particulier puisqu'elle se distingue par la faiblesse du crédit rapporté au PIB, alors que l'encours de crédit rapporté aux capitaux et réserves du système bancaire se situe à un niveau historiquement élevé, suggérant une prise de risque excessive. Dans le second, intitulé « Les comportements de consommation des ménages ont-ils été affectés par la crise de 2008 ? Une analyse économétrique sur cinq grands pays développés » [3], les auteurs, C. Antonin, M. Plane et R. Sampognaro, cherchent à expliquer l'évolution de la consommation dans cinq grands pays industrialisés (Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis) entre 1990 et 2015 à partir de ses déterminants traditionnels. Alors que la littérature sur les effets de richesse porte essentiellement sur la période antérieure à la crise de 2008, ils intègrent les années post-crise, distinguent des effets de richesse financière et immobilière par pays et utilisent une mesure de la richesse agrégée et désagrégée pour comparer l'ampleur des effets entre pays. Ils montrent que depuis la crise financière de 2008, les méthodes classiques d'estimation par pays échouent à prévoir la consommation des ménages. Ils proposent

donc une méthode d'estimation en panel, qui permet de mieux tenir compte des chocs communs, d'obtenir des équations valides et de mesurer les effets richesse y compris après la crise. Conformément à la théorie et à une partie de la littérature empirique, ils n'observent pas d'effet de richesse significatif sur l'immobilier. En revanche, l'effet de richesse financière est significatif dans tous les pays (à l'exception de l'Allemagne). Il est élevé en Espagne où il y a eu un éclatement de la bulle immobilière et financière en 2007, avec une élasticité de la consommation à la richesse financière brute de 0,19. Suivent les Etats-Unis, où le marché financier est plus développé qu'en Europe continentale (élasticité de 0,14), puis enfin la France et le Royaume-Uni qui affichent des effets similaires (élasticité de 0,09).

Enfin, ce numéro se termine par la retranscription du débat sur les perspectives économiques et qui a permis de confronter les analyses de l'OFCE à celles de O. Garnier de la Société Générale et de J-M. Six de Standard and Poor's [5].

Les différentes analyses autour de la prévision ont été déclinées en billets de blog [78]. D'autres billets ont repris des points analysés dans les textes de la prévision, afin de leur donner plus de visibilité. C'est le cas pour la comparaison des marchés du travail dans les pays développés [87].

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 28 mars 2017 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 151 de la *Revue de l'OFCE*.

La prévision d'automne 2017 s'intitule « Vers une nouvelle Grande Modération » [19]. Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 152 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [9] présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Cet article est présenté dans le chapitre suivant consacré aux question internationales et européennes.

Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule « France : croissance en héritage » [10]. Après cinq années de croissance atone (0,8 % en moyenne sur la période 2012-16), une reprise se dessine enfin en France avec des hausses attendues du PIB de 1,8 % en 2017, 1,7 % en 2018 et 1,9 % en 2019. Certains facteurs négatifs qui ont marqué 2016 (chute de la production agricole, impact des attentats sur le tourisme, conflits autour de la loi travail, ...) ont disparu en 2017 et l'économie devrait désormais profiter pleinement des effets positifs des politiques d'offre instituées sous la présidence Hollande. À ceci s'ajoute l'effet d'entraînement des autres économies européennes. La consolidation budgétaire de faible ampleur (0,3 point de PIB sur 2018-2019) et les choix fiscaux et budgétaires prévus en 2018 par le nouveau gouvernement diminueraient la croissance de 0,2 point de PIB en 2018 et 2019. Mais ceci n'aurait pas un impact négatif suffisant pour remettre en cause la reprise en cours et la baisse du chômage entamées en 2015.

Le Projet de loi de finances pour 2018 ne vise pas une réduction à marche forcée du déficit public. En revanche, il organise des transferts qui poursuivent des objectifs multiples et qui vont modeler la trajectoire du PIB à court et long terme. Le gouvernement a fait le choix dès 2018 de réduire massivement la fiscalité du capital alors que les mesures directes de soutien au pouvoir d'achat seront étalées sur plusieurs années. Par ailleurs, la hausse du montant versé du CICE en 2018 et la baisse de l'impôt sur les sociétés décidées sous le quinquennat précédent auxquelles s'ajoute la suppression de la taxe sur les dividendes vont continuer à réduire significativement les prélèvements sur les entreprises. Les choix fiscaux en faveur du capital et des entreprises s'inscrivent dans un horizon long, avec des effets relativement faibles à court terme. En revanche, le financement des mesures par la réduction de la dépense publique, à travers notamment la politique du logement, le reflux des contrats aidés ou la maîtrise des dépenses de santé, ainsi que la hausse de la CSG, de la fiscalité écologique et du tabac auront des effets en 2018 plus négatifs sur le PIB que les effets positifs attendus des baisses de prélèvements. L'impact de l'ensemble des mesures sur le PIB serait de -0,2 point en 2018. Les effets positifs prendraient le pas sur les effets négatifs à partir de 2019. D'une part, les politiques d'offre développeront pleinement leurs effets positifs. D'autre part, la montée en charge des mesures de soutien au pouvoir d'achat des classes moyennes et modestes contribuerait positivement à l'activité, avec la réforme de la taxe d'habitation, le Grand Plan d'Investissement ou la revalorisation de la Prime d'activité et de certains minimas sociaux. Malgré une consolidation budgétaire plus marquée en 2019 (-0,3 point de PIB hors effet du double impact comptable de la transformation du CICE) qu'en 2018 (0 point de PIB), l'impact sur la croissance du PIB serait identique les deux années (-0,2 point de PIB). De plus, l'activité bénéficie pleinement des mesures d'offre mises en place sous le précédent quinquennat, pour 0,3 point de PIB en 2018 mais aussi en 2019. Il faut ajouter à cela 0,1 point de PIB en 2019 au titre de la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales patronales générant une avance de trésorerie de 1 point de PIB pour une année pour les entreprises. En évitant de briser le rebond de l'activité par une consolidation budgétaire trop forte, la politique budgétaire ne permet qu'une réduction lente du déficit public (2,9 % du PIB en 2017, 2,6 % en 2018 et 2,9 % en 2019). Cela dit, la réduction est suffisante pour rester en-dessous de la barre des 3 %, assurer la sortie du bras correctif du Pacte de stabilité et le satisfecit de la Commission européenne.

Deux autres articles complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle : le premier s'intitule « Quels effets à attendre de la réduction du bilan des banques centrales » [7]. Dans ce travail, les deux auteurs, C. Blot et P. Hubert, discutent des perspectives de normalisation des politiques monétaires de la Réserve fédérale et de la BCE et estime la réaction de différents indicateurs financiers aux annonces sur l'orientation future de la politique monétaire américaine. Ces résultats peuvent s'avérer utiles pour appréhender les conséquences des décisions futures de la BCE sur la fin de ses programmes d'assouplissement quantitatif (*Quantitative Easing* ou QE). Ils montrent que les annonces de la Fed signalant le ralentissement ou la fin des programmes de QE, donc à caractère

moins expansionniste voire restrictif, ont dans certains cas été suivies de baisses des taux d'intérêt. La gestion par la BCE des anticipations des marchés financiers sur le rythme de normalisation est donc déterminante.

Dans le second, intitulé « Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? Une analyse pour 6 grands pays développés » [11], les auteurs, B. Ducoudré et É. Heyer, ont cherché à mettre en évidence le nouveau sentier de croissance de la productivité du travail dans six grands pays développés (Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie et Royaume-Uni) à partir d'une méthode économétrique – le filtre de Kalman – permettant l'estimation d'une équation d'emploi aux fondements théoriques explicites et des gains de productivité tendancielle. Cette méthode a pour avantage de ne pas faire reposer l'estimation du taux de croissance de la productivité tendancielle sur des ruptures de tendance dont la date d'occurrence ne fait pas consensus. Elle permet également d'estimer conjointement et de manière explicite la tendance et le cycle de productivité, tout en isolant les évolutions dues aux évolutions de la durée du travail et, certes de manière imparfaite, celles dues aux évolutions du coût du travail. Les équations de demande de travail estimées pour les six pays considérés permettent de retracer de façon satisfaisante l'évolution passée de l'emploi. Leurs résultats confirment le ralentissement des gains tendanciels de productivité – dont un certain nombre d'explications ont fait l'objet d'une littérature abondante rapidement résumé ici. Le taux de croissance de la productivité tendancielle converge pour cinq des six pays vers des valeurs comprises dans un intervalle allant de 0,8 % à 1 % de gains de productivité tendanciels par an.

Enfin, ce numéro se termine par la retranscription du débat sur les perspectives économiques et qui a permis de confronter les analyses de l'OFCE à celles Evelyn Herrmann de Bank of America et de Dorian Roucher de l'INSEE [2].

Comme à l'accoutumée les analyses de la prévision ont été disséminées largement à travers des billets de blog : sur la situation économique en Italie [66] et en zone euro [71], sur le prix du baril de pétrole [67], sur l'avantage fiscal sur le gazole [68], sur l'évolution du chômage en France [84], sur l'évolution des taux d'activité et de la durée du travail dans les grands pays développés [88], sur la reprise économique en zone euro et en France [99], [56], sur la qualité de l'emploi en France [89], sur le PLF 2018 [100] .

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 18 octobre 2017 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 152 de la *Revue de l'OFCE*.

Le travail de la prévision d'automne sert également de base à l'analyse conjoncturelle utilisée dans le premier chapitre de la version 2017 du Repères sur l'économie européenne [58] et dans le rapport iAGS, cette année la version iAGS 2018. Ainsi, les analyses de prévision ont été synthétisées et publiées en anglais dans le chapitre 1 du rapport iAGS 2018 [105].

Les outils de la prévision

emod.fr

Les modèles macroéconométriques sont bâtis sur les définitions de la Comptabilité nationale et sont estimés. Les développements théoriques de la macroéconomie sont testés et implémentés dans le modèle s'ils ont une validité empirique. Le département développe et entretient le modèle France (*e-mod.fr*). Ce modèle est robuste et permet une bonne appréciation dans le court terme des phénomènes économiques, lorsqu'il est utilisé en prévision. Il permet aussi de caractériser les canaux par lesquels les chocs ou les politiques économiques se transmettent. Enfin, il peut être utilisé pour cadrer les projections à moyen terme, ce qui permet de préciser et d'améliorer le long terme du modèle.

En 2017, le travail de réestimation des fonctions de comportement du modèle France a été poursuivi. Le bloc demande de facteur a été reformulé. Il est désormais possible de mieux prendre en compte différentes hypothèses de substitution des facteurs et de mieux prendre en compte les conséquences d'une modification du coût du travail. Par ailleurs l'équation de comportement d'épargne des ménages a été réestimée. Un travail hors modèle permet de traiter les baisses de coût du travail différenciées suivant le niveau de salaire. Par ailleurs, un travail a été entrepris qui vise à enrichir le modèle de non linéarité de façon à prendre en compte les effets du cycle économique dans les comportements des agents.

Indicateurs avancés

Le travail sur les indicateurs avancés se poursuit. Outre le projet conduit avec Eurostat d'indicateurs mensuel de PIB de la zone euro [(PEEs) Task 5] [110], un travail exploratoire a été effectué pour construire un nouvel indicateur pour la zone euro dont la note méthodologique est résumée ici :

https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/note_methoeuro2017.pdf.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité du DAP tente de répondre à des demandes spécifiques émanant des institutions publiques et relatives à l'évaluation de certaines politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. De nombreuses évaluations ont été réalisées au sein du département DRIC. Celles-ci peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – et souvent très médiatisées – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ou encore comprendre plus largement comment l'investissement public agit sur la productivité des entreprises, ou sur l'impact des politiques locales sur le succès de technopoles particulières comme celles de Sophia-Antipolis. Ces recherches sont

essentiellement contractuelles et répondent à des demandes ponctuelles et précises de la part des administrations centrales ou locales.

Évaluation de l'effet du CICE sur l'emploi et les salaires

En 2017, le DAP a prolongé et actualisé le travail de B. Ducoudré, É. Heyer et M. Plane de 2015 qui analysait les premiers effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) sur l'emploi et les salaires en utilisant des données trimestrielles par branche fournies par les comptes nationaux et qui a été publié dans la *Revue Économie et Prévision* [12]. Ce travail s'inscrit dans le débat sur l'évaluation du CICE récemment ravivé par les résultats du dernier rapport du comité de suivi de ce dispositif (France Stratégie, 2017) montrant qu'il n'y avait pas de consensus sur l'ampleur de ses effets sur l'économie française. Cette mesure, actuellement remise en cause par le nouvel exécutif, aurait, selon ce comité, un effet « difficile à déceler sur les salaires » et « positif mais modéré » sur l'emploi. Mais, les conclusions de ce rapport sont prudentes et appellent à prolonger et à multiplier les analyses de ce dispositif. Ce travail a donné lieu à un document de travail de l'OFCE (et à un post de Blog [86]). Ce rapport devrait donner lieu à deux papiers de recherche qui seront rédigés au cours de 2018.

Le DRIC est également inséré dans les prévisions et dans l'évaluation des politiques publiques en France. Ses recherches, en ce domaine, ont porté sur la politique monétaire, la dette et sur la réforme de l'impôt sur les sociétés. Il publie régulièrement dans des revues scientifiques internationales à comité de lecture.

Politique monétaire – finance

L'impact des règles prudentielles de Bâle III est analysé dans un modèle basé sur les agents hétérogènes [23]. Le modèle met en évidence que l'association de ces règles avec des objectifs d'inflation et de croissance du crédit est une politique capable d'accroître la stabilité du secteur bancaire et permet d'amortir les fluctuations. Sur le marché financier précisément, J. Leal et M. Napoletano¹, s'intéressent au trading de haute fréquence et mettent en évidence, également dans un modèle à agents hétérogènes, un arbitrage entre la stabilité du marché et sa résilience.

Usant de ce cadre méthodologique des modèles à agents hétérogènes, dont M. Guerini *et al.*² rappellent l'intérêt pour montrer les effets de réseaux et d'interdépendance entre local et macro chocs, J.L. Gaffard *et al.* [13] mesurent des multiplicateurs budgétaires dans le cadre d'un rationnement du crédit, M. Iacopetta [21] montre comment la

-
1. J. Leal S, Napoletano M (2018). « Market stability vs market resilience: regulatory policies experiments in an agent-based model with low- and high- frequency trading », *Journal of Economic Behavior and organization*, forthcoming.
 2. M. Guerini, M. Napoletano M, Roventini A, (2018), « No man is an island: the impact of heterogeneity and local interactions on macroeconomics dynamics », *Economic Modelling*, forthcoming.

liquidité affecte l'émergence de la monnaie dans une économie à la Kiyotaki-Wright où les individus sont hétérogènes et les marchés décentralisés.

Autres thèmes : revenu universel, congé parental et fiscalité du capital

L'OFCE a mis en place dès septembre 2016 un dispositif de *Policy briefs* réguliers pour traiter des grands thèmes économiques incontournables de la campagne présidentielle 2017. Parmi ces thèmes figuraient ceux du revenu universel, de la politique familiale et du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

La question du revenu universel a aussi donné lieu à la parution d'un numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* [55] qui a cherché à synthétiser les différents points de vue exprimés sur cette question et à mieux appréhender les coûts et les bénéfices d'une telle politique.

H. Périvier [54] a étudié les conséquences d'une réforme du congé paternité dans la perspective de réduire les inégalités professionnelles. G. Allègre et H. Périvier [42] ont étudié pour leur part les conséquences d'une individualisation de l'impôt pour les couples. G. Le Garrec et V. Touzé [49] ont poursuivi leurs analyses quant aux conséquences intergénérationnelles de l'adoption du prélèvement à la source.

Suite au *Policy brief* sur la fiscalité du capital auquel ils avaient contribué en 2016, C. Antonin et V. Touzé ont étudié les pistes de réforme possibles de la fiscalité du capital des hauts revenus [33], et ont réalisé un document de travail pour présenter les principes et les propriétés des différentes formes de fiscalité du capital. Ils ont enfin contribué à la réflexion sur la fiscalité de l'immobilier dans le cadre des débats du LIEPP [26]. En lien avec l'immobilier, S. Levasseur [31] a dressé un bilan de l'encadrement des loyers, pour les locataires et les propriétaires.

Dette

Sur la question de la dette, M. Guerini et al. [37] soulignent les effets ambigus de l'accroissement de la dette selon qu'elle est publique ou privée.

S. Guillou *et al.* [14] évaluent la réforme de l'impôt sur les sociétés envisagée par le programme de campagne d'E. Macron consistant à abaisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25 %. Le coût fiscal, entre 7 et 17Mds d'€, profiterait inégalement aux entreprises de tailles différentes concernées par la réforme.

Suite aux travaux réalisés pour France Stratégie dans le cadre de l'évaluation du CICE, précisément sur les exportateurs, qui ont donné à une publication dans la *Revue de l'OFCE* [15], des travaux supplémentaires ont été entrepris pour évaluer l'impact du CICE sur l'investissement des entreprises. Ces travaux donneront lieu à publication en 2018.

E. Saliès [114] a réalisé une revue de la littérature sur l'impact du crédit impôt recherche pour le ministère de l'Éducation et de la Recherche. Ce travail a ensuite donné lieu à une publication dans la *Revue de l'OFCE* [24].

Enfin C. Didry et F. Marty [30] étudient la politique de concurrence en France et son interaction avec la politique industrielle.

Analyse du tissu productif sur données d'entreprises

Un certain nombre de travaux sont réalisés au DRIC à partir d'analyses de données d'entreprises et d'employés. S. Guillou et T. Treibich [38] ont mis en évidence les relations entre la stratégie de diversification commerciale des exportateurs et l'organisation du travail à l'intérieur de l'entreprise notamment au regard de la proportion de managers relativement aux autres salariés.

Un travail méthodologique a été réalisé par S. Guillou, L. Nesta et P. Sevestre [108] pour la Direction Générale des entreprises du Ministère des Finances afin d'évaluer le degré d'imperfection des marchés auxquels faisait face les entreprises françaises. Ce travail n'a pas donné lieu à une exécution de l'estimation en raison de la non disponibilité des données. S. Guillou, L. Nesta et P. Sevestre ont par ailleurs entrepris un travail de mesure des contraintes financières sur données de firmes françaises mises à disposition par la Banque de France.

Un travail de comparaison de la productivité des entreprises françaises et allemandes a été entrepris dans le cadre du contrat ISIGROWTH, impliquant M. Lopez Forero, M. Napoletano et L. Nesta, en collaboration avec T. Grebel, économiste allemand, qui a pu accéder aux données allemandes. Ce travail apporte un éclairage sur l'évolution des niveaux de productivités des firmes manufacturières et l'effet asymétrique que la crise de 2008 ait pu avoir dans la productivité des firmes des deux pays. Ce travail va au-delà des comparaisons des moyennes sectorielles – normalement trouvées dans la littérature – en comparant la productivité des firmes tout au long de la distribution pour tenir compte de l'hétérogénéité existante. L'étude constate que, bien que la productivité des firmes allemandes domine celle des firmes françaises, ces écarts de productivité se réduisent après la crise.

Enfin, l'analyse du tissu productif s'orientera clairement vers l'économie numérique dans le cadre d'un contrat de recherche, amorcé à la fin de l'année 2017 pour 2 ans avec l'association française ACSEL. Ce contrat a pour objectif de produire différentes études pour informer le débat sur la présence et l'impact du numérique dans l'économie française. A la fois des données sectorielles et d'entreprises seront mobilisées pour produire des résultats sur les questions de l'emploi, de la productivité et des usages. Des modèles théoriques permettront aussi de mettre en évidence les ruptures ou les continuités qu'implique la transformation numérique. Pour réaliser ce contrat, le DRIC s'est adjoint la participation de C. Gaglio, post-doctorante.

Intervenir dans le débat de politique économique

L'OFCE contribue de manière régulière au débat public en économie.

Questions nationales

L'OFCE a réalisé la version 2018 du *Repères* sur l'économie française, publiée par les éditions La Découverte [60]. Ce *Repères* synthétise les analyses de l'OFCE et est largement diffusé (5 000 exemplaires). Il comprend un rappel historique et conjoncturel [62], [61] des dossiers thématiques sur les principaux éléments de l'économie française [64], [63], [117]. La seconde partie propose des analyses plus approfondies de certains thèmes qui constituent des aspects majeurs des débats actuels. Notre appareil productif est-il toujours compétitif ? [59] Quelle forme pourrait prendre une réforme de notre régime des retraites visant une pension à points et s'appliquent à tous ? [65]. Enfin cette année 2018 est la première du quinquennat du Président Emmanuel Macron. Nous proposons une première évaluation du programme présidentiel aussi bien sur les performances de l'économie française entre 2017 et 2022 en termes de croissance, de finances publiques, de compétitivité des entreprises, de pouvoir d'achat des ménages et du marché du travail, mais aussi sur l'impact redistributif des mesures socio fiscales en faveur des ménages [57].

Évaluation des programmes présidentiels

L'année 2017 a été marquée par l'élection présidentielle française. Au cours de la campagne présidentielle, l'OFCE a publié un grand nombre de *Policy brief* ou de post de blog sur des sujets précis faisant l'objet de débat : sur les dépenses publiques [48], sur le cadrage macroéconomique au cours du prochain quinquennat [52], sur la sortie de l'euro [73], sur la politique du logement [92]. Enfin, une synthèse des différents programmes a été proposée [41].

L'outil de communication privilégié durant la campagne présidentielle a été le *Policy brief*, qui a permis des analyses synthétiques mais argumentées.

Une fois le Président élu, nous avons mené une évaluation plus précise de son programme au cours du prochain quinquennat [51], en revenant sur des mesures comme la réforme sur la fiscalité du capital mobilier [43], [93], les emplois francs [70], l'assurance chômage pour les démissionnaires [45], le remplacement du CICE par une baisse de cotisations sociales patronales [47], l'exonération des heures supplémentaires [50] et la réforme de la taxe d'habitation [53], [95].

Les chercheur-e-s de l'OFCE ont contribué aux différents numéros de la *Revue de l'OFCE* [1], [22].

L'OFCE a alimenté le débat économique sur le Blog de l'OFCE, que ce soit dans le domaine de la régulation bancaire européenne [69], sur la politique de la BCE [75], [72], [74], [91], sur le cycle du crédit dans la zone euro [76], sur le contrôle des chômeurs [46], sur la

taxation des contrats courts [77], sur l'évolution du chômage en France [79], [80], [81], [82], [83], sur les contrats aidés [85], sur l'impact du CICE sur l'emploi et les salaires [86], sur les effets de bilan d'un éclatement de l'euro [103], sur la défiscalisation des heures supplémentaires [90], sur le secteur du bâtiment [94], sur le revenu universel [96], sur la statistique publique [104], sur les inégalités dans l'Union européenne [97], sur le Brexit [98] et sur la politique environnementale de Trump [102].

L'OFCE a également alimenté les *Working Papers* de l'OFCE dans le domaine de la taxation du capital [33], sur la politique de la BCE [34], sur la tarification des contrats courts [35], sur la dégressivité des allocations chômage [36], sur l'Union européenne [40] et sur la fonction de production incorporant l'Énergie [39].

Par ailleurs, les chercheur-e-s de l'OFCE ont contribué à un grand nombre de *Policy briefs* de l'OFCE sur la politique de la BCE [44].

Vulgarisation, pédagogie et autres publications

Les chercheur-e-s de l'OFCE sont fréquemment sollicités pour participer à des publications grand public. Dans le cadre d'un hors-série sur l'état de l'économie 2017 d'*Alternatives Économiques*, des contributions importantes ont été faites sur la conjoncture mondiale [116], sur les réformes à mener en Europe [106], sur le bilan du quinquennat de F. Hollande [107], sur la politique climatique de Trump [109] et sa politique fiscale [113], sur l'après Brexit [111], sur la réduction des dépenses publiques [112] et sur la transition écologique au défi des inégalités [115]. Les chercheur-e-s ont également contribué aux *Cahiers Français* sur la politique du logement [32], ainsi qu'aux débats du LIEPP sur la fiscalité du capital des hauts revenus [28] et de l'immobilier [26] et à l'Observatoire des inégalités sur la politique de cohésion sociale [101].

Les chercheur-e-s de l'OFCE ont également publié dans des revues à comité de lecture [27], [4], [29], [12], [16], [20], [25].

Références bibliographiques³

1. Aghion Philippe et Céline Antonin, « Progrès technique et croissance depuis la crise », *Revue de l'OFCE*, n° 153, pp. 63–78, décembre, 2017.
2. Antonin Céline, Christophe Blot, Evelyn Herrmann, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Christine Riffart, Dorian Roucher et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 259–270, octobre, 2017.
3. Antonin Céline, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Les comportements de consommation des ménages ont-ils été affectés par la crise de 2008 ? Une analyse économétrique de cinq grands pays développés », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 177–226, avril, 2017.
4. Bakhtiari Fatemeh, Gissela Landa, Oswaldo Morales-Napoles et Daniel Puig, « The accountability imperative for quantifying the uncertainty of emission forecasts: evidence from Mexico », *Climate Policy*, vol. 18, n° 1, pp. 1–10, octobre, 2017.
5. Blot Christophe, Olivier Garnier, Éric Heyer, Paul Hubert, Xavier Ragot, Jean-Michel Six et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 227–238, avril, 2017.
6. Blot Christophe et Paul Hubert, « Le risque bancaire en zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 157–176, avril, 2017.
7. Blot Christophe et Paul Hubert, « Quels effets attendre de la réduction du bilan des banques centrales ? », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 1–18, octobre, 2017.
8. DAP, « La routine de l'incertitude. Perspectives 2017-2018 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 13–134, avril, 2017.
9. DAP, « La nouvelle grande modération ? Perspectives 2017-2019 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 1–128, octobre, 2017.
10. DAP, « France : croissance en héritage. Perspectives 2017-2019 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 130–213, octobre, 2017.
11. Ducoudré Bruno et Éric Heyer, « Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? Une analyse pour 6 grands pays développés », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 233–259, octobre, 2017.
12. Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « Que nous apprennent les données macro-sectérielles sur les premiers effets du CICE : évaluation pour la période 2014-2015t2 », *Économie et Prévision*, n° 211–212, pp. 91–113, 2017.
13. Gaffard Jean-Luc, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « Time-varying fiscal multipliers in an agent-based model with credit rationing », *Economics. The Open Access, Open Assessment E-Journal*, n° 112, décembre, 2017.
14. Guillou Sarah, Lionel Nesta et Evens Saliès, « La réforme de l'impôt sur les sociétés », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, pp. 31–34, juillet, 2017.
15. Guillou Sarah, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « L'impact attendu du CICE sur les exportations », *Revue de l'OFCE*, n° 154, pp. 1–48, décembre, 2017.
16. Heyer Éric, « Créer des emplois en baissant les salaires ? Une histoire de chiffres », *Travail et emploi*, n° 150, pp. 131–137, mai, 2017.
17. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2018 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 5–12, avril, 2017.

3. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications : www.ofce.sciencespo.fr

18. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Chômage, déficit, dette publique », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 135–156, juin, 2017.
19. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2019 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 5–12, avril, 2017.
20. Hwang In Chang, Frédéric Reynes et S. J. Richard Tol, « The effect of learning on climate policy under fat-tailed risk », *Resource and Energy Economics*, vol. 48, pp. 1–18, janvier, 2017.
21. Iacopetta Maurizio, « The emergence of money: a dynamic analysis », *Macroeconomic Dynamics*, vol. 21, n° 8, pp. 1–24, décembre, 2017.
22. Landa Gissela, Paul Malliet, Aurélien Saussay et Frédéric Reynès, « Etat de la macroéconomie environnementale appliquée », *Revue de l'OFCE*, n° 153, pp. 151–170, décembre, 2017.
23. Napoletano Mauro, Lilit Popoyan et Andrea Roventini, « Taming macroeconomic instability: monetary and macro prudential policy interactions in an agent-based model », *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 134, pp. 17–140, octobre, 2017.
24. Saliès Evens, « Impact du crédit d'impôt recherche. Une revue bibliographique des études sur données françaises », *Revue de l'OFCE*, n° 154, pp. 1–36, novembre, 2017.
25. Saussay Aurélien, « Can the US shale revolution be duplicated in continental Europe? An economic analysis of European shale gas resources », *Energy Economics*, vol. 69, 2017.
26. Antonin Céline, Bernard Coloos, Robert Ellickson, Vincent Touzé, Alain Trannoy et Étienne Wasmer, « La fiscalité de l'immobilier en question », *Débats du LIEPP*, vol. 4, mars, 2017.
27. Antonin Céline, Guillaume Corlay, Guillaume Daudin, Stéphane Dupraz, Claire Labonne et Anne Muller, « Comment: inferring trade costs from trade booms and trade busts », *International Economics*, vol. 151, décembre, 2017.
28. Antonin Céline et Vincent Touzé, « Fiscalité du capital des hauts revenus : quel diagnostic, quelles réformes possibles ? », *Débats du LIEPP*, n° 4, mars, 2017.
29. Bulavskaya Tayana et Frédéric Reynès, « Job creation and economic impact of renewable energy in the Netherlands », *Renewable Energy*, n° 119, pp. 528–538, mars, 2017.
30. Didry Claude et Frédéric Marty, « La politique de concurrence comme levier de la politique industrielle dans la France de l'après-guerre », *Gouvernement et action publique*, vol. 5, no. 4, pp. 23–45, janvier, 2017.
31. Levasseur Sandrine, « Encadrement des loyers : quel premier bilan ? », *Cahiers Français*, n° 398, 2017.
32. Madec Pierre, « Une politique du logement et de l'immobilier plutôt efficace », *Cahiers Français*, n° 399, juillet, 2017.
33. Antonin Céline et Vincent Touzé, « Capital taxation: principles, properties and optimal taxation issues », *OFCE Working paper*, 8, mars, 2017.
34. Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Eurozone bond market dynamics, ECB monetary policy and financial stress », *OFCE Working paper*, 18, septembre, 2017.
35. Coquet Bruno, « La tarification des contrats courts : objectifs et instruments », *OFCE Working paper*, 29, décembre, 2017.
36. Coquet Bruno, « Les allocations chômeurs devraient-elles être dégressives ? », *OFCE Working paper*, 1, janvier, 2017.
37. Guerini Mattia, Alessio Moneta, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « The janus-faced nature of debt: results from a date-driven cointegrated svar approach », *OFCE Working paper*, 2, février, 2017.

38. Guillou Sarah et Tania Treibich, « Firm export diversification and change in workforce composition », *OFCE Working paper*, 22, octobre, 2017.
39. Reynès Frédéric, « The Cobb-Douglas function as a flexible function: analyzing the substitution between capital, labor and energy », *OFCE Working paper*, 12, avril, 2017.
40. Timbeau Xavier et Pawel Wiejski, « EU ETS – broken beyond repair? An analysis based on FASTER principles », *OFCE Working paper*, 24, octobre, 2017.
41. Allègre Guillaume, Pierre Madec et Mathieu Plane (coordinateur), Xavier Ragot (coordinateur), Aurélien Saussay, « Quelles propositions économiques des candidats à l'élection présidentielle ? », *OFCE Policy brief*, 14 avril 2017.
42. Allègre Guillaume et Hélène Périvier, « Le choix d'individualiser son impôt pour les couples », *OFCE Policy brief*, 7 juillet 2017.
43. Aparisi de Lannoy Léo et Pierre Madec, « Fiscalité du capital mobilier : quel impact du prélèvement forfaitaire unique (PFU) ? », *OFCE Policy brief*, 30 juin 2017.
44. Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « What should the ECB “new normal” look like? », *OFCE Policy brief*, 20 décembre 2017.
45. Coquet Bruno, « L'assurance chômage pour les démissionnaires. Un pari sur l'emploi, une bonne affaire pour l'Unedic ? », *OFCE Policy brief*, 28 novembre 2017.
46. Coquet Bruno, « Obliger les chômeurs indemnisés à reprendre un emploi : la bonne mesure », *OFCE le blog*, 7 juillet 2017.
47. Ducoudré Bruno, « Évaluation du remplacement du CICE par une baisse des cotisations sociales patronales », *OFCE Policy brief*, 6 juillet 2017.
48. Ducoudré Bruno, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Dépenses publiques : quels enjeux pour le prochain quinquennat ? », *OFCE Policy brief*, 19 avril 2017.
49. Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients », *OFCE Policy brief*, 9 juillet 2017.
50. Heyer Éric, « Quel impact doit-on attendre de l'exonération des heures supplémentaires ? », *OFCE Policy brief*, 8 juillet 2017.
51. Heyer Éric, Pierre Madec, Mathieu Plane et Xavier Timbeau, « Evaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022 », *OFCE Policy brief*, 12 juillet 2017.
52. Heyer Eric et Xavier Timbeau, « Quelles perspectives pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », *OFCE Policy brief*, 27 février 2017.
53. Madec Pierre et Mathieu Plane, « Évaluation de la réforme de la taxe d'habitation d'Emmanuel Macron », *OFCE Policy brief*, 26 juin 2017.
54. Périvier Hélène, « Réduire les inégalités professionnelles en réformant le congé paternité », *OFCE Policy brief*, 13 janvier 2017.
55. Allègre Guillaume (coordinateur) et Henri Sterdyniak (coordinateur), *Revenu universel. L'état du débat*. OFCE, 2017.
56. Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : croissance du PIB de 0,6% au tournant de 2017 et de 2018 », *OFCE le blog*, 21 décembre 2017.
57. Aparisi de Lannoy Léo, Paul Bauchet, Bruno Coquet, Bruno Ducoudré, Éric Heyer, Pierre Madec, Paul Malliet, Mathieu Plane, Raül Sampognaro, Aurélien Saussay et Gaspard Tissandier, « Évaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022 », in *L'économie française 2018* (dir. É. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 78–112.

58. Blot Christophe et Sabine Le Bayon, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 5–19.
59. Guillou Sarah et Lionel Nesta, « La compétitivité de l'appareil productif français : état des lieux et perspectives », in *L'économie française 2018* (dir. É. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 117–123.
60. Heyer Éric, « Introduction », in *L'économie française 2018* (dir. É. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 3–4.
61. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'économie française 2018* (dir. É. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 18–30.
62. Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Analyse historique et prospective », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 6–17.
63. Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 62–77.
64. Plane Mathieu et Raül Sampognaro, « Place de l'état dans l'économie », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 31–46.
65. Touzé Vincent, « Vers un régime de retraite à points et par répartition : l'exemple AGIRC-ARRCO », in *L'économie française 2018* (dir. É. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 112–116.
66. Antonin Céline, « Italie : l'horizon semble s'éclaircir », *OFCE le blog*, 19 décembre 2017.
67. Antonin Céline, « Réunion de l'OPEP : beaucoup de bruit pour rien », *OFCE le blog*, 8 décembre 2017.
68. Antonin Céline, « Avantage fiscal sur le gazole : une fin programmée », *OFCE le blog*, 29 septembre 2017.
69. Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « Régulation bancaire européenne : quand l'union fait la force », *OFCE le blog*, 22 mars 2017.
70. Bauchet Paul and Pierre Madec, « “Emplois francs” : que faut-il en attendre ? », *OFCE le blog*, 29 juin 2017.
71. Blot Christophe, « Zone euro : reprise généralisée », *OFCE le blog*, 20 décembre 2017.
72. Blot Christophe et Jérôme Creel, « La BCE en terrain neutre ? », *OFCE le blog*, 25 octobre 2017.
73. Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Xavier Ragot, Raül Sampognaro, Francesco Saraceno et Xavier Timbeau, « Sortir de l'euro ? », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.
74. Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Quel rôle pour le bilan des banques centrales dans la conduite de la politique monétaire ? », *OFCE le blog*, 21 décembre 2017.
75. Blot Christophe et Paul Hubert, « La BCE prépare l'avenir », *OFCE le blog*, 9 juin 2017.
76. Blot Christophe et Paul Hubert, « Où en est-on du cycle de crédit dans la zone euro ? », *OFCE le blog*, 30 mai 2017.
77. Coquet Bruno, OFCE et IZA, « Contrats courts : toutes les taxes ne se valent pas », *OFCE le blog*, 8 décembre 2017.
78. DAP, « La reprise en bonne voie », *OFCE le blog*, 22 mai 2017.
79. DAP, « Chômage : évolutions contrastées », *OFCE le blog*, 24 février 2017.
80. DAP, « Chômage : fin de quinquennat chahutée », *OFCE le blog*, 26 avril 2017.
81. DAP, « 2016 : première année de baisse du chômage depuis 9 ans ! », *OFCE le blog*, 24 janvier 2017.

82. DAP, « Début de quinquennat : emploi dynamique, chômage élevé », *OFCE le blog*, 24 mai 2017.
83. DAP, « Chômage : évolutions à la carte », *OFCE le blog*, 24 mars 2017.
84. Ducoudré Bruno, « 2018 : baisse du chômage non garantie », *OFCE le blog*, 4 décembre 2017.
85. Ducoudré Bruno, « Fin de partie pour les contrats aidés », *OFCE le blog*, 12 décembre 2017.
86. Ducoudré Bruno, Éric Heyer, Alaïs Martin-Baillon et Mathieu Plane, « Quelle incidence du CICE sur les salaires et l'emploi ? Une évaluation pour la période 2014-2017t2 sur données de branches », *OFCE Working paper*, 26 octobre 2017.
87. Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Au-delà du taux de chômage. Comparaison internationale depuis la crise », *OFCE le blog*, 16 mai 2017.
88. Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Taux d'activité et durée du travail : des ajustements différenciés », *OFCE le blog*, 30 novembre 2017.
89. Ducoudré Bruno et Xavier Timbeau, « Une reprise à durée déterminée », *OFCE le blog*, 8 septembre 2017.
90. Heyer Éric, « Faut-il de nouveau défiscaliser les heures supplémentaires ? », *OFCE le blog*, 17 janvier 2017.
91. Hubert Paul et Pierre Madec, « La politique monétaire de la BCE a-t-elle influencé les prix immobiliers ? », *OFCE le blog*, 19 juillet 2017.
92. Madec Pierre, « Présidentielle : le logement est-il bien loti ? », *OFCE le blog*, 11 avril 2017.
93. Madec Pierre, « Attention : un PFU peut en cacher un autre », *OFCE le blog*, 27 septembre 2017.
94. Madec Pierre, « Le bâtiment a fière allure... », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.
95. Madec Pierre et Mathieu Plane, « Exonération de la taxe d'habitation : quel impact de la réévaluation des seuils ? », *OFCE le blog*, 14 septembre 2017.
96. Madec Pierre et Xavier Timbeau, « "RUE" : une ambition à financer », *OFCE le blog*, 29 mars 2017.
97. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Croissance et inégalités dans l'Union Européenne », *OFCE le blog*, 11 septembre 2017.
98. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : réussir sa sortie ? », *OFCE le blog*, 6 décembre 2017.
99. Péléraux Hervé, « La reprise s'affirme », *OFCE le blog*, 7 décembre 2017.
100. Sampognaro Raül, « PLF 2018 : fin d'une procédure, début d'une nouvelle ? », *OFCE le blog*, 28 novembre 2017.
101. Sampognaro Raül, « Sans une politique de cohésion sociale, aucune réforme fiscale ne sera acceptée », *Observatoire des inégalités*, 28 avril 2017.
102. Saussay Aurélien, « Climat : Trump souffle le chaud et l'effroi », *OFCE le blog*, 16 juin 2017.
103. Durand Cédric et Sébastien Villemot, « Effets de bilan d'un éclatement de l'euro », *OFCE le blog*, 12 janvier 2017.
104. Madec Pierre et Xavier Timbeau, « Statistique publique : une révolution silencieuse », *OFCE le blog*, 31 mars 2017.
105. Allègre Guillaume, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Georg Feigl, Julia Hofmann, Jan Jörss, Markus Marterbauer, Jon Nielsen, Cédric Oppé, Hélène Périvier, Matthias Schnetzer, Francesco Saraceno, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau (coordinateur), Sébastien Villemot, Andrew Watt et Sepp Zuckerstätter, « iAGS 2018: Repair the roof when the sun is shining », 2017.
106. Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Cinq réformes pour le retour de la croissance », *Alternatives Économiques*, pp. 28–30, février 2017.

107. Ducoudré Bruno et Mathieu Plane, « Le bilan Hollande ou le pari risqué de l'offre », *Alternatives Économiques*, pp. 44–46, février 2017.
108. Guillou Sarah, Lionel Nesta et Patrick Sevestre, « Méthode d'évaluation des imperfections des marchés du crédit sur données de firmes. Rapport pour la DGE, ministère de l'Économie et des Finances », 2017.
109. Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Trump sonnera-t-il la charge contre le climat ? », *Alternatives Économiques*, pp. 86–87, février 2017.
110. Mathieu Catherine (EUROSTAT), « Indicateurs de la zone euro : production mensuelle d'indicateurs du PIB. », 2017.
111. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Après le Brexit, l'Europe doit repenser l'Union », *Alternatives Économiques*, pp. 24–25, février 2017.
112. Plane Mathieu, « Faut-il réduire la dépense publique ? », *Alternatives Économiques*, pp. 38–39, février 2017.
113. Riffart Christine, « Le pari à hauts risques de Donald Trump », *Alternatives Économiques*, pp. 70–71, février 2017.
114. Saliès Evens, « Études d'impact du crédit d'impôt recherche. Une revue de la littérature. Rapport pour le MENESR », 2017.
115. Timbeau Xavier, « La transition écologique au défi des inégalités », *Alternatives Économiques*, pp. 92–94, février 2017.
116. Péléraux Hervé, « L'économie mondiale peine à redémarrer », *Alternatives Économiques*, pp. 8–11, février 2017.
117. Ducoudré Bruno, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2018 (dir. É. Heyer)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 47–61.

2.

Les questions européennes

Le développement des analyses européennes est un axe prioritaire de l'OFCE. Les questions européennes sont analysées au sein des trois départements de l'OFCE. Ce chapitre commence par la présentation des prévisions internationales et européennes menées au sein de l'OFCE, essentiellement au Département analyse et prévision (DAP), deux fois par an. Il présente ensuite, de manière thématique, les différents travaux de l'OFCE, avec la structure suivante :

- l'analyse de la conjoncture européenne et internationale ;
- comprendre la dynamique européenne ;
- dynamique européenne : politique budgétaire et monétaire ;
- aspects structurels de l'économie européenne : industrie et finance.

L'analyse de la conjoncture européenne et internationale

Dans le cadre des prévisions, menées essentiellement au DAP, deux fois par an une analyse de l'environnement européen et international est menée. La prévision du printemps 2017 s'intitule « La routine de l'incertitude » [6] et a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [3] présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Comme le rappellent les économistes du DAP de l'OFCE, malgré diverses menaces sur l'économie mondiale depuis deux ans, la croissance a résisté en 2016, n'affichant qu'un faible ralentissement (2,9 %), après des rythmes supérieurs à 3 % entre 2012 et 2015. L'incertitude politique et géopolitique, dans le sillage de l'élection américaine, où le risque d'éclatement de l'Union européenne ou de l'Union monétaire après le Brexit restent présents. Mais ces éléments font maintenant partie du contexte et obligent les agents économiques à s'y adapter à défaut de s'en préserver. Au final, le ralentissement modéré de la croissance mondiale est plus un « trou d'air » qu'un retournement du cycle international.

La politique monétaire a continué à soutenir l'activité et le frein lié à des politiques budgétaires restrictives s'est globalement desserré en 2016. Les ménages des pays industrialisés ont bénéficié de gains de pouvoir d'achat par la baisse du prix du pétrole. Du côté des changes, l'appréciation du dollar (en termes effectifs) à partir de 2014 a contribué au ralentissement de la croissance outre-Atlantique qui est passée de 2,6 % à

1,6 % en 2016. Mais elle a aussi permis d'apporter un soutien supplémentaire dans la zone euro, où la reprise avait tardé à se matérialiser. Après une croissance de 1,9 % en 2015, le PIB en volume de la zone euro a progressé de 1,7 % en 2016, tiré par l'Allemagne et l'Espagne. Au Royaume-Uni, le vote en faveur du Brexit n'a pas induit de crise financière ou de mouvement de fuite de capitaux. La croissance britannique au deuxième semestre 2016 a même montré des signes de robustesse, le Brexit s'analysant comme une dévaluation traditionnelle dans ses enchaînements. Ainsi, le ralentissement de l'activité au Royaume-Uni devrait bien avoir lieu en 2017 et en 2018. Se diffusant principalement par le canal de la demande adressée, le Brexit n'aura qu'un impact modéré sur la croissance des autres pays. Enfin, la croissance est restée solide dans les pays d'Europe de l'Est, soutenue par la demande intérieure et la reprise dans la zone euro.

Dans les pays émergents, la croissance ré-accélère en 2016 (+3,9 %), après un coup de frein plus marqué en 2015 (3,7 % contre 4,5 % en 2014) et malgré la poursuite du ralentissement chinois (6,7 % de croissance en 2016 contre 6,9 % en 2015 et 7,3 % en 2014). Si la récession se poursuit en Russie, elle est néanmoins atténuée en 2016. Dans le reste de l'Asie hors Chine, la croissance reste bien orientée, notamment en Inde avec un taux de croissance de 7,5 % en 2016 comme en 2015.

Ce scénario devrait se poursuivre en 2017 et 2018. L'émergence de nouvelles sources d'incertitudes – sur la politique commerciale des États-Unis ou sur l'issue de prochaines élections en Europe – ne devrait pas être la source d'un nouveau choc majeur qui remettrait en cause le schéma de croissance qui s'est amorcé. Le soutien par le prix du pétrole disparaîtra progressivement et provoquera une remontée de l'inflation. La politique monétaire, d'abord aux États-Unis puis plus tard au Royaume-Uni et dans la zone euro, se normalisera. Ces deux facteurs sont aussi le reflet d'un risque déflationniste qui se réduit. Les politiques budgétaires resteront assez hétérogènes entre les grands pays avancés. Elles deviendraient neutres en zone euro en 2017 puis progressivement restrictives en 2018, sous l'hypothèse que les gouvernements respectent leurs engagements dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Dans le cas contraire, la BCE pourrait resserrer plus rapidement et plus fortement.

Aux États-Unis, l'administration Trump devrait mener une politique expansionniste, axée sur des baisses d'impôts et des dépenses régaliennes, tandis qu'au Royaume-Uni l'austérité annoncée pour 2018 pourrait être assouplie en fonction de l'évolution du solde public et des conséquences du Brexit. Ainsi, sous l'effet de politiques budgétaires contrastées, la croissance ralentirait en Europe mais accélérerait aux États-Unis.

Sur l'ensemble des pays industrialisés, la croissance passerait de 1,6 % en 2016 à 1,8 % en 2018. L'amélioration de la conjoncture serait nette dans les pays en développement (4,4 % en 2018, après 4 % en 2017). Les pays producteurs de pétrole bénéficieraient de la remontée du prix.

La prévision d'automne 2017 s'intitule « Vers une nouvelle Grande Modération » [7]. Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 152 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [4] présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. L'économie mondiale s'est engagée sur un nouveau sentier de croissance, plus robuste, commun à un nombre croissant de pays et caractérisé par une faible inflation dans les pays industrialisés comme dans les pays émergents. Cette situation n'est pas sans rappeler la période dite de Grande Modération dans laquelle l'économie mondiale se trouvait, avant l'éclatement de la crise financière globale en 2007. À court terme, l'accélération de la croissance permettra la poursuite de la réduction du taux de chômage et l'amélioration de l'emploi. Mais, à plus long terme se pose la question du potentiel de croissance, qui pourrait être bien plus faible qu'avant la crise. La résorption des déséquilibres hérités de la Grande Récession, mais aussi la conduite des politiques monétaires pourrait être complexe dans un environnement de faible croissance nominale. Plus qu'un fonctionnement vertueux de l'économie mondiale, cette nouvelle Grande Modération pourrait annoncer des difficultés à venir de l'économie mondiale.

Les chiffres de croissance du premier semestre 2017 témoignent d'une accélération de la croissance mondiale qui devrait se traduire par une hausse du PIB de 3,2 % sur l'ensemble de l'année contre 3,0 % en 2016. Les tensions financières observées en Europe en 2015 après la crise grecque ou dans les pays émergents – liées à la crainte d'un atterrissage brutal de l'économie chinoise – se sont dissipées. De même, le scénario de l'éclatement de la zone euro semble s'être éloigné. Le Brexit serait la principale entaille au projet européen, mais il aurait pour principale conséquence de réduire la croissance britannique qui passerait de 2,2 % en 2015 à 1,4 % en 2017 puis 1 % en 2018. Les répercussions sur les autres économies européennes devraient être négligeables. Certains facteurs externes qui avaient permis de soutenir la reprise en 2015 – pétrole et taux de change pour les pays de la zone euro – se sont neutralisés, voire inversés. Mais la croissance s'est depuis solidifiée et s'appuie désormais sur des ressorts internes, comme l'investissement des entreprises ou encore celui des ménages, ainsi que sur le soutien monétaire de la BCE. Ainsi, dans la zone euro, la croissance s'élèverait à 2,1 % en 2017 avant de diminuer progressivement à 1,6 % en 2019. Aux États-Unis, la normalisation de la politique monétaire est amorcée depuis la fin de l'année 2015, mais ne se traduit pas par une remontée significative des taux d'intérêt à long terme. Ainsi, les taux réels restent à des niveaux historiquement bas pour les États-Unis et l'ensemble des pays avancés. En 2018, l'économie américaine sera en outre soutenue par un plan massif de baisses d'impôts qui stimulera la croissance qui s'élèverait à 2,8 % avant de retomber à 2 % en 2019. Enfin, du côté des pays émergents, le ralentissement de l'économie chinoise se poursuit. Mais l'atterrissage de la deuxième puissance économique mondiale semble maîtrisé par le gouvernement, en grande partie grâce au soutien de la politique budgétaire. Il s'ensuit que la croissance des pays émergents se stabiliserait à 4,2 % en 2017 avant d'accélérer en 2018 et 2019 pour atteindre 4,6 %.

Comprendre la dynamique européenne

Le projet iAGS

Le projet iAGS – independent Annual Growth Survey – réunit un groupe d'économistes reconnus au niveau international afin de proposer une alternative indépendante à l'Annual Growth Survey (AGS), publié par la Commission européenne. Le rapport iAGS est publié en même temps que l'iAGS (Annual Growth Survey) de la Commission européenne, au début du semestre européen.

iAGS cherche à nourrir et éclairer le débat public sur la stratégie économique de l'Europe. Soutenabilité de la dette publique, ajustement budgétaire et stratégies de sortie de crise seront les préoccupations fondamentales des prochaines années. Ces questions sont complexes et ne peuvent pas être traitées avec une approche rigide. Une analyse ouverte et approfondie des hypothèses, une observation empirique, une étude des options et des conséquences prévisibles des politiques envisagées sont nécessaires.

Le projet iAGS met en lumière des sujets souvent négligés, et cependant essentiels, tels que le rôle de la politique monétaire dans le *policy mix*, les conséquences sociales de la crise, l'importance de l'investissement public ou des politiques environnementales. Le projet s'attaque aux finances publiques, au chômage, à la dette publique, et propose des stratégies alternatives qui peuvent ramener l'économie à une croissance équilibrée, tout en maintenant la stabilité des prix et le plein emploi et en préservant le progrès social.

Dans un environnement ébranlé par la crise financière de 2007, les auteurs de ce rapport croient fermement à la nécessité d'une analyse intellectuelle indépendante, pragmatique et transparente des faits et des politiques qui sous-tendent le progrès économique et social européen, maintenant et dans le futur.

L'élaboration du rapport iAGS a amené l'OFCE à développer un nouvel outil quantitatif en 2012. Cette modélisation supplémentaire permet de mieux appréhender la dynamique macroéconomique à court et moyen terme à l'échelle de la zone euro en tenant compte des interdépendances. Le Département analyse et prévision a travaillé sur le développement d'un modèle sous forme réduite pouvant être utilisé pour évaluer des scénarios de politiques budgétaires et monétaires. L'objectif est d'élaborer un modèle évolutif et générique pouvant reproduire un ensemble de théories. Dans un premier temps, l'enjeu du modèle était principalement de pouvoir évaluer la dynamique de la dette et de l'activité en fonction notamment des hypothèses sur la valeur des multiplicateurs et de l'effet d'hystérèse. Le modèle a été augmenté d'une représentation des processus d'inflation (ou de déflation), de compétitivité et d'évolution des balances courantes (et donc des positions extérieures). Ainsi, le modèle permet de prendre en compte la dynamique des dettes publiques et des dettes extérieures. Les évolutions prochaines intégreront les dettes privées afin de pouvoir au mieux représenter les phénomènes de dette par la déflation. L'introduction des processus de prix a permis

d'explorer des schémas d'anticipation, en particulier de saut dans les ancrages assurés par la cible annoncée par la banque centrale.

L'OFCE dirige le projet en association avec l'AK Wien (Autriche), l'IMK (Allemagne) et l'ECLM (Danemark). Le projet est ouvert et tous les documents seront accessibles sous une licence *Creative Commons*. Un Conseil scientifique composé des instituts impliqués dans le projet, ainsi que de scientifiques indépendants de renommée internationale, évalueront les travaux, l'organisation du projet et établiront le programme de recherche.

La publication *L'économie européenne*

Au Département des études, l'année 2017 a vu la parution du deuxième volume de *L'économie européenne* dans la collection *Repères* des éditions La Découverte. Avec cet ouvrage, l'OFCE affirme son implication dans les débats européens en proposant un bilan annuel accessible et rigoureux de l'économie européenne.

L'OFCE y présente l'état, meilleur quoiqu'incertain, de la conjoncture européenne [26], l'histoire de l'intégration et des possibles désintégrations européennes (montée des populismes, Brexit, incertitude sur la pérennité de l'euro et crises territoriales, comme en Catalogne) [32], la politique de concurrence en lien avec une politique industrielle européenne qui ne dit pas son nom, [31] les fondements des politiques monétaires et budgétaires, très (trop ?) focalisés sur la discipline et la contrainte [29], et les grands problèmes posés au processus d'intégration européenne.

L'année 2016 avait été riche en problèmes justement. Celui posé par le Brexit [33] ne faisait sans doute que commencer, mais méritait que l'on s'y attarde. Le chapitre présente les coûts du Brexit pour le Royaume-Uni et pour l'Union européenne et, concernant cette dernière, évoque les différentes pistes pour saisir l'opportunité d'une désintégration partielle pour relancer le projet d'intégration européenne entre ses membres restants. L'autre problème pour l'Union européenne est sa résistance financière à un nouvel épisode de crise. C'est dans cette optique qu'a été préparée l'Union bancaire, outil de supervision et de résolution centralisé des crises bancaires créant un risque systémique. C. Antonin, S. Levasseur et V. Touzé [24] exposent les premiers pas de l'Union bancaire et insistent sur la nécessité de son achèvement et de son extension au « shadow banking », source d'instabilité désormais chronique des systèmes bancaires internationaux. Une autre incertitude planant sur la reprise économique de la zone euro a trait à sa capacité à résorber durablement les divergences nominales et réelles en son sein. S. Villemot [34] expose ces divergences et insiste notamment sur le fait que les coûts salariaux unitaires exprimés en termes réels ont baissé dans la périphérie de la zone euro alors qu'ils ont stagné dans le « cœur », ce qui contredit l'argument selon lequel des hausses inconsidérées de salaires ont été attribuées aux salariés des pays périphériques. Il présente enfin les ajustements nécessaires pour atténuer durablement les divergences nominales qui persistent. En 2016, l'Union européenne a connu une vague particulièrement importante de réfugiés qui a interrogé sur ses capacités de solidarité et sur ses capacités à absorber un afflux de

main-d'œuvre. J. Bergeot, G. Cornilleau et S. Le Bayon [25] étudient la répartition géographique de cette vague migratoire, qui se concentre principalement en Allemagne, le profil des migrants, et rappellent les effets économiques attendus des réfugiés sur les marchés du travail européens et sur les finances publiques. En lien avec ces analyses, G. Cornilleau, S. Le Bayon et C. Riffart [28] étudient la structure des marchés du travail européens, en distinguant Allemagne, Espagne, France, et Italie et en insistant sur les implications de la structure et de la dynamique démographique sur l'évolution des taux de chômage et des taux d'activité. Les divergences de structure de l'emploi entre les pays européens font écho, non pas seulement à celles en terme de salaires mais aussi aux inégalités de niveau de vie qu'étudie [23]. G. Allègre montre en effet la fin de la convergence entre les régions européennes qui fragilise le projet d'intégration européenne en créant des gagnants et des perdants. Le maintien des inégalités de revenus dans l'Union européenne fait peser le risque d'une stagnation séculaire déterminée par un investissement insuffisant dans l'éducation des ménages les moins aisés.

Les questions européennes font l'objet de nombreuses recherches que l'ouvrage *L'économie européenne* ne saurait résumer à lui tout seul.

Les travaux menés de longue date dans le cadre du projet iAGS ont alimenté des projets de réforme de la gouvernance européenne dans cinq directions : règle budgétaire, politique monétaire, gestion des déséquilibres courants et des inégalités salariales, politique de transition écologique et différents enjeux de la démocratisation des institutions européennes. Il en a notamment résulté la publication d'un chapitre [27] dans un ouvrage paru à Social Europe Publishing. Les discussions quant à la pérennité de l'euro, qui sous-tendent les travaux d'iAGS ont donné lieu à la parution d'un post de blog peu avant le premier tour de l'élection présidentielle [37] et d'un article sur le site de The Conversation [35].

La critique des politiques d'austérité et le remplacement des règles budgétaires européennes actuelles par des règles plus favorables à une gestion contra-cyclique par la stimulation de l'investissement public ont donné lieu à plusieurs publications dont un ouvrage [5], [6], [11], [13], [26]. Les effets de composition des règles budgétaires européennes ont été étudiés dans un chapitre d'ouvrage [30].

Enfin, en lien avec les 60 ans du Traité de Rome, [36], [40], [41], [42], et [43] ont publié successivement plusieurs billets sur le blog de l'OFCE pour mettre en lumière les réalisations et les déficiences de l'intégration européenne.

Le réseau européen Euroframe

En 2017, le DAP a poursuivi ses activités au sein du réseau EUROFRAME, réseau européen qui regroupe dix instituts indépendants de prévision et d'analyse économique en Europe : CASE (Varsovie), CPB (La Haye), DIW (Berlin), ESRI (Dublin), ETLA (Helsinki), IfW

(Kiel), NIESR, (Londres), OFCE (Paris), Prometeia (Bologne) et WIFO (Vienne). Le réseau a eu deux activités principales en 2017 :

Le secrétariat scientifique de la Conférence est assuré par Catherine Mathieu.

- Production mensuelle d'un indicateur de croissance du PIB de la zone euro : « Euro Growth Indicator ». L'indicateur est publié sur le site web d'EUROFRAME: <http://www.euroframe.org/index.php?id=9>
- Participation à la prévision annuelle sur la zone euro : « Economic Assessment of the euro area », EUROFRAME Winter Report 2016/2017, février 2017.

Dynamique européenne : politique monétaire et budgétaire

Aspects monétaires et financiers

Le thème de la stabilité financière et celui de la politique monétaire ont donné lieu à de nombreux travaux qui ont irrigué plusieurs projets importants pour l'OFCE.

Tout d'abord, des études spéciales consacrées à la politique monétaire et à la stabilité financière sont venues en soutien des prévisions macroéconomiques biannuelles menées par le Département analyse et prévision. En 2017, elles ont porté sur la mesure du risque bancaire dans la zone euro et sur les risques qu'il pourrait faire peser sur la stabilité macroéconomique de la zone [1] et sur les effets prévisibles de la réduction du bilan des banques centrales, principalement aux États-Unis et dans la zone euro [2].

D'autres travaux, à vocation académique, ont été consacrés à la communication des banques centrales et à sa transmission aux agents privés. Il peut s'agir d'étudier l'impact de la politique dite de *forward guidance* sur les taux d'intérêt de marché en distinguant différents horizons (P. Hubert et F. Labondance, à paraître au *International Journal of Central Banking*), ou d'étudier directement l'impact de la communication des banquiers centraux sur les anticipations d'inflation [19], ou d'étudier l'impact de la tonalité des discours des banquiers centraux sur les anticipations d'inflation [20]. La question de l'information des banquiers centraux a donné lieu à une réflexion plus générale sur les liens entre macroéconomie et information imparfaite [8] et à une identification originale des chocs de politique monétaire appliquée au Royaume-Uni [21].

Les travaux entamés dans le cadre du projet FESSUD ont donné lieu à un document de travail [18] qui interroge les liens entre risques financiers et performances économiques dans l'Union européenne.

Enfin, les travaux sur la politique monétaire et la stabilité financière ont trouvé un support de visibilité institutionnelle important auprès du Parlement européen et de la BCE. L'OFCE fait en effet partie depuis 2015 du groupe d'experts sollicités tous les trimestres pour aider à la préparation du dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE¹. Ainsi chaque trimestre l'OFCE prépare-t-il un *policy brief* remis aux

parlementaires européens et aux équipes du président de la BCE. Ces *policy briefs* sont publics et postés sur un site dédié du Parlement européen. Les quatre thèmes traités en 2017 ont été les suivants. En février 2017, l'OFCE s'est penché sur les conséquences de la politique monétaire de la BCE sur la stabilité financière de la zone euro, en montrant notamment que la politique monétaire n'avait pas produit d'instabilité financière [17]. En mai 2017, l'OFCE a montré que la politique d'assouplissement quantitatif avait contribué à baisser les taux d'intérêt de long terme et qu'à ce titre, elle avait donc été efficace [39]. Cette étude a donné lieu à la publication d'un billet sur le blog de l'OFCE et à un document de travail soumis à une revue académique. En septembre 2017, l'OFCE a étudié les risques que pourrait faire peser la décentralisation de la mise en œuvre de politique monétaire de la BCE aux banques centrales nationales [16]. Le document remis au Parlement européen montrait que la mise en œuvre de la politique européenne correspondait aux attentes de la BCE mais regrettait qu'une autre politique, incorporant plus de partage des risques entre les États membres de la zone euro, ne soit pas mise en œuvre. Une partie de cette étude a alimenté le chapitre 3 du rapport iAGS 2018 [44]. En décembre 2017, l'OFCE a analysé les conséquences de la poursuite de politiques de bilan par les banques centrales [38]. L'argument principal était que, même en dehors de situation de crise, l'adoption de politique de bilan par les banques centrales leur permettrait de disposer d'un nouvel instrument de politique monétaire, en complément de leurs instruments traditionnels. Cela serait cohérent avec l'extension de leurs mandats à la stabilité bancaire et financière. Cette étude est aussi parue dans la collection *OFCE Policy brief*.

Aspects fiscaux et budgétaires

Au-delà des questions fiscales, la question de la soutenabilité budgétaire des politiques publiques continue de se poser. Elle a donné lieu à un document de travail sur les États-Unis interrogeant la distinction entre insoutenabilité locale (ou temporaire) et insoutenabilité globale (ou de long terme) [15]. L'intensité et la durée des phases de soutenabilité par rapport aux phases d'insoutenabilité permettent de conclure à la soutenabilité globale des finances publiques aux États-Unis. Le *policy mix* et la coordination des politiques économiques en Europe ont aussi fait l'objet d'un court article [11].

À la croisée des questions de croissance, de politique monétaire et de politique budgétaire se trouve le concept de stagnation séculaire. Longtemps analysée dans un cadre statique, elle a été étendue à un cadre dynamique pour mettre en lumière les politiques nécessaires à une transition d'un équilibre de stagnation séculaire vers un équilibre non contraint. G. Le Garrec et V. Touzé [5] ont réalisé un état des lieux sur ces questions dans un article paru dans la *Revue de l'OFCE*.

1. Les autres experts sont des institutions (Bruegel, CASE, CEPS, DIW, Kiel Institute for the World Economy, LSE) ou des économistes (Andrew Hughes Hallett et Karl Whelan).

Aspects structurels de l'économie européenne : industrie et finance

Le DRIC contribue aussi aux analyses européennes avec différents travaux. La publication en 2018 d'une synthèse sur l'industrie européenne² de M. Guerini et S. Guillou permettra de montrer les dynamiques générales. Ils devraient poursuivre leur travail d'analyse au cours de l'année 2018.

De nombreux contrats européens menés au sein du DRIC permettent d'apporter une lecture structurelle des dynamiques européennes.

Contrat IsiGrowth : Innovation-fuelled, Sustainable, Inclusive Growth. Élaboration d'un diagnostic complet des relations entre l'innovation, la dynamique de l'emploi et la croissance dans une économie

Contrat Dolfins : Distributed Global Financial Systems for Society. Comment parvenir à la stabilité financière et faciliter les investissements à long terme pour une transition vers une économie plus durable, plus innovante, moins inégale et plus écologique de l'UE.

Contrat Innopaths : Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe. Étude portant sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.

Contrat Monetary Experts Panel. Parlement européen : Contrat dans le cadre du Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires). Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.

2. Guerini M. et S. Guillou, (2018), Quel avenir pour l'industrie européenne ? Numéro spécial *Alternatives Économiques*, Janvier.

Références bibliographiques³

1. Blot Christophe et Paul Hubert, « Le risque bancaire en zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 157–176, juin, 2017.
2. Blot Christophe et Paul Hubert, « Quels effets attendre de la réduction du bilan des banques centrales ? », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 1–18, novembre, 2017.
3. DAP, « La routine de l'incertitude. Perspectives 2017-2018 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 13–134, juin, 2017.
4. DAP, « La nouvelle grande modération ? Perspectives 2017-2019 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 1–128, novembre, 2017.
5. Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « La macroéconomie à l'heure de la stagnation séculaire », *Revue de l'OFCE*, n° 153, pp. 79–104, décembre, 2017.
6. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2018 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 151, pp. 5–12, juin, 2017.
7. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2019 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 152, pp. 5–12, juin, 2017.
8. Hubert Paul et Giovanni Ricco, « Macroéconomie et information imparfaite », *Revue de l'OFCE*, n° 153, pp. 201–220, décembre, 2017.
9. Saraceno Francesco, « When Keynes goes to Brussels: a new fiscal rule for the EMU, is it desirable? », *Einaudi Annals*, vol. 2, septembre, 2017.
10. Saraceno Francesco, « La fin du Consensus ? La crise économique et la crise de la macroéconomie », *Revue de l'OFCE*, n° 153, pp. 365–380, décembre, 2017.
11. Creel Jérôme, « Quelles politiques économiques pour relancer la croissance ? », *Les Cahiers français*, vol. 400, septembre, 2017.
12. Saraceno Francesco, « Regole di bilancio e investimento pubblico: per una politica industriale europea », *Rivista delle politiche sociali*, n° 3, pp. 135–148, 2017.
13. Saraceno Francesco, « Che cosa ci dicono i dati sul lavoro », *Il Mulino*, vol. LXVI, n° 493, pp. 777–84, octobre, 2017.
14. Saraceno Francesco, « Il fallimento dell'austerità », *Micromega*, vol. 4, pp. 88–97, 2017.
15. Aldama Pierre et Jérôme Creel, « Fiscal policy in the US: Ricardian after all? », *OFCE Working paper*, 23, 2017.
16. Blot Christophe et Jérôme Creel, « Policy decentralization at the ECB », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, septembre, 2017.
17. Blot Christophe, Jérôme Creel, Fabien Labondance et Xavier Ragot, « Financial stability and the ECB », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, février, 2017.
18. Creel Jérôme, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Financialisation risks and economic performance », *OFCE Working paper*, 21, octobre, 2017.
19. Hubert Paul, « Central Bank information and the effects of monetary shocks », *OFCE Working paper*, 19, septembre, 2017.
20. Hubert Paul et Fabien Labondance, « Central bank sentiment and policy expectations », *Bank of England Staff Working Paper 648*, 648, février, 2017.

3. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications : www.ofce.sciencespo.fr

21. Miranda-Agrippino Silvia et Giovanni Ricco, « The transmission of monetary policy shocks », *OFCE Working paper*, mai, 2017.
22. Saraceno Francesco, *L'économie à l'épreuve des faits. Comprendre les controverses du passé pour éclairer les défis de la société*. RB Éditions, 2017.
23. Allègre Guillaume, « Les inégalités en Europe durant la Grande Récession », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 91–101.
24. Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « Les deux premières années de l'Union bancaire », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 68–79.
25. Bergeot Jules, Gérard Cornilleau et Sabine Le Bayon, « L'Europe face aux réfugiés : un aperçu », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 114–122.
26. Blot Christophe et Sabine Le Bayon, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 5–19.
27. Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Advocating new reforms of the E(M)U economic governance », in *Saving the euro. Redesigning euro area economic governance (eds. H. Herr, J. Priewe et A. Watt)*, SE Publishing, 2017.
28. Cornilleau Gérard, Sabine Le Bayon et Christine Riffart, « Démographie et marché du travail depuis 2008 », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 102–113.
29. Creel Jérôme et Fabien Labondance, « La Banque centrale européenne et le carcan budgétaire », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 44–56.
30. Creel Jérôme et Francesco Molteni, « The composition effect of new fiscal rules in the Euro area », in *Financial regulation in the EU (eds R. Douady, C. Goulet, P.C. Pradier)*, Palgrave MacMillan, 2017, pp. 69–84.
31. Guillou Sarah, « La politique industrielle européenne, petite sœur de la politique de concurrence », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 33–43.
32. Laurent Éloi, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 20–32.
33. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : le prix à payer », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 57–67.
34. Villemot Sébastien, « Les déséquilibres des balances courantes dans la zone euro : comment les résorber ? », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 80–90.
35. Aldama Pierre et Jérôme Creel, « L'Euro en campagne », *The Conversation*, 25 avril 2017.
36. Allègre Guillaume, « Des inégalités européennes : inégalités sans frontières », *OFCE le blog*, 30 mars 2017.
37. Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Xavier Ragot, Raül Sampognaro, Francesco Saraceno et Xavier Timbeau, « Sortir de l'euro ? », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.
38. Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Quel rôle pour le bilan des banques centrales dans la conduite de la politique monétaire ? », *OFCE le blog*, 21 décembre 2017.

39. Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Quels facteurs expliquent la récente hausse des taux d'intérêt longs ? », *OFCE le blog*, 1 juin 2017.
40. Guillou Sarah, « La politique de concurrence européenne ou l'extension du domaine de l'intégration », *OFCE le blog*, 24 mars 2017.
41. Hubert Paul, « Traité de Rome : une sélection de travaux sur l'Union européenne », *OFCE le blog*, 25 mars 2017.
42. Laurent Éloi, « Le préambule du Traité de Rome : 60 ans après, que conclure ? », *OFCE le blog*, 21 mars 2017.
43. Périvier Hélène, « Le Traité de Rome et l'égalité », *OFCE le blog*, 28 mars 2017.
44. Allègre Guillaume, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Georg Feigl, Julia Hofmann, Jan Jörss, Markus Marterbauer, Jon Nielsen, Cédric Oppé, Hélène Périvier, Matthias Schnetzer, Francesco Saraceno, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau (coordinateur), Sébastien Villemot, Andrew Watt et Sepp Zuckerstätter, « iAGS 2018: Repair the roof when the sun is shining », 2017.

3.

Les questions environnementales

Des outils pour analyser les questions environnementales

ThreeME

L'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et TNO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Convention avec l'ADEME

- **Création d'une maquette simplifiée du modèle *ThreeMe* utilisable lors de formations**

Cette version très simplifiée de *ThreeME* en économie fermée et ouverte, avec un ou plusieurs secteurs disposent des propriétés dynamiques et de long terme proches du modèle agrégé. Elle peut être utilisée au cours des formations à l'utilisation du modèle.

- **Amélioration de la modélisation du marché des capitaux**

Un marché du crédit bancaire et un marché obligataire sont introduits dans le bloc financier de *ThreeME*. Cette variante a l'intérêt : d'introduire un marché des capitaux plus réaliste ; de lever l'hypothèse de la neutralité du mode de financement des firmes ; d'introduire une relation croissante entre le besoin de financement des firmes et de l'État et le coût moyen pondéré du capital.

- **Distinction des taux de TICPE applicables au fioul domestique, au fioul lourd et aux carburants**

- **Détermination de la forme des isoquants entre capital et énergie**

Dans le prolongement du travail de F. Reynès (2016) sur l'endogénéisation du progrès technique, nous mettons en évidence le lien direct qui existe entre le concept de courbe de coût d'abattement marginal (MACC) popularisé par le cabinet de conseil McKinsey et largement utilisé comme outil d'aide à la décision, et celui d'élasticité de substitution entre capital et énergie. Des premières estimations ont été réalisées sur la base du rapport CEREN (2011), sur le gisement d'économie d'énergie dans l'industrie lourde.

- **Amélioration de la spécification du progrès technique endogène du facteur énergie**

Nous avons recensé des estimations de plusieurs paramètres qui permettent de spécifier la relation entre la consommation d'énergie avec celles des ressources dédiées au

progrès technique. Une étude exploratoire visant la réalisation d'une estimation économétrique de cette relation a été entreprise, notamment à l'aide de la base de données de brevets PATSAT du European Patent Office.

■ **Mise en œuvre de l'automatisation du calibrage de ThreeME sur une année plus récente**

Afin de permettre la recalibration de ThreeME sur des données plus récentes, ainsi que faciliter la mise à jour de cette calibration en continu, le prototype d'un nouveau système d'élaboration de la calibration du modèle a été développé. Celui-ci vise également de rendre la production de cette calibration reproductible à partir de fichiers sources brutes issues de bases de données input-output internationales et de la comptabilité nationale. Ce prototype a commencé à être appliqué à la version non-hybride du modèle.

■ **Simulations du Scénario de la filière éolienne en France**

L'objectif était de mieux appréhender l'impact macro-éco d'une structuration accrue de la filière éolienne, notamment en association avec un surcroît d'investissement offshore, raisonnant « toutes choses égales par ailleurs ». Le présent travail reprend l'étude d'analyse réalisée autour du scénario Visions ADEME + 80 % EnR, qui conduit à un mix électrique composé à 80% d'électricité d'origine renouvelable en 2050, dont 44 % d'éolien. Trois variantes de ce scénario ont été conçues puis évaluées, différenciées par le degré de structuration nationale de la filière éolienne ainsi que par le taux de pénétration de l'éolien offshore. L'étude a été publiée dans le rapport sur la filière éolienne française : *Bilan, prospective et stratégie* de l'ADEME en septembre 2017 (voir <http://www.ademe.fr/etude-filiere-eolienne-francaise-bilan-prospective-strategie>).

■ **Simulations du Scénario de déploiement des Smart Grids en France**

L'objectif de cette étude, qui s'inscrit en marge de la convention de recherche avec l'ADEME, vise à apprécier l'impact en emplois induits du déploiement des Smart-Grids (ou Réseaux Électriques Intelligents-REI). Cette étude se fonde sur l'utilisation du modèle *ThreeME*.

Cette analyse s'appuie sur un scénario d'investissement développé par RTE, ENEDIS et l'ADEME identifié dans le cadre d'études précédentes.

Modélisation hybride de l'économie mexicaine (projet AFD-Mexique)

L'OFCE a conduit, entre 2013 et 2015, un projet de coopération technique avec l'Institut National d'Écologie et de Changement Climatique (INECC) avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) pour développer le modèle *ThreeME* pour l'économie mexicaine (*ThreeME-MEX*). Le modèle mexicain est désagrégé en 24 produits – dont 3 sources d'énergie – et 32 secteurs, avec une distinction explicite entre 11 secteurs de l'énergie et 7 secteurs des transports. La production d'électricité est subdivisée en neuf technologies : hydroélectrique, géothermique, éolienne, solaire, biomasse, nucléaire, à base de charbon, à base de pétrole et à base de gaz.

Dans cette première phase, la version mexicaine du modèle *ThreeME* a été fournie au Ministère de l'Énergie Mexicain (SENER), dans le cadre d'un accord de partenariat financé par l'AFD, afin d'évaluer l'impact économique des politiques énergétiques mexicaines. Quatre formations et assistances techniques ont été organisées à Mexico par l'OFCE. Ces ateliers ont été réalisés afin de fournir au SENER une formation sur la structure théorique du modèle *ThreeME*, la calibration de la base de données, ainsi que les propriétés dynamiques du modèle *ThreeME-MEX*. La formation a également porté sur la construction d'un scénario de référence et deux scénarios alternatifs afin d'évaluer les impacts des politiques énergétiques mexicaines sur la croissance économique, les finances publiques, l'emploi, le commerce extérieur et les émissions de CO₂.

Promoting Low-Carbon Economy in Indonesia (projet AFD-BAPPENAS-TNO-OFCE)

Le projet d'adaptation du modèle *ThreeME* au cadre Indonésien « Assessing Low-carbon and resilient growth in Indonesia » s'est achevé le 9 novembre par l'organisation d'un séminaire de restitution international à Jakarta, « *ThreeME* Seminar : Towards Energy Modeling to National Action Plans ».

À la suite de cette première phase de collaboration avec le BAPPENAS (Agence nationale du développement), une seconde phase a été amorcée en partenariat avec l'Agence de politique fiscale (BKF) du ministère des Finances indonésiens. Le souhait exprimé était de pouvoir disposer d'un outil d'analyse macroéconomique couplant la dimension énergétique telle que déjà existante dans la version précédente, avec une segmentation avancée de la fiscalité pour pouvoir déterminer au final les impacts d'une modification du taux de subvention aux énergies fossiles.

L'objet de cette collaboration se déclinait en deux composantes :

- La mise à jour de la calibration du modèle *ThreeME*-Indonesia sur des données nationales plus récentes, avec une décomposition plus profonde de l'énergie avec une distinction de 14 secteurs énergétiques (contre 8 précédemment). À cette nouvelle calibration, s'ajoute également le développement d'un module fiscal, qui permet de distinguer différents types de taxe, et notamment celles relatives aux produits énergétiques.
- Une formation de 5 jours à l'utilisation du modèle *ThreeME* dédiée aux agents du ministère travaillant sur la fiscalité de l'énergie.

Impacts macroéconomiques de la rénovation énergétique

L'OFCE avait mené, de 2013 à 2015, le développement d'une version du modèle *ThreeME* spécifiquement adaptée pour permettre une analyse plus détaillée du secteur du bâtiment. En conséquence, ce dernier est subdivisé en 7 sous-secteurs correspondant aux différents postes de travaux concernés par l'amélioration de la performance énergétique des logements (façade, ouverture, chauffage, couverture, agencement, isolation, reste du bâtiment). Le modèle a été finalisé et livré à la DHUP en juillet 2015.

Dans la continuité de ce contrat, l'OFCE mène depuis 2016 un nouveau projet visant à associer le modèle de micro-simulation des décisions de rénovation des ménages Menfis et le modèle macroéconomique *ThreeMe*. Le bouclage a été réalisé avec succès cette année. La méthodologie adoptée et les premiers résultats ont été présentés lors d'un séminaire de la Chaire Modélisation-Pro prospective le 5 octobre 2017. Le modèle est en cours de livraison auprès de la DHUP, ainsi que l'interface graphique dédiée, réalisée spécifiquement pour ce projet. Le projet sera clôturé au premier trimestre 2018.

Modélisation du scénario RéPOS dans la région

La région Occitanie, à la demande de sa présidente Carole Delga, a élaboré en partenariat avec Enerdata au cours du premier semestre 2017 un scénario dit « Région à Énergie Positive », ou RéPOS. Ce scénario vise à faire de l'Occitanie une région exportatrice nette d'énergie entièrement décarbonée à l'horizon 2050. À la suite de cet exercice technique, la région, en collaboration avec l'Ademe, a souhaité faire réaliser une évaluation macroéconomique de l'implémentation de ce scénario. L'OFCE, en partenariat avec le cabinet iCare, a remporté cet appel d'offre. La modélisation des impacts économiques du scénario RéPOS est effectuée sur une version du *ThreeMe-France* adaptée à l'échelle et à la structure de l'économie occitane. Les premiers résultats ont été présentés en décembre 2017. Le projet doit s'achever en février 2018.

Carbon Consumption Survey

L'OFCE s'est vu attribuer la charge d'un projet de recherche de 24 mois en partenariat avec le bureau d'études Beyond Ratings dénommé **Carbon Consumption Survey**. Ce projet vise à construire un modèle de simulation de politiques fiscales qui se base sur une cartographie des flux d'émissions de carbone qui soit la plus détaillée possible. Celle-ci vise à identifier à la fois l'origine géographique et sectorielle des émissions de Gaz à Effet de Serre importées et leurs destinations finales entre différentes classes de ménages. La première phase d'identification des flux de GES et d'appariement entre plusieurs bases de données à périmètre différencié a été effectuée et sera dans le courant de l'année 2018 couplée avec une base de micro-données issue de l'enquête Budget des Familles, pour apprécier l'impact redistributif d'un mécanisme de taxation des émissions aux frontières.

Valorisation de la recherche et dissémination

Articles de recherche

- État de la macroéconomie environnementale appliquée [4]
- The accountability imperative for quantifying the uncertainty of emission forecasts: evidence from Mexico, [1]

- Can the U.S. shale gas revolution be duplicated in continental Europe? An economic analysis of European shale gas resources, Saussay A. in *Energy Economics* (2018) <https://doi.org/10.1016/j.eneco.2017.10.002>
- Job creation and economic impact of renewable energy in the Netherlands [5]
- The Cobb-Douglas function as a flexible function. Analyzing the substitution between capital labor and energy. [6].

Séminaires et conférences

- The Cobb-Douglas function as a flexible function. Analyzing the substitution between capital labor and energy EAERE 2017 (Athènes, Grèce), Frédéric Reynès
- Évaluating the macroeconomic impacts of the energy transition in France
- EAERE 2017 (Athènes, Grèce), Paul Malliet
- The impacts of energy prices on industrial foreign investment location: evidence from global firm level data EAERE 2017 (Athènes, Grèce), ISEFI 2017 (Paris, France), Aurélien Saussay
- L'hybridation dans le modèle *ThreeMe* et couplage avec le modèle MENFIS, 4^e Séminaire de la plateforme de Modélisation de la Chaire Modélisation Prospective au service du Développement Durable : Les enjeux relatifs à l'hybridation dans les modèles technico-économiques, École des Mines, Paris, 5 octobre 2017, Frédéric Reynès & Aurélien Saussay.

La question de l'impact des politiques environnementales et des modifications des préférences des usagers vers des usages plus respectueux de l'environnement est analysée par plusieurs chercheur-e-s du DRIC.

D. Bianco et E. Salies [3] proposent un modèle schumpétérien de croissance pour formaliser l'hypothèse de Porter selon laquelle une politique environnementale plus stricte n'est pas incompatible avec plus de profit, d'innovation et de croissance.

F. Vona *et al.* (2018)¹ identifient les qualifications qui sont intensément utilisées dans les emplois dits « verts » et montrent que des variations exogènes de la réglementation environnementale sont corrélées avec les variations de la demande pour ce type de qualification sur le marché du travail américain.

E. Verdolini *et al.* (2018)² montrent la complémentarité du développement des énergies renouvelables et des énergies fossiles dans les pays de l'OCDE en réponse aux limites de stockage des énergies vertes.

-
1. Vona, F., Marin, G., Consoli, D., Popp, D., « Environmental Regulation and Green Skills: an empirical exploration », *forthcoming Journal of the Association of Environmental and Resource Economists/JAERE*.
 2. Verdolini, E., Vona, F., Popp, D., « Bridging the gap: fast-reacting fossil technologies facilitate renewable energy diffusion », *forthcoming Energy Policy*.

Z. Babutsidze et A. Chai (2018)³ utilisent des données d'une enquête nationale australienne pour connaître les usages « verts » des consommateurs et observent que ces usages s'agglomèrent géographiquement suggérant des effets d'imitation.

T. Balint *et al.* [2] introduisent dans un modèle à agents hétérogènes des chocs microéconomiques d'ordre climatique et analysent leurs effets sur la croissance, le taux de chômage et la survenance de crise.

Références bibliographiques⁴

1. Bakhtiari Fatemeh, Gissela Landa, Oswaldo Morales-Napoles et Daniel Puig, « The accountability imperative for quantifying the uncertainty of emission forecasts: evidence from Mexico », *Climate Policy*, vol. 18, no. 1, pp. 1-10, octobre, 2017.
2. Balint Toma, Francesco Lamperti, Antoine Mandel, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapio, « Complexity and the economics of climate change: a survey and a look forward », *Ecological Economics*, vol. 138, pp. 252-265, août, 2017.
3. Bianco Dominique et Evens Saliès, « The strong porter hypothesis in an endogenous growth model with satisficing managers », *Economics Bulletin*, vol. 37, no. 4, pp. 2641-2654, novembre, 2017.
4. Landa Gissela, Paul Malliet, Aurélien Saussay et Frédéric Reynès, « État de la macroéconomie environnementale appliquée », *Revue de l'OFCE*, vol. 153, pp. 151-170, décembre, 2017.
5. Bulavskaya Tayana et Frédéric Reynès, « Job creation and economic impact of renewable energy in the Netherlands », *Renewable Energy*, vol. 119, pp. 528-538, mars, 2017.
6. Reynès Frédéric, « The Cobb-Douglas function as a flexible function: analyzing the substitution between capital, labor and energy », *OFCE Working paper*, 12, avril, 2017.

3. Babutsidze Z., Chai A. (2018), « Look at me saving the planet! The imitation of visible green behaviour in local regions and its impact on the climate value-action », *Ecological Economics*, 146:290-303.

4. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications : www.ofce.sciencespo.fr

4.

Inégalités et bien-être

Au-delà de la dynamique de la macroéconomie, la question des inégalités est essentielle à l'analyse de la politique publique. Dans le courant de l'année 2017, les économistes et sociologues du Département des études ont mené plusieurs projets sur la question du genre ainsi que sur les apports de la sociologie. Le Département innovation et concurrence a par ailleurs développé des travaux analysant le tissu productif.

Le genre, une perspective de recherche incontournable

Le genre constitue un axe pertinent pour penser les défis économiques et sociaux et pour alimenter le débat public. L'analyse des systèmes sociaux et distributifs (fiscalité, protection sociale, ...) ne peut pas faire abstraction de cette dimension dans la mesure où les États sociaux reposent sur une division sexuée du travail et sur des normes de genre qui ont contribué à les façonner. Analyser les politiques publiques, apporter des éclairages sur les réformes proposées requiert souvent d'adopter cet axe d'analyse. La mission d'animation du débat public requiert également de pouvoir produire des travaux de recherche permettant de répondre aux grands défis sociétaux : égalité, intersectionnalité, division sexuée du travail et politiques publiques.

Les recherches sur le genre à l'OFCE s'inscrivent plus largement dans le programme PRESAGE (Programme de Recherche et d'Enseignement des SAvoirs sur le GENre). Piloté par l'OFCE, ce programme s'appuie sur une collaboration étroite entre Sciences Po et l'OFCE. Il rassemble les chercheur-e-s de Sciences Po de disciplines variées travaillant sur ce thème (économie, droit, sociologie, histoire, sciences politiques) et valorise la recherche et les enseignements en études de genre au sein de Sciences Po. PRESAGE dispose d'un budget administré par l'OFCE et issu de partenariats de mécénat destinés à financer la recherche sur le genre.

Plusieurs contrats de recherche ont permis de rendre cet axe visible pour l'OFCE, sur le plan national et européen, notamment avec le projet **EGERA**, Effective Gender Equality in Research and the Academia, FP7-Sciences-in-Society-2013, 2014-2017, pour un budget total pour le consortium de 2 229 155 euros de financement de la CE.

En 2017, le projet « PRODIGE » Projet de Recherche sur les Orchestres, les Discriminations et le GENre en collaboration avec l'IREMUS Paris-Sorbonne a été retenu par l'ANR et démarrera en mars 2018. Le projet s'appuie sur un premier rapport réalisé en 2016 pour l'ARDIS (Alliance de Recherche sur les DIScriminations), « Écouter sans voir : l'impact du paravent dans le recrutement des orchestres en Île-de France ».

Avec PRESAGE, l'OFCE est identifié comme ayant un pôle de recherche sur le thème du genre et est donc en capacité de porter ces sujets dans diverses instances, ainsi qu'en témoigne la présence renouvelée d'H. Périvier au HCFEA (Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et à l'Âge) en tant que personnalité qualifiée et sa présence au Conseil scientifique de l'Observatoire National de la Petite Enfance. Le pilotage par F. Milewski et H. Périvier d'un groupe de recherche « Genre et politique publique » qui rassemble des personnalités d'horizon divers (administration, recherche, ...) montre également que l'OFCE remplit son rôle d'animation du débat public. De même, les dialogues et collaborations avec des administrations comme le service des Droits des femmes ou d'autres administrations témoignent de la grande visibilité de l'OFCE sur ce sujet. Ce fut bien évidemment le cas avec l'audition d'H. Périvier par la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale en octobre 2017 sur le thème : « Fiscalité et égalité ».

Durant l'année 2017, plusieurs travaux de recherche ont été portés par l'OFCE sur un thème en lien avec le genre :

- dans le cadre de l'Independent Annual Growth Survey 2018 [20], une section a été consacrée à la Stratégie de l'emploi européenne, à ses objectifs d'égalité femmes-hommes et à la réalisation très relative de ces objectifs.
- les liens entre égalité et prospérité dans une économie néo-libérale ont donné lieu à une publication dans *International Social Sciences Journal* (Périvier et Sénac, à paraître).
- la division sexuée du travail au sein des couples a donné lieu à un document de travail de l'OFCE, actuellement en révision dans une revue académique [8].
- la recherche intitulée « Women and the language of statistics in late-Nineteenth-Century France: reading the graphs of Madame Pégard » a donné lieu à une communication lors d'un colloque organisé au Wellesley College en octobre 2017 (Périvier et Rogers, *mimeo*).
- le projet sur les « échelles d'équivalence à l'épreuve des nouvelles configurations familiales » paraîtra prochainement à la *Revue économique* (Martin et Périvier, à paraître).

Sociologie et inégalités

Les travaux de recherche en sociologie menés au Département des études ont porté notamment sur le thème « Mobilité sociale et frustration » qui, après avoir donné lieu à un colloque le 14 octobre 2016, a abouti à la publication d'un numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* sous la direction de M. Forsé et M. Parodi, incluant par ailleurs un article de ces deux auteurs [1].

L'année 2017 a aussi vu M. Parodi soutenir publiquement ses deux mémoires d'habilitation à diriger des recherches^{1, 2} dont le premier a vocation à paraître sous forme d'ouvrage académique. M. Forsé a fait paraître un chapitre sur la perception des inégalités [13].

Au-delà des questions de genre, les inégalités ont donné lieu à divers travaux. A. Cardaci et F. Saraceno [7] produisent un modèle à agents en union monétaire pour réévaluer l'impact des inégalités sur les déséquilibres courants entre ses États membres. Ils éclairent ainsi l'un des déterminants de la crise de la zone euro. G. Le Garrec [18] s'est interrogé théoriquement sur les liens entre justice distributive, normes sociales et demandes de redistribution par les ménages. Il compare ainsi les attentes des ménages européens et américains quant à la politique publique de redistribution [10], [16], [21]. É. Laurent étudie pour sa part les inégalités sous l'angle de l'environnement et des territoires : il pose le curseur des politiques publiques au plan local. G. Cornilleau [3] s'interroge sur la soutenabilité de l'État-providence. Enfin, la répartition des emplois entre différents niveaux de qualification a donné lieu à des travaux sur la polarisation de l'emploi à la suite de la crise financière internationale et de la crise économique [5], [19] et [6]. Ces travaux permettent notamment d'interroger la place du travail dans l'économie numérique et donc la place des politiques publiques pour compenser les perdants de la mondialisation et du tournant numérique et soutenir les secteurs innovants.

Bien-être, soutenabilité et vieillissement démographique

Pourquoi vouloir mesurer le bien-être ? Parce que l'idée que la croissance économique représente le développement humain au sens où elle constituerait un bon condensé de toutes ses dimensions est fautive. La croissance du PIB n'est pas une condition préalable du développement humain, elle peut désormais lui servir d'entrave. Dès lors, l'augmenter ne suffit pas à se développer humainement, il y faut des politiques spécifiques qui se donnent pour objet direct l'éducation, la santé, les conditions environnementales ou encore la qualité démocratique. La croissance doit donc être inclusive. Pourquoi vouloir mesurer la soutenabilité ? Parce qu'un taux de croissance mondiale de 3 % aujourd'hui importe peu si le climat, les écosystèmes, l'eau et l'air qui sous-tendent notre bien-être sont irrévocablement dégradés en deux ou trois décennies du fait des moyens déployés pour atteindre cette croissance. Il faut donc actualiser notre bien-être pour que celui-ci ne soit pas qu'un mirage. Nos systèmes économiques et politiques n'existent que parce qu'ils sont sous-tendus par les ressources d'un ensemble qui les contient, la biosphère, dont la vitalité est la condition de leur perpétuation. Les

-
1. *L'homme réfléchi et ses échecs*, mémoire d'HDR, Paris IV Sorbonne soutenu publiquement le 22 juin 2017, sous la direction de P. Demeulenaere, 231 pages.
 2. Mémoire de synthèse scientifique, second mémoire d'HDR, Paris IV Sorbonne, soutenu publiquement le 22 juin 2017 sous la direction de P. Demeulenaere, 112 pages.

indicateurs de bien-être et de soutenabilité sont donc cruciaux pour mener la transition écologique et numérique. L'année 2017 a ainsi vu la parution de deux ouvrages d'É. Laurent [11], [12], l'un en français au PUF et l'autre en anglais à Princeton University Press sur l'appréhension et les enjeux de ces mesures. É. Laurent [17] a aussi consacré deux chapitres d'un ouvrage paru à MIT Press à la politique climatique, à la suite du succès (ou de l'échec) relatif de l'Accord de Paris. É. Laurent y développe notamment les contours d'une politique de convergence vers une économie bas-carbone.

Les questions de vieillissement démographiques ont aussi nourri les travaux de l'OFCE en 2017. G. Cornilleau et H. Sterdyniak [9] ont interrogé la nécessité d'une nouvelle réforme des retraites en France, tandis que Gannon, Legros et Touzé (à paraître) analysaient les propriétés d'un régime de retraite par point. F. Gannon et V. Touzé [14], [15] étudiaient pour leur part les enjeux économiques, financiers et humains de la dépendance avec une application à l'île de la Réunion.

Inégalités : le rôle du tissu productif et de l'éducation

Pour le DRIC, M. Raitano et F. Vona [2] montrent sur données de firmes italiennes que les inégalités de salaires sont augmentées par les chocs externes comme les chocs de taux de change mais trouvent que ce résultat est conditionnel à la taille des entreprises.

Dans une autre étude, M. Raitano et F. Vona (2018)³ utilisent des données longitudinales sur les conditions de travail des hommes italiens pour étudier le rôle des profils des parents et de leur éducation sur les revenus des fils. Ils montrent que l'influence persiste tout le long de la carrière des fils.

JL. Gaffard et al. [4] utilisent un modèle à agents hétérogènes pour analyser, en présence de conditions financières variables, les effets sur la dynamique des revenus de différents chocs sur les inégalités. Ils montrent des effets sur la fraction des ménages contraints financièrement.

3. Raitano, M., Vona, F., « From the Cradle to the Grave: the impact of family background on carrier path of Italian males », *forthcoming Oxford Bulletin of Economics and Statistics*.

Références bibliographiques⁴

1. Forsé Michel et Maxime Parodi, « Mobilité sociale et frustration : introduction », *Revue de l'OFCE*, no. 150, pp. 5-9, mai, 2017.
2. Raitano Michele et Francesco Vona, « Competition, firm size and returns to skills: evidence from currency shocks and market liberalizations », *The World Economy*, vol. 40, pp. 2676-2703, 2017.
3. Cornilleau Gérard, « L'état-providence : quelles interrogations ? », *Cahiers Français*, vol. 399, juillet, 2017.
4. Gaffard Jean-Luc, Mauro Napoletano, Elisa Palagie et Andrea Roventini, « Inequality, redistributive policies and multiplier dynamics in an agent-based model with credit rationing », *Italian Economic Journal*, vol. 3, no. 8, pp. 367-387, 2017.
5. Verdugo Gregory, « Pourquoi le travail se bipolarise ? », *Sciences humaines*, pp. 46-47, novembre, 2017.
6. Allègre Guillaume et Gregory Verdugo, « Labour force participation and job polarization: evidence from Europe during the great recession », *OFCE Working paper*, 16, mai, 2017.
7. Cardaci Alberto et Francesco Saraceno, « Inequality and imbalance : a monetary union agent-based model », *OFCE Working paper*, 30, décembre, 2017.
8. Kandil Lamia et Hélène Périvier, « The sexual division of labour within couples in France according to their marital status. A study based on time-use surveys from 1985-1986, 1998-1999 and 2009-2010 », *OFCE Working paper*, 4, février, 2017.
9. Cornilleau Gérard et Henri Sterdyniak, « Faut-il une nouvelle réforme des retraites ? », *OFCE Policy brief*, 2 novembre 2017.
10. Laurent Éloi, *A l'horizon d'ici. Les territoires au coeur de la transition social-écologique*. Le Bord de l'Eau, 2017, 96 pages.
11. Laurent Éloi, *Notre bonne fortune. Repenser la prospérité*. PUF, 2017, 96 pages.
12. Laurent Éloi, *Measuring tomorrow. Accounting for well-being, resilience and sustainability in the 21st century*. Princeton University Press, 2017, 240 pages.
13. Forsé Michel, « Égalité et équité ne s'excluent pas. Une analyse sociologie de la perception des inégalités », in *Dire les inégalités (dir : Raphaëlle Guidée et Patrick Savidan)*, Presses universitaires de Rennes, 2017, pp. 37-50.
14. Gannon Frédéric et Vincent Touzé, « Construire un compte de la dépendance à La Réunion : premier bilan et éléments positifs », in *Vieillesse et gérontechnologies à La Réunion (coord. F. Sandron)*, Presse de l'Université de La Réunion & IRD, 2017, pp. 23-49.
15. Gannon Frédéric et Vincent Touzé, « Vieillesse et accès au bien-vieillir : enjeux d'innovation et de régulation », in *Vieillesse et gérontechnologies à La Réunion (coord. F. Sandron)*, Presse de l'Université de La Réunion & IRD, 2017, pp. 45-72.
16. Laurent Éloi, « Mesurer et réduire les inégalités environnementales en France », in *Les inégalités environnementales (dir. Catherine Larrère)*, PUF Collection "La vie des idées," 2017.
17. Laurent Éloi, « Why Paris did not solve the climate dilemma? », in *Global carbon pricing. The path to climate cooperation*, (P. Cramton, D. JC Mac Kay, A. Ockenfels, and S. Sloft, Eds.) MIT Press, 2017, pp. 1-6.

4. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications : www.ofce.sciencespo.fr.

18. Le Garrec Gilles, « Justice distributive, normes sociales et diversité des demandes de redistribution », *OFCE le blog*, 20 septembre 2017.
19. Verdugo Gregory, « Qu'est-ce que la polarisation des emplois ? », *OFCE le blog*, 10 octobre 2017.
20. Allègre Guillaume, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Georg Feigl, Julia Hofmann, Jan Jörss, Markus Marterbauer, Jon Nielsen, Cédric Oppé, Hélène Périvier, Matthias Schnetzer, Francesco Saraceno, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau (coordinateur), Sébastien Villemot, Andrew Watt et Sepp Zuckerstätter, « iAGS 2018: Repair the roof when the sun is shining », 2017.
21. Laurent Éloi, « Pollution urbaine : la France sous le dôme », *Alternatives Économiques*, 2017.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2018

Cette partie présente les axes de recherche de l'OFCE selon la logique de cinq grands chapitres.

Conjoncture économique française et européenne

Analyse de la conjoncture, évaluation des politiques économiques et développement des outils économétriques

L'analyse de la crise de la zone euro et des stratégies de politiques économiques mises en œuvre ont été au cœur des préoccupations du Département analyse et prévision (DAP) tout au long de l'année. Au-delà de la situation conjoncturelle, les équipes de l'OFCE collaborent chaque année avec deux partenaires européens (l'IMK de Düsseldorf et l'ECLM de Copenhague) au rapport iAGS qui s'articule autour d'une prévision commune aux trois instituts pour proposer ensuite une alternative aux politiques économiques menées dans la zone euro.

Au cours de ces exercices, les chercheur-e-s du DAP mobiliseront l'ensemble des outils de modélisation de l'OFCE et notamment le modèle macro-économétrique *emod.fr* ainsi que le modèle de micro-simulation *Ines*.

Utilisation de logiciels de micro simulations pour comprendre les effets redistributifs des politiques économiques

Ines est l'acronyme d'« Insee-Drees », les deux organismes qui développent conjointement le modèle. Le modèle est basé sur les enquêtes **Revenus fiscaux et sociaux (ERFS)** de l'Insee, qui comprennent plusieurs centaines d'informations sur chaque individu et des données précises et fiables sur les revenus, issues des déclarations fiscales. Il permet de simuler toutes les années législatives récentes sur les millésimes d'ERFS récents. Ce modèle est utilisé pour réaliser des **études à périodicité annuelle**, mais il est aussi mobilisé dans le cadre d'études approfondies afin d'éclairer le débat économique et social dans les domaines de la redistribution monétaire, la fiscalité ou la protection sociale. Enfin, il est parfois utilisé comme outil d'appui à la réflexion pour répondre à des sollicitations ponctuelles de divers Hauts Conseils, de ministères de tutelle ou d'organismes de contrôle (IGF, Cour des comptes, Igas). Le modèle *Ines* simule **les prélèvements sociaux et fiscaux directs** – les cotisations sociales, la CSG, la CRDS et l'impôt sur le revenu (y. c. la prime pour l'emploi) – et **les prestations sociales** autres que celles correspondant à des revenus de remplacement – les aides personnelles au logement ; les principaux minima sociaux : le revenu de solidarité active (RSA),

l'allocation pour adulte handicapé (AAH) et ses compléments, les allocations du minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) ; les prestations familiales : allocations familiales (AF), complément familial, allocation de rentrée scolaire (ARS) et bourses du secondaire, prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) et ses compléments (complément libre choix d'activité – CLCA – et complément libre choix du mode de garde – CMG), subventions publiques pour la garde d'enfants en crèches collectives et familiales, allocation de soutien familial (ASF) et allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) ; la prime d'activité.

Un module intégrant une partie de la fiscalité indirecte a été développé par les équipes de l'INSEE et de la DREES. Ce module a également été mis à disposition de l'OFCE et fera l'objet de travaux ultérieurs.

Après une première publication visant à analyser l'impact redistributif des politiques socio-fiscales mises en œuvre depuis la crise économique, le modèle *Ines* sera notamment utilisé pour mesurer l'impact redistributif d'une partie des mesures socio-fiscales proposées dans le cadre des débats de la présidentielle. Des analyses plus exhaustives seront également menées autour de propositions de politiques économiques plus vastes telles que le revenu universel par exemple.

Comme chaque année, la première mission donnera lieu à deux exercices de prévisions, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département, ainsi qu'à l'élaboration du cinquième rapport iAGS en fin d'année. Ces différents exercices seront réalisés en utilisant les outils quantitatifs dont dispose le DAP. Ainsi, rappelons que parmi les « producteurs » de prévisions, une frontière claire s'est établie entre ceux qui développent et utilisent des modèles et ceux qui n'en n'ont pas. Aujourd'hui, l'administration (et les banques centrales), la Commission européenne, le FMI, l'OCDE et l'OFCE sont les seuls à maintenir et disposer d'un modèle détaillé applicable à la France. Les modèles sont le lien entre la recherche académique et la recherche appliquée et sont l'un des moyens de mettre en œuvre la recherche théorique. Ils permettent de confronter au réel les explications théoriques et de le faire avec une visée prédictive et de façon régulière. Parce que les modèles sont lourds à développer, leur construction demande une organisation claire et un effort constant. Enfin, les modèles sont des outils pour fournir des prestations à des administrations, les assemblées ou d'autres institutions. Ce sont en effet des instruments utiles pour les simulations de politiques économiques *a priori* et sont donc des outils d'aide à la décision et à la conception des politiques publiques ou économiques. Ils permettent de construire des scénarios et de relativiser les effets attendus. La vérification de cohérence impliquée par le modèle permet ainsi une discussion approfondie des effets d'une politique et des canaux par lesquels elle influencera l'économie.

Comme nous l'avons signalé précédemment, le DAP dispose et développe actuellement 3 modèles de grande ampleur (*emod.fr*, *ThreeME*, *iAGS model*). Ces modèles sont à des stades de développement et de maturité différents. Ils couvrent une large palette d'applications.

Le projet pour le DAP sera de continuer à remplir ses missions tout en stimulant la production de modèles, leur maintenance, d'établir des passerelles entre eux et de développer des synergies pour mutualiser, à l'intérieur de l'OFCE, une partie des coûts spécifiques à ces modèles.

Dans ce cadre, le Département analyse et prévision se fixe pour objectif de :

- ré-estimer le modèle *e.mod.fr* et étudier son passage en prix chaînés ;
- intégrer des non-linéarités et des effets de cycle dans les comportements économiques ;
- moderniser les outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ainsi que ceux utilisés pour comparer les analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ;
- continuer le développement d'*iAGS model* en intégrant notamment un certain nombre d'équations de comportement afin de le rendre comparable aux modèles des autres institutions et qui pourrait, à plus long terme, être utilisé pour l'analyse de la conjoncture au niveau européen ;
- continuer de développer le modèle *ThreeME* par l'intégration, entre autres, de zones (pays européens) ;
- utilisation de *Ines* ;
- développer des passerelles entre ces quatre modèles. Cela passera dans un premier temps par le transfert des trois premiers sur le même logiciel ;
- faire jouer des synergies pour mutualiser, à l'intérieur de l'OFCE, une partie des coûts spécifiques à ces modèles. Souder des équipes autour de leur développement ; accroître l'investissement humain sur les modèles. Développer la recherche en amont sur les modèles, leurs fondements théoriques ou leur validation empirique.

Quelle croissance potentielle ?

Au-delà de ces travaux récurrents, le DAP développera des analyses spécifiques sur trois thèmes prioritaires :

Le premier est celui de la production et de la croissance potentielle : nous tenterons dans ce domaine d'approfondir et de développer une méthodologie originale d'évaluation de l'*output gap* pour les pays de la zone euro et les autres grands pays développés. Cette méthodologie a fait l'objet d'une première publication dans la *Revue de l'OFCE* en 2015¹. Par ailleurs, nous continuerons nos travaux sur les demandes de facteurs en tentant de mettre en avant d'éventuelles ruptures de tendances de productivité du travail ou de comportement de la part des entreprises.

1. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Une évaluation semi-structurelle du potentiel d'activité pour la France », *Revue de l'OFCE*, n° 142, p. 75-94, 2015.

Continuer à évaluer les effets du CICE

Le second thème est celui de l'évaluation du CICE : dans un premier temps, le DAP mettra à jour son évaluation *ex ante* du CICE menée à l'aide du modèle macroéconomique emod.fr. Parallèlement, le DAP mettra à jour son évaluation *ex post* : une prochaine étape consistera à utiliser les élasticités estimées par branche dans des simulations à l'aide d'un modèle macro-sectoriel de façon à prendre en compte les effets du bouclage macroéconomique. En utilisant le modèle multisectoriel d'équilibre général dynamique *ThreeME* développé à l'OFCE, et qui intègre notamment des effets tels que ceux du commerce extérieur ou les relations interbranches, il sera possible de présenter les effets bouclés *ex post* du CICE sur l'emploi, les salaires et les prix, mais aussi sur l'activité économique, les taux de marge, l'investissement et le commerce extérieur. Un second travail consistera à simuler les effets du CICE à long terme en calibrant la montée en charge à court terme sur la base des résultats relatifs obtenus dans le cadre des résultats. Ce travail, qui conjuguera à la fois une évaluation *ex post* à court terme et une simulation *ex ante* à long terme, permettrait ainsi de calibrer la vitesse de convergence des effets du CICE vers un régime de long terme. Enfin, l'interprétation des résultats relatifs interbranches peut être améliorée en les mettant en regard d'un certain nombre d'indicateurs, tels que la structure par branche des qualifications et des salaires, ou le degré d'exposition de chaque branche à la concurrence internationale. Il s'agira ainsi d'apporter des éléments d'analyse complémentaires sur la capacité du CICE à améliorer la compétitivité et l'emploi.

Comprendre la dynamique du tissu productif

Pour le Département innovation et concurrence (DRIC), l'investissement des entreprises françaises fera l'objet de plusieurs études au cours de l'année 2018. Tout d'abord, une étude réalisée par S. Guillou en collaboration avec La Fabrique de l'industrie donnera lieu à la publication d'un document au printemps 2018. Il établira les caractéristiques et singularités de l'investissement des entreprises françaises. L'investissement sera aussi au cœur d'une étude réalisée pour la Commission européenne.

Commanditée par la direction de la Commission Européenne DG Growth au DRIC, cette étude sera réalisée dans la première partie de l'année 2018. Elle s'inscrit dans un programme d'évaluations des réformes structurelles dans plusieurs pays européens à l'aide des données d'entreprises. Le DRIC alimente les chercheur-e-s de l'équipe France de ce programme européen². Il s'agira d'aborder la compétitivité, la productivité et l'investissement des entreprises françaises et les obstacles et conditions de l'amélioration de leur croissance.

2. Les chercheur-e-s L. Nesta, J.-L. Gaffard, S. Guillou, M. Lopez et B. Montmartin du DRIC seront rejoints par Francesco Saraceno du Département des études et des chercheur-e-s externes R. Chiappini et T. Grebel pour réaliser cette étude.

L'étude sur l'économie numérique réalisée pour ACSEL donnera lieu à un rapport intermédiaire en avril 2018 qui dressera l'état de l'économie numérique en France et donnera aussi des éléments sur la politique de la concurrence et les rapports entre technologies numériques et énergie.

Une étude d'impact des subventions de la région PACA aux entreprises du secteur « Économie » est en cours. Elle cherche à évaluer l'effet de la politique régionale de subvention d'établissements d'entreprises de la région PACA sur la période 1997-2007. L'étape de fusion des bases de données région et INSEE est en cours de finalisation.

Questions européennes

L'année 2018 sera marquée par une intensification du débat européen, avec la préparation des 20 ans de l'euro et la perspective des élections européennes. L'activité de l'OFCE se renforcera en 2018 sur les questions européennes, avec différents supports de publication. On liste ici les principaux :

- Contrat « Dialogue Monétaire » avec le Parlement européen : l'OFCE poursuit ses travaux trimestriels (février, mai, septembre, décembre) avec le Parlement européen afin de préparer les réunions de dialogue monétaire avec la Banque centrale européenne. Il implique notamment C. Blot du Département analyse et prévision, et J. Creel et P. Hubert du Département des études.
- Contrat iAGS : préparation du 7^e rapport en novembre 2018. Il implique notamment G. Allègre, J. Creel et H. Périvier du Département des études.
- Parution de *L'Économie européenne 2018*, Repères, éditions La Découverte, le 22 février 2018, coordonné par Jérôme Creel et comportant des éclairages sur la conjoncture, l'histoire et la politique climatique européennes, sur le *Brexit* – ses enjeux, notamment en lien avec la localisation des services financiers en Europe –, la mobilité du travail et les projets de réformes de l'Union européenne. Sont ainsi débattus la question de la démocratie, les règles budgétaires, le fonctionnement et le mandat de la Banque Centrale Européenne.
- Préparation d'un numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* en vue de l'anniversaire de l'euro, à paraître en septembre 2018 et d'une conférence de présentation.
- Préparation de *L'Économie européenne 2019*, à paraître en février 2019.
- Préparation du *Report on the State of the European Union*, à paraître chez Palgrave MacMillan en décembre 2019, sous la direction de J. Creel, É. Laurent et J. Le Cacheux.

Questions environnementales

ThreeMe

Les projets suivants ont été obtenus au cours de l'année 2017 à la suite des appels d'offre remportés par l'OFCE. Il est à noter que deux autres appels auxquels nous avons répondu, l'un visant l'évaluation des impacts redistributifs de la taxe carbone via l'utilisation de modèles de micro-simulation pour le compte de l'ADEME, l'autre la conception et l'évaluation d'un scénario de neutralité carbone à l'horizon 2050 pour le compte d'Entreprises pour l'Environnement (réponse réalisée en consortium avec le cabinet Beyond Ratings, l'École Nationale des Arts et Métiers ainsi que la société BlueNove) n'ont malheureusement pas bénéficié du même succès.

Modélisation de l'économie mexicaine – PHASE II

Dans la continuité de la première coopération avec SENER et l'AFD, l'OFCE va mener un projet de 12 mois au cours duquel elle développera avec SENER une nouvelle version de *ThreeME-MEX*. L'OFCE fournira une assistance technique afin d'améliorer le modèle avec la prise en compte de nouveaux développements et la mise à jour de la calibration du modèle avec des bases de données récentes. Le projet inclut également l'étude des impacts des scénarios électriques, du marché du carbone et des politiques d'efficacité énergétique.

Modélisation de l'économie circulaire

L'ADEME a lancé en décembre 2017 une étude consacrée à l'ouverture d'un nouvel axe de recherche centré autour des questions relatives à la transition vers une économie circulaire. Cette étude n'est donc que la première étape d'un programme de recherche plus ambitieux, et consiste principalement en une revue des modèles existants traitant de cette question. Le cabinet iCare réalise l'essentiel de cette étude, mais il a souhaité s'adjoindre les services de l'OFCE à des fins de conseil scientifique. Par ailleurs, la dernière phase de ce projet doit aboutir à la rédaction d'une note sur un module technico-économique futur qui pourra être bouclé avec *ThreeMe* pour permettre de traiter des questions de flux de matière, de recyclage et d'économie circulaire dans un cadre macroéconomique bouclé. Le cas échéant, la réalisation de ce module fera l'objet d'un contrat ultérieur.

Projet Mairie de Paris

L'OFCE a entamé en octobre 2017 un projet de recherche d'un an avec la Mairie de Paris. Ce projet s'articule autour de l'analyse des flux d'investissements réalisés par la Ville de Paris, ainsi que l'évaluation de leurs impacts macroéconomiques. Le modèle *ThreeMe* a été proposé pour réaliser cette dernière évaluation, dans la limite du périmètre de la région Île-de-France, reconnu plus pertinent pour un exercice macroéconomique que le

seul territoire parisien. Une méthodologie d'adaptation comparable à celle développée pour la modélisation du scénario RéPOS en région Occitanie sera appliquée dans le courant de l'année. Les premiers résultats sont prévus pour le dernier trimestre 2018.

Pour le Département des études, F. Saraceno coordonnera un rapport sur l'investissement public pour la Ville de Paris.

Consolidation et amélioration du modèle Menfis

La réalisation du projet de bouclage entre les modèles ThreeMe et Menfis pour le compte de la DHUP a révélé les possibilités d'optimisation, de rationalisation et de consolidation du cadre empirique et de la spécification du modèle Menfis. Dans la continuité de cette étude, l'OFCE a remporté un projet de 13 mois, dont la réalisation s'étalera principalement sur l'année 2018, visant à revoir la spécification de Menfis, en assurer la documentation complète, et s'assurer de sa robustesse dans un certain nombre de variantes prédéfinies. L'ensemble du projet devrait permettre la distribution en open-source de Menfis à l'horizon 2019.

Évaluation de l'impact du CICE à l'aide de *ThreeMe*

L'OFCE mène depuis plusieurs années en partenariat avec France Stratégie un projet d'évaluation de l'incidence du CICE sur l'emploi, la rémunération et les prix à partir de données de branches. Dans le cadre d'un prolongement de ce projet, une simulation sera effectuée à l'aide du modèle *ThreeMe*, après intégration des élasticités de substitutions estimées au niveau sectoriel dans une phase antérieure de ce projet. Une attention particulière devra être accordée à la mise en cohérence de ces élasticités estimées économétriquement avec les spécifications employées dans *ThreeMe*.

Les inégalités

Différents projets sont en cours concernant l'étude des inégalités

- Contrat PRODIGE : ce contrat, financé par l'ANR, interroge la dimension sexuée du recrutement des musicien-ne-s, mais ouvre également des pistes pour intégrer des dimensions reposant sur d'autres critères de possibles discriminations (âge, origine ethnique, handicap ...). Il impliquera H. Périvier et M. Parodi. (Département des études)
- Développement de PRESAGE ([voir le rapport d'activité spécifique à ce programme](#))
- Préparation de la publication des travaux présentés lors du colloque « Aspects des transmissions entre générations » le 20 décembre 2017 par M. Forsé et M. Parodi.

ORGANISATION DE L'OFCE¹

Président de l'OFCE : **Xavier Ragot**

Directeur principal : **Xavier Timbeau**

Directeur du Département analyse et prévision (DAP) : **Éric Heyer**

Directeurs adjoints : **Christophe Blot, Mathieu Plane**

Directeur du Département des études (DE) : **Jérôme Creel**

Directeur adjoint : **Francesco Saraceno**

Directeur du Département innovation et concurrence (DRIC) : **Lionel Nesta**

Directrice adjointe : **Sarah Guillou**

Directrice exécutive : **Estelle Frisquet**

Support administratif (hors département)

Corinne Allouch, Assistante du président

Gwenola de Gouvello, documentaliste

Josyane Le Guiffant, Assistante de la directrice exécutive

Isabelle Van Quang, Webmaster, responsable éditoriale

1. Cet organigramme tient compte des éléments au 31 décembre 2017.

Département analyse et prévision (DAP)

Directeur

Éric Heyer

Directeurs adjoints

Christophe Blot	Zone euro, politique monétaire	Questions internationales
Mathieu Plane	France, finances publiques, Investissement	Modélisation

Économistes

Céline Antonin	Zone euro, pétrole, Italie, Grèce, Épargne et banques	International
Bruno Ducoudré	France, emploi	Modélisation
Gissela Landa	ThreeMe	Environnement
Sabine Le Bayon	Zone euro, Allemagne, immobilier	International
Paul Malliet	ThreeMe	Environnement
Hervé Péléraux	Indicateurs avancés, France, prix, inflation	Modélisation
Pierre Madec	ThreeMe, France, immobilier	Environnement, logement
Catherine Mathieu	Royaume-Uni, Japon, demande mondiale, questions européennes	International
Christine Riffart	États-Unis, Espagne, Amérique latine	Questions internationales
Aurélien Saussay	ThreeMe	Environnement
Raul Sampognaro	Zone euro, finances publiques, France	Questions internationales
Sébastien Villemot	Zone euro, Grèce, dette publique	Modélisation

Statistiques/base de données

Amel Falah	Asie	Modélisation
------------	------	--------------

Chercheur-e-s affilié-e-s

Marion Cochard (BdF)	Macroéconomie
Bruno Coquet (DGEFP)	Macroéconomie
Frédéric Reynes (TNO)	Environnement
Danielle Schweisguth (SG)	Macroéconomie
Yasser Yeddir Tamsamani (OCP)	Environnement

Assistante

Nathalie Ovide

Département des études (DE)

Directeur

Jérôme Creel

Macroéconomie, économie européenne, politique économique, (budgétaire et monétaire), stabilité

Directeur adjoint

Francesco Saraceno

Macroéconomie, politique européenne, modèles de déséquilibre, modèles d'apprentissage

Économistes

Guillaume Allègre

Fiscalité, politiques sociales, incitations au travail, Inégalités, pauvreté

Paul Hubert

Macroéconomie, politique monétaire

Éloi Laurent

Économie de l'environnement, intégration européenne, Europe(s) sociale(s), ségrégation urbaine

Gilles Le Garrec

Économie du vieillissement, croissance, transferts

Sandrine Levasseur

Économie du logement, élargissement de l'Union européenne, intégration économique, investissements directs étrangers

Maxime Parodi

Changement social, justice sociale et sociologie de la connaissance

Hélène Périvier

Co-responsable du programme PRESAGE, Économie du genre, marché du travail, activité des femmes, politiques sociales et familiales

Vincent Touzé

Économie théorique et macroéconomie, protection sociale, économie publique et démographie, banque, finances et assurance

Chercheur-e-s affilié-e-s

Pierre Aldama

Macroéconomie, politique budgétaire

Anne Boring

Économie du genre, politiques publiques

(Erasmus University Rotterdam)

Yves de Curraize (IUT de Paris)

Politiques familiales, économie des politiques sociales

Guillaume Daudin

Histoire économique, économie internationale

(Université Paris-Dauphine)

Lamia Kandil (GIE Agirc-Arrco)

Économie du travail, économétrie

Sophie Ponthieux (INSEE)

Économie du travail, économie de la famille

Chercheur-e-s associés

Michel Forsé (DR, CNRS)

Sociologie économique

Fabien Labondance

Politique monétaire, stabilité financière, économie européenne

(Université de Franche-Comté)

Giovanni Ricco (Université de Warwick)

Macroéconomie, économétrie

Grégory Verdugo (Université Paris 1)

Économie du travail, économétrie

Assistante

Valérie Richard

Département innovation et concurrence (DRIC)

Directeur

Lionel Nesta

(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)

Dynamique industrielle, économie de l'innovation

Directrice adjointe

Sarah Guillou

Économie industrielle internationale, économie des politiques publiques

Économistes

Zakaria Babutsidze

Économie de la consommation

Maurizio Iacopetta

Économie de la croissance, économie de la connaissance

Benjamin Montmartin

Microéconométrie de la R&D

Mauro Napoletano

Dynamique industrielle, macroéconomie

Evens Salies

Économie industrielle, économie de l'énergie

Francesco Vona

Économie du travail, économie de l'éducation et innovation, économie de l'environnement

Chercheur-e-s affilié-e-s

Sylvain Barde

(University of Kent, UK)

Économie géographique

Flore Bellone

(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)

Dynamique des firmes et compétitivité des pays, comparaisons internationales de productivité, changements structurels et croissance

Marc Deschamps

(Univ. de Franche-Comté, FR)

Politique de la concurrence, REACH, jeux coopératifs, droit d'asile, éthique et déontologie des économistes

Jean-Luc Gaffard *

(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)

Économie de la croissance, économie industrielles, macroéconomie, politique industrielle, politique économique

Augusto Hasman

(GIIDS, Genève, Suisse)

Banque et finance

Frédéric Marty

(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)

Économie du droit, politique de concurrence

Patrick Musso

(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)

Dynamique industrielle, économie de l'innovation

Andrea Roventini

(Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, IT)

Multi-agents modèles, théorie de la croissance, cycles économiques, transactions à hautes fréquences, macroéconométrie appliquée

Stefano Schiavo

(Università di Trento, Trento, IT)

Comportement des entreprises sur les marchés internationaux, contraintes financières, analyse de réseaux

Tania Treibich

(University of Maastricht, NL)

Dynamique industrielle, économie internationale, macroéconomie (ABM)

Assistante

Claudine Houdin

* Conseiller scientifique jusqu'au 01/07/2017, puis chercheur affilié à l'OFCE.

Conseiller-e-s scientifiques :

Gérard Cornilleau¹
Jean-Luc Gaffard²
Françoise Milewski³
Henri Sterdyniak⁴

Chercheurs associés :

Edouard Challe, CNRS, Polytechnique
Michel Forsé, CNRS
Fabien Labondance, Université de Besançon
Giovanni Ricco, Université de Warwick

Chercheur-e-s affilié-e-s :

Pierre Aldama, Université Paris 1
Sylvain Barde, Université de Kent
Flora Bellone, Université de Nice Sophia-Antipolis
Anne Boring, Sciences Po
Marion Cochard, Banque de France
Bruno Coquet, DGEFP
Guillaume Daudin, Paris-Dauphine
Yves De Curraize, Paris Descartes
Marc Deschamps, Université de Franche-Comté
Augusto Hasman, GLIDS, Genève
Lamia Kandil
Frédéric Marty, Université de Nice Sophia-Antipolis
Antoine Parent, Université de Lyon
Sophie Ponthieux, Insee
Frédéric Reynes, TNO
Andrea Roventini, Scuola Superiore Sant'Anna Pisa
Stefano Schiavo, Université de Trento, Italie
Danielle Schweisguth, Société Générale
Yasser Tamsamani, OCP
Tania Treibich, Université de Maastricht

-
1. Conseiller scientifique jusqu'au 01/06/2017, puis chercheur affilié à l'OFCE.
 2. Conseiller scientifique jusqu'au 01/07/2017, puis chercheur affilié à l'OFCE.
 3. Conseillère scientifique jusqu'au 01/07/2017, puis chercheuse affiliée à l'OFCE.
 4. Conseiller scientifique jusqu'au 14/03/2017, puis chercheur affilié à l'OFCE.

L'OFCE et les PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les publications 2017 de l'OFCE en quelques chiffres

52

Articles dans des revues à comité de lecture

55

Autres revues

38

Working papers

8

Ouvrages

9

Rapports, études

29

Contributions à des ouvrages

60

Billets du blog

18

Policy briefs

Les publications de l'OFCE en 2017

L'OFCE dispose de supports de publication diversifiés, chaque support répondant à un type de travaux (actualités économiques et sociales, recherche académique) et s'adressant à un type de lecteurs (décideurs politiques, journalistes, chercheurs, ...).

L'ensemble des publications est en accès libre et gratuit sur le site de l'OFCE.

La Revue de l'OFCE

La *Revue de l'OFCE* participe depuis plus de trente ans au débat public et scientifique en publiant des articles d'économie, alliant accessibilité et rigueur académique. Elle publie aussi des articles de sociologie.

L'année 2017 a été une année importante pour la *Revue de l'OFCE* en affirmant davantage son ancrage académique au travers de la publication d'un numéro spécial « Où va l'économie ? » regroupant les contributions d'une douzaine de chercheurs universitaires, en sus de six contributions émanant de chercheurs de l'OFCE. Par ailleurs, la *Revue de l'OFCE* a poursuivi ses activités éditoriales habituelles au travers de la publication semestrielle de ses prévisions économiques, de ses articles VARIA en économie et sociologie.

En 2017, l'OFCE a publié 6 numéros de sa revue :

- Dossier « sociologie » : *Mobilité sociale et frustration*
- Dossier *Perspectives économiques 2017-2018*
- *Évaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022 (HS)*
- Dossier *Perspectives économiques 2017-2019*
- *Où va l'économie ?*
- VARIA

OFCE Working paper

Les *Working papers* OFCE mettent à disposition d'un public généralement avisé les résultats d'une recherche déjà très aboutie. Ils ont pour vocation à être discutés avant publication dans une revue le plus souvent de type académique.

En 2017, l'OFCE a mis en ligne 38 *Working paper*, dont 81 % sont en langue anglaise.

Au cours des trois dernières années, plus de 50 % des *Working papers* OFCE ont été publiés dans une revue à comité de lecture (*Revue de l'OFCE* inclus).

Les publications de l'OFCE (hors billets de Blog, voir *infra*) font l'objet d'un nombre important de consultations. À titre d'exemple, selon les statistiques SPIRE qui

répertorient la production scientifique de Sciences Po, les publications de l'OFCE ont été consultées 4 086 fois en 2017 (et téléchargées 680 fois). À noter que ces statistiques n'incluent pas les consultations ou téléchargements via Google, REPEC etc. Ce sont avant tout les articles (à hauteur de 56-57 %), puis les *Working Papers* (à hauteur de 12-13 %) qui font l'objet de consultations et de téléchargements selon les statistiques SPIRE.

OFCE le blog

OFCE le blog existe depuis octobre 2011. Son objectif est de donner la possibilité aux chercheurs de l'OFCE de participer au débat public de manière très réactive en publiant des billets sur l'actualité économique française et européenne. Les billets portent sur des thématiques très variées : dette publique, inégalités, logement, politique monétaire, environnement, chômage La plupart des billets sont traduits en anglais de façon à asseoir la visibilité internationale de l'OFCE. En 2017, le blog de l'OFCE a publié 60 billets, soit une moyenne de 5 billets par mois. Le nombre de pages vues sur le blog de l'OFCE a été de 202 578, soit environ 16 000 pages vues par mois.

OFCE policy brief

À la rentrée 2016, l'OFCE a créé un nouveau support de publication, *OFCE policy brief*, dans le but, entre autre, de fournir une expertise sur les propositions émanant des différents candidats aux primaires puis à l'élection présidentielle. L'année 2017 a ainsi été marquée par la publication de 18 *Policy brief* sur des sujets présents durant la campagne électorale (assurance chômage, retraites, fiscalité, ...) puis évaluant les mesures économiques du programme présidentiel d'Emmanuel Macron (réforme de la taxe d'habitation, suppression de l'ISF, réforme du marché du travail ...).

Organisation des publications de l'OFCE

Xavier Ragot est directeur des publications de l'OFCE

Sandrine Levasseur est rédactrice en chef des publications de l'OFCE

Guillaume Allègre est rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs*

Le Comité de rédaction de *La Revue de l'OFCE* est composé de : Guillaume Allègre, Luc Arrondel, Frédérique Bec, Christophe Blot, Carole Bonnet, Julia Cagé, Eve Caroli, Virginie Coudert, Anne-Laure Delatte, Brigitte Dormont, Bruno Ducoudré, Michel Forsé, Guillaume Gaulier, Sarah Guillou, Florence Legros, Éloi Laurent, Mauro Napoletano, Hélène Périvier, Mathieu Plane, Franck Portier, Corinne Prost, Romain Rancière et Raul Sampognaro.

Laurence Duboys-Fresney est secrétaire de rédaction des publications de l'OFCE

Najette Moumami est responsable de la fabrication des publications

Claudine Houdin est adjointe à la responsable de la fabrication des publications

guillaume.allegre@ofce.sciences-po.fr et [@g_allegre](https://twitter.com/g_allegre) Rédacteur en chef des publications numériques

sandrine.levasseur@ofce.sciences-po.fr Rédactrice en chef des publications de l'OFCE

Revue à comité de lecture

- Aghion Philippe et Céline Antonin, « Progrès technique et croissance depuis la crise », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 63–78, décembre, 2017.
- Allègre Guillaume, « Revenus universels : introduction », *Revue de l'OFCE*, 154, pp. 1–11, décembre, 2017.
- Amendola Mario, Jean-Luc Gaffard et Fabrizio Patriarca, « Inequality and growth: the perverse relation between the productive and the non productive assets », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 27, no. 3, pp. 531–554, 2017.
- Antonin Céline, Christophe Blot, Evelyn Herrmann, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Christine Riffart, Dorian Roucher et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 259–270, octobre, 2017.
- Antonin Céline, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Les comportements de consommation des ménages ont-ils été affectés par la crise de 2008 ? Une analyse économétrique de cinq grands pays développés », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 177–226, avril, 2017.
- Babutsidze Zakaria, « Duopolistic competition with captives », *Metroeconomica*, vol. 68, no. 4, pp. 903–926, 2017.
- Bakhtiari Fatemeh, Gissela Landa, Oswaldo Morales-Napoles et Daniel Puig, « The accountability imperative for quantifying the uncertainty of emission forecasts: evidence from Mexico », *Climate Policy*, vol. 18, no. 1, pp. 1–10, octobre, 2017.
- Balint Toma, Francesco Lamperti, Antoine Mandel, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapia, « Complexity and the economics of climate change: a survey and a look forward », *Ecological Economics*, vol. 138, pp. 252–265, août, 2017.
- Barde Sylvain, « A practical universal information criterion over Nth order Markov processes », *Computational Economics*, vol. 50, no. 2, pp. 281–324, 2017.
- Barde Sylvain, « Direct comparison of agent-based models of herding in financial markets », *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 73, pp. 329–353, janvier, 2017.
- Bellone Flora, « Productivity slowdown and loss of allocative efficiency: a french disease? », *Économie et statistique*, vol. 494, pp. 37–43, 2017.
- Bernhard Pierre et Marc Deschamps, « On dynamic games with randomly arriving players », *Dynamic Games and Applications*, vol. 7, no. 3, pp. 360–385, septembre, 2017.
- Bianco Dominique et Evens Saliès, « The strong porter hypothesis in an endogenous growth model with satisficing managers », *Economics Bulletin*, vol. 37, no. 4, pp. 2641–2654, novembre, 2017.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Le risque bancaire en zone euro », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 157–176, avril, 2017.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Quels effets attendre de la réduction du bilan des banques centrales ? », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 1–18, octobre, 2017.

- Blot Christophe, Olivier Garnier, Éric Heyer, Paul Hubert, Xavier Ragot, Jean-Michel Six et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 227–238, avril, 2017.
- Brancaccio E. et Francesco Saraceno, « Evolutions and contradictions in mainstream macroeconomics: the case of Olivier Blanchard », *Review of political economy*, vol. 29, no. 3, pp. 345–59, 2017.
- Cappaso, M, Koen Frenken et Tania Treibich, « Sectoral co-movements of employment growth at regional level », *Economic Systems Research*, vol. 29, pp. 82–104, 2017.
- Challe Edouard, « L'étude des fluctuations macroéconomiques est-elle "scientifique"? », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 171–186, décembre, 2017.
- DAP, « France : croissance en héritage. Perspectives 2017-2019 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 130–213, octobre, 2017.
- DAP, « La nouvelle grande modération ? Perspectives 2017-2019 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 1–128, octobre, 2017.
- DAP, « La routine de l'incertitude. Perspectives 2017-2018 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 13–134, avril, 2017.
- Dosi Giovanni, Marcello Pereirra, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « When more flexibility yields more fragility: the microfoundations of Keynesian aggregate unemployment », *Journal of Economic Dynamics & Control*, no. 81, pp. 162–186, 2017.
- Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Tania Treibich, « Micro and macro policies in the Keynes+Schumpeter evolutionary models », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 27, pp. 63–90, 2017.
- Ducoudré Bruno et Éric Heyer, « Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? Une analyse pour 6 grands pays développés », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 233–259, octobre, 2017.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « Que nous apprennent les données macro-sectorielles sur les premiers effets du CICE : évaluation pour la période 2014-2015t2 », *Economie et Prévision*, vol. 211–212, pp. 91–113, 2017.
- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Comment les français jugent-ils leur statut social ? », *Revue de l'OFCE*, 150, pp. 69–93, mai, 2017.
- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Mobilité sociale et frustration : introduction », *Revue de l'OFCE*, 150, pp. 5–9, mai, 2017.
- Gaffard Jean-Luc, « Vers une macroéconomie non-walrasienne », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 265–288, décembre, 2017.
- Gaffard Jean-Luc, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « Time-varying fiscal multipliers in an agent-based model with credit rationing », *Economics. The Open Access, Open Assessment E-Journal*, vol. 112, décembre, 2017.

- Guillou Sarah, Lionel Nesta et Evens Saliès, « La réforme de l'impôt sur les sociétés », *Revue de l'OFCE*, Hors-série, pp. 31–34, juillet, 2017.
- Guillou Sarah, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « L'impact attendu du CICE sur les exportations », *Revue de l'OFCE*, 154, pp. 1–48, décembre, 2017.
- Hasman Augusto et Samartin Margarita, « Capital and liquidity in a dynamic model of banking », *Economic Modelling*, vol. 64, pp. 172–177, août, 2017.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Chômage, déficit, dette publique », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 135–156, avril, 2017.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2019 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 5–12, octobre, 2017.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2017-2018 : présentation générale », *Revue de l'OFCE*, 151, pp. 5–12, avril, 2017.
- Heyer Éric, « Créer des emplois en baissant les salaires ? Une histoire de chiffres », *Travail et emploi*, 150, pp. 131–137, avril, 2017.
- Hubert Paul et Giovanni Ricco, « Macroéconomie et information imparfaite », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 201–220, décembre, 2017.
- Hubert Paul, « Qualitative and quantitative central bank communication and inflation expectations », *Journal of Macroeconomics*, vol. 7, no. 1, pp. 1–41, 2017.
- Hwang In Chang, Frédéric Reynes et S. J. Richard Tol, « The effect of learning on climate policy under fat-tailed risk », *Resource and Energy Economics*, vol. 48, pp. 1–18, janvier, 2017.
- Iacopetta Maurizio, « The emergence of money: a dynamic analysis », *Macroeconomic Dynamics*, vol. 21, no. 8, pp. 1–24, décembre, 2017.
- Landa Gissela, Paul Malliet, Aurélien Saussay et Frédéric Reynès, « État de la macroéconomie environnementale appliquée », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 151–170, décembre, 2017.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « La macroéconomie à l'heure de la stagnation séculaire », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 79–104, décembre, 2017.
- Napoletano Mauro, « Les modèles multi-agents et leurs conséquences pour l'analyse macroéconomique », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 289–316, décembre, 2017.
- Napoletano Mauro, Lilit Popoyan et Andrea Roventini, « Taming macroeconomic instability: monetary and macro prudential policy interactions in an agent-based model », *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 134, pp. 17–140, octobre, 2017.
- Ragot Xavier, « Où va l'économie ? », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 5–14, décembre, 2017.
- Raitano Michele et Francesco Vona, « Competition, firm size and returns to skills: evidence from currency shocks and market liberalizations », *The World Economy*, vol. 40, pp. 2676–2703, 2017.
- Saliès Evens, « Impact du crédit d'impôt recherche. Une revue bibliographique des études sur données françaises », *Revue de l'OFCE*, 154, pp. 1–36, décembre, 2017.

- Saraceno Francesco, « La fin du Consensus ? La crise économique et la crise de la macroéconomie », *Revue de l'OFCE*, 153, pp. 365–380, décembre, 2017.
- Saraceno Francesco, « When Keynes goes to Brussels: a new fiscal rule for the EMU, is it desirable? », *Einaudi Annals*, vol. 2, septembre, 2017.
- Saussay Aurélien, « Can the US shale revolution be duplicated in continental Europe? An economic analysis of European shale gas resources », *Energy Economics*, vol. 69, 2017.
- Sterdyniak Henri, « I see myself as an empirical Keynesian », *European Journal of Economics Policies*, vol. 14, no. 3, pp. 283–290, 2017.

Autres revues

- Allègre Guillaume et Henri Sterdyniak, « Faut-il instaurer un revenu universel ? », *Alternatives Économiques*, pp. 60–62, février 2017.
- Antonin Céline et Vincent Touzé, « Fiscalité du capital des hauts revenus : quel diagnostic, quelles réformes possibles ? », *Débats du LIEPP*, no. 4, mars, 2017.
- Antonin Céline, Bernard Coloos, Robert Ellickson, Vincent Touzé, Alain Trannoy et Étienne Wasmer, « La fiscalité de l'immobilier en question », *Débats du LIEPP*, vol. 4, mars, 2017.
- Antonin Céline, Guillaume Corlay, Guillaume Daudin, Stéphane Dupraz, Claire Labonne et Anne Muller, « Comment: inferring trade costs from trade booms and trade busts », *International Economics*, vol. 151, décembre, 2017.
- Babutsidze Zakaria, « Consumer interaction and innovation incentives », *International Journal of Computational Economics and Econometrics*, vol. 7, no. 3, pp. 280–301, 2017.
- Baccache-Beauvallet Maya, Dominique Bureau et Xavier Ragot, « Quelle stratégie pour les dépenses publiques ? », *Note du CAE*, vol. 43, juillet, 2017.
- Bee Marco, Massimo Riccaboni et Stefano Schiavo, « Where Gibrat meets Zipf: scale and scope of French firms », *Physica A*, vol. C, no. 481, pp. 265–275, 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Sébastien Villemot and Xavier Timbeau, « Cinq réformes pour le retour de la croissance », *Alternatives Économiques*, pp. 28–30, février 2017.
- Bulavskaya Tayana et Frédéric Reynès, « Job creation and economic impact of renewable energy in the Netherlands », *Renewable Energy*, vol. 119, pp. 528–538, mars, 2017.
- Cornilleau Gérard, « Financement des dépenses et environnement économique », *Les Tribunes de la santé*, vol. 54, no. 1, pp. 21–29, 2017.
- Cornilleau Gérard, « L'état-providence : quelles interrogations ? », *Cahiers Français*, vol. 399, juillet, 2017.
- Cornilleau Gérard, « L'Europe a les moyens d'accueillir les réfugiés », *Alternatives Économiques*, pp. 26–27, février 2017.

- Creel Jérôme, « Quelles politiques économiques pour relancer la croissance ? », *Les Cahiers français*, vol. 400, septembre, 2017.
- Didry Claude et Frédéric Marty, « La politique de concurrence comme levier de la politique industrielle dans la France de l'après-guerre », *Gouvernement et action publique*, vol. 5, no. 4, pp. 23–45, janvier, 2017.
- Dosi Giovanni et Andrea Roventini, « Agent-based macroeconomics and classical political economy: some italian roots », *Italian Economic Journal*, no. 3, pp. 261–283, 2017.
- Dosi Giovanni, Marcello Pereira et Maria Enrica Virgillito, « The effects of labour market reforms upon unemployment and income inequalities: an agent-based model », *Socio-Economic Review*, pp. 1–34, décembre, 2017.
- Ducoudré Bruno et Mathieu Plane, « Le bilan Hollande ou le pari risqué de l'offre », *Alternatives Économiques*, pp. 44–46, février 2017.
- Filippova Diana et Xavier Timbeau, « Comment travaillerons-nous demain ? », *Alternatives Économiques*, juin 2017.
- Filippova Diana et Xavier Timbeau, « Le numérique va-t-il détruire l'emploi ? », *Alternatives Économiques*, mai 2017.
- Fracasso Andrea, Massimo Riccaboni, Martina Sartori et Stefano Schiavo, « Modeling the future evolution of the virtual water trade network: a combination of network and gravity models », *Advances in water resources*, vol. 110, pp. 538–548, décembre, 2017.
- Gaffard Jean-Luc, Mauro Napoletano, Elisa Palagie et Andrea Roventini, « Inequality, redistributive policies and multiplier dynamics in an agent-based model with credit rationing », *Italian Economic Journal*, vol. 3, no. 8, pp. 367–387, 2017.
- Hubert Paul et Francesco Saraceno, « Des banques européennes fragiles », *Alternatives Économiques*, pp. 20–21, février 2017.
- Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Trump sonnera-t-il la charge contre le climat ? », *Alternatives Économiques*, pp. 86–87, février 2017.
- Laurent Éloi, « Comment mesurer le bien-être et la prospérité ? », *Cahiers Français*, vol. 400, septembre, 2017.
- Laurent Éloi, « Ecologie et numérique : transitions ennemies », *Alternatives Économiques*, 2017.
- Laurent Éloi, « L'écologie, ça commence à faire du bien », *Alternatives Économiques*, 2017.
- Laurent Éloi, « Les Français ont faim d'égalité et soif de justice », *Alternatives Économiques*, novembre 2017.
- Laurent Éloi, « Pollution urbaine : la France sous le dôme », *Alternatives Économiques*, 2017.
- Laurent Éloi, « Reconnaître, en France, l'inégalité et la justice environnementales », *Actuel Marx*, vol. 61, no. 1, pp. 64–78, 2017.
- Laurent Éloi, « Une lecture des crises écologiques sous l'angle de la frontière », *Alternatives Économiques*, décembre 2017.

- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « L'économie à l'heure de la stagnation séculaire », *Alternatives Économiques*, pp. 76–78, février 2017.
- Levasseur Sandrine, « Brexit et réfugiés : les défis urgents de la nouvelle présidence », *La revue des affaires*, no. 7, Avril, 2017.
- Levasseur Sandrine, « Encadrement des loyers : quel premier bilan ? », *Cahiers Français*, no. 398, 2017.
- Madec Pierre, « Une politique du logement et de l'immobilier plutôt efficace », *Cahiers Français*, vol. 399, juillet, 2017.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Après le Brexit, l'Europe doit repenser l'Union », *Alternatives Économiques*, pp. 24–25, février 2017.
- Péléraux Hervé, « L'économie mondiale peine à redémarrer », *Alternatives Économiques*, pp. 8–11, février 2017.
- Périvier Hélène, « Mesurer les discriminations pour mieux les combattre », *Alternatives Économiques*, pp. 54–55, février 2017.
- Plane Mathieu, « Faut-il réduire la dépense publique ? », *Alternatives Économiques*, pp. 38–39, février 2017.
- Ragot Xavier, « Dette publique : là où croît le péril croît aussi ce qui sauve », *Revue politique et parlementaire*, vol. 1082, pp. 103–109, 2017.
- Ragot Xavier, « Nous sommes entrés dans la post-mondialisation », *Alternatives Économiques*, pp. 6–7, février 2017.
- Ragot Xavier, « L'OFCE dans la campagne pour l'élection présidentielle. Mieux éclairer le débat public en économie », *OFCE La Lettre*, 13 mars 2017.
- Riffart Christine, « Le pari à hauts risques de Donald Trump », *Alternatives Économiques*, pp. 70–71, février 2017.
- Saraceno Francesco, « Che cosa ci dicono i dati sul lavoro », *Il Mulino*, vol. LXVI, no. 493, pp. 777–84, octobre, 2017.
- Saraceno Francesco, « Il fallimento dell'austerità », *Micromega*, vol. 4, pp. 88–97, 2017.
- Saraceno Francesco, « Regole di bilancio e investimento pubblico: per una politica industriale europea », *Rivista delle politiche sociali*, no. 3, pp. 135–148, 2017.
- Timbeau Xavier, « Climat : il faudra plus qu'un 'GreenQE' ou un financement vert », *Alternatives Économiques*, décembre 2017.
- Timbeau Xavier, « Emmanuel Macron, le nouveau Tony Blair ? », *Alternatives Économiques*, juillet 2017.
- Timbeau Xavier, « L'Arabie Saoudite au défi de la fin du pétrole », *Alternatives Économiques*, juillet 2017.
- Timbeau Xavier, « La quête de la souveraineté légitime », *Alternatives Économiques*, avril 2017.

- Timbeau Xavier, « La transition écologique au défi des inégalités », *Alternatives Économiques*, pp. 92–94, février 2017.
- Timbeau Xavier, « Le changement climatique mange notre agriculture », *Alternatives Économiques*, mai 2017.
- Timbeau Xavier, « Le président de quels riches ? », *Alternatives Économiques*, septembre 2017.
- Timbeau Xavier, « Pendant ce temps-là, Brexit », *Alternatives Économiques*, mars 2017.
- Timbeau Xavier, « Taxer les robots pour financer la protection sociale : une fausse bonne idée », *Alternatives Économiques*, janvier 2017.
- Verdugo Gregory, « Pourquoi le travail se bipolarise ? », *Sciences humaines*, pp. 46–47, novembre, 2017.

Working paper

- Aldama Pierre et Jérôme Creel, « Fiscal policy in the US: Ricardian after all? », *OFCE Working paper*, 23, 2017.
- Allègre Guillaume et Gregory Verdugo, « Labour force participation and job polarization: evidence from Europe during the great recession », *OFCE Working paper*, 16, mai, 2017.
- Antonin Céline et Vincent Touzé, « Capital taxation: principles, properties and optimal taxation issues », *OFCE Working paper*, 8, mars, 2017.
- Barde Sylvain et Sander Van Der Hoog, « An empirical validation protocol for large-scale agent-based models », *University of Kent - School of Economics Discussion papers*, 17/12, 2017.
- Bellone Flora, C. Gaglio et Selin Hazir, « Local product space and firm-level churning in exported products », *GREDEG Working Paper*, 2017.
- Blot Christophe et Jérôme Creel, « Policy decentralization at the ECB », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, septembre, 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel et Fabien Labondance, « Are European bond markets overshooting? », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, mai, 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Fabien Labondance et Xavier Ragot, « Financial stability and the ECB », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, février, 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Eurozone bond market dynamics, ECB monetary policy and financial stress », *OFCE Working paper*, 18, septembre, 2017.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Does monetary policy generate asset price bubbles? », *OFCE Working paper*, 5, février, 2017.
- Cardaci Alberto et Francesco Saraceno, « Inequality and imbalance : a monetary union agent-based model », *OFCE Working paper*, 30, décembre, 2017.

- Caselli Mauro, Lionel Nesta et Stefano Schiavo, « Markups and markdowns », *OFCE Working paper*, 11, avril, 2017.
- Coquet Bruno, « La tarification des contrats courts : objectifs et instruments », *OFCE Working paper*, 29, décembre, 2017.
- Coquet Bruno, « Les allocations chômage devraient-elles être dégressives ? », *OFCE Working paper*, 1, janvier, 2017.
- Creel Jérôme et Paul Hubert, « What should the ECB 'new normal' look like? », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, novembre, 2017.
- Creel Jérôme, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Financialisation risks and economic performance », *OFCE Working paper*, 21, octobre, 2017.
- Dosi Giovanni, Francesco Lamperti, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapia, « Faraway, so close: coupled climate and economic dynamics in an agent-based integrated assessment model », *OFCE Working paper*, 10, octobre, 2017.
- Dosi Giovanni, Marcello Pereira, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « Causes and consequences of hysteresis: aggregate demand, productivity and employment », *OFCE Working paper*, 7, mars, 2017.
- Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini, Joseph E. Stiglitz et Tania Treibich, « Rational heuristics? Expectations and behaviors in evolving economies with heterogeneous interacting agents », *OFCE Working paper*, 32, décembre, 2017.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer, Alaïs Martin-Baillon et Mathieu Plane, « Quelle incidence du CICE sur les salaires et l'emploi ? Une évaluation pour la période 2014-2017t2 sur données de branches », *OFCE Working paper*, 25, octobre 2017.
- Fagiolo Giorgio, Daniele Giachini et Andrea Roventini, « Innovation, finance and economic growth: an agent based approach », *OFCE Working paper*, 28, novembre, 2017.
- Guerini Mattia, Alessio Moneta, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « The janus-faced nature of debt: results from a date-driven cointegrated svar approach », *OFCE Working paper*, 2, février, 2017.
- Guillou Sarah et Tania Treibich, « Firm export diversification and change in workforce composition », *OFCE Working paper*, 22, octobre, 2017.
- Hubert Paul et Fabien Labondance, « Central bank sentiment and policy expectations », *Bank of England Staff Working Paper 648*, 648, février, 2017.
- Hubert Paul, « Central bank information and the effects of monetary shocks », *Bank of England Staff Working Paper 672*, 672, août, 2017.
- Hubert Paul, « Central Bank information and the effects of monetary shocks », *OFCE Working paper*, 19, septembre, 2017.
- Kandil Lamia et Hélène Périvier, « The sexual division of labour within couples in France according to their marital status. A study based on time-use surveys from 1985-1986, 1998-1999 and 2009-2010 », *OFCE Working paper*, 4, février, 2017.

- Lamperti Francesco, Andrea Roventini et Amir Sani, « Agent-based model calibration using machine learning surrogates », *OFCE Working paper*, 9, avril, 2017.
- Le Garrec Gilles, « Fairness, social norms and the cultural demand for redistribution », *OFCE Working paper*, 20, septembre, 2017.
- Marin Giovanni et Francesco Vona, « Finance and the misallocation of scientific, engineering and mathematical talent », *OFCE Working paper*, 27, novembre, 2017.
- Marin Giovanni et Francesco Vona, « The impact of energy prices on employment and environmental performance: evidence from French manufacturing establishments », *OFCE Working paper*, 26, octobre, 2017.
- Marty Frédéric, « Algorithmes de prix et discrimination parfaite : une théorie concurrentielle en voie de trouver sa pratique ? », *OFCE Working paper*, 31, décembre, 2017.
- Marty Frédéric, « Algorithmes de prix, intelligence artificielle et équilibres collusifs », *OFCE Working paper*, 14, mai, 2017.
- Marty Frédéric, « L'économie des plateformes : dissipation ou concentration de la rente », *OFCE Working paper*, 13, avril, 2017.
- Miranda-Agrippino Silvia and Giovanni Ricco, « The transmission of monetary policy shocks », *OFCE Working paper*, mai, 2017.
- Reynès Frédéric, « The Cobb-Douglas function as a flexible function: analyzing the substitution between capital, labor and energy », *OFCE Working paper*, 12, avril, 2017.
- Saraceno Francesco, « Rethinking fiscal policy: lessons from the European monetary union », *ILO Working Paper*, 219, août, 2017.
- Timbeau Xavier and Pawel Wiejski, « EU ETS - broken beyond repair? An analysis based on FASTER principles », *OFCE Working paper*, 24, octobre, 2017.

Ouvrages

- Allègre Guillaume (coordinateur) and Henri Sterdyniak (coordinateur), *Revenu universel. L'état du débat*. OFCE, 2017.
- Creel Jérôme, *L'économie européenne 2017. L'UE après le Brexit*. La Découverte, Collection Repères, 2017.
- Laurent Éloi, *A l'horizon d'ici. Les territoires au coeur de la transition social-écologique*. Le Bord de l'Eau, 96 pages, 2017.
- Laurent Éloi, *Measuring tomorrow: accounting for well-being, resilience and sustainability in the 21st century*. Princeton University Press, 240 pages, 2017.
- Laurent Éloi, *Mitologie economica*. Neri Pozza, 2017.
- Laurent Éloi, *Nos mythologies économiques*. Babel, Actes Sud, 2017.
- Laurent Éloi, *Notre bonne fortune. Repenser la prospérité*. PUF, 2017.

Verdugo Gregory, *Les nouvelles inégalités du travail : pourquoi l'emploi se polarise ?* Les Presses de Sciences po, 2017.

Rapports, études

Allègre Guillaume, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Georg Feigl, Julia Hofmann, Jan Jörss, Markus Marterbauer, Jon Nielsen, Cédric Oppé, Hélène Périvier, Matthias Schnetzer, Francesco Saraceno, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau (coordinateur), Sébastien Villemot, Andrew Watt et Sepp Zuckersstätter, « iAGS 2018: Repair the roof when the sun is shining », 2017.

DIW, ICF, NIESR et OFCE, « Évaluation des services de la prévision de la Commission Européenne (contrat pour la CE) », 2017.

Esco, INRA et Pierre Madec, « Contribution de la construction sur des terres nouvelles à la croissance économique et à la création d'emploi », 2017.

Guillou Sarah, Lionel Nesta et Patrick Sevestre, « Méthode d'évaluation des imperfections des marchés du crédit sur données de firmes. Rapport pour la DGE, Ministère de l'économie et des finances », 2017.

Malliet Paul, Nizhar Marizi et Frédéric Reynes, « Assessing low carbon and resilient growth in Indonesia: an application of the ThreeME model », 2017.

Mathieu Catherine (EUROFRAME), « Economic assessment of the euro area. EUROFRAME Winter Report 2016/2017 », 2017.

Mathieu Catherine (EUROSTAT), « Indicateurs de la zone euro : production mensuelle d'indicateurs du PIB. », 2017.

Saliès Evens, « Etudes d'impact du crédit d'impôt recherche. Une revue de la littérature. Rapport pour le MENESR », 2017.

Saraceno Francesco, *L'économie à l'épreuve des faits. Comprendre les controverses du passé pour éclairer les défis de la société*. RB Editions, 2017.

Contributions à des ouvrages

Allègre Guillaume, « Les inégalités en Europe durant la Grande Récession », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 91–101.

Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « Les deux premières années de l'Union bancaire », in *L'économie européenne 2017 (dir. J. Creel)*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 68–79.

Aparisi de Lannoy Léo, Paul Bauchet, Bruno Coquet, Bruno Ducoudré, Éric Heyer, Pierre Madec, Paul Malliet, Mathieu Plane, Raül Sampognaro, Aurélien Saussay et Gaspard Tissandier,

- « Évaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022 », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 78–112.
- Bergeot Jules, Gérard Cornilleau et Sabine Le Bayon, « L'Europe face aux réfugiés : un aperçu », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 114–122.
- Blot Christophe et Sabine Le Bayon, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 5–19.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Advocating new reforms of the E(M)U economic governance », in *Saving the euro. Redesigning euro area economic governance* (eds. H. Herr, J. Priewe et A. Watt), SE Publishing, 2017.
- Cornilleau Gérard, Sabine Le Bayon et Christine Riffart, « Démographie et marché du travail depuis 2008 », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 102–113.
- Creel Jérôme (dir), « Introduction », in *L'économie européenne 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 3–4.
- Creel Jérôme et Fabien Labondance, « La Banque centrale européenne et le carcan budgétaire », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 44–56.
- Creel Jérôme et Francesco Molteni, « The composition effect of new fiscal rules in the Euro area », in *Financial regulation in the EU* (eds R. Douady, C. Goulet, P.C. Pradier), Palgrave MacMillan, 2017, pp. 69–84.
- Creel Jérôme, « Contrainte budgétaire de l'état et dette publique », in *Finances publiques, dictionnaire encyclopédique, 2ème édition*, Economica, 2017.
- Ducoudré Bruno, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 47–61.
- Forsé Michel, « Égalité et équité ne s'excluent pas. Une analyse sociologie de la perception des inégalités », in *Dire les inégalités* (dir : Raphaëlle Guidée et Patrick Savidan), Presses universitaires de Rennes, 2017, pp. 37–50.
- Gannon Frédéric et Vincent Touzé, « Construire un compte de la dépendance à La Réunion : premier bilan et éléments positifs », in *Vieillesse et gérontechnologies à La Réunion* (coord. F. Sandron), Presse de l'Université de La Réunion & IRD, 2017, pp. 23–49.
- Gannon Frédéric et Vincent Touzé, « Vieillesse et accès au bien-vieillir : enjeux d'innovation et de régulation », in *Vieillesse et gérontechnologies à La Réunion* (coord. F. Sandron), Presse de l'Université de La Réunion & IRD, 2017, pp. 45–72.
- Guillou Sarah et Lionel Nesta, « La compétitivité de l'appareil productif français : état des lieux et perspectives », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 117–123.

- Guillou Sarah, « La politique industrielle européenne, petite sœur de la politique de concurrence », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 33–43.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 18–30.
- Heyer Éric, « Introduction », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 3–4.
- Laurent Éloi, « From the Paris agreement to the carbon convergence », in *Global carbon pricing. The path to climate cooperation*, (P. Cramton, D. JC Mac Kay, A. Ockenfels, and S. Sloft, Eds.) MIT Press, 2017, pp. 205–220.
- Laurent Éloi, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 20–32.
- Laurent Éloi, « Why Paris did not solve the climate dilemma? », in *Global carbon pricing. The path to climate cooperation*, (P. Cramton, D. JC Mac Kay, A. Ockenfels, and S. Sloft, Eds.) MIT Press, 2017, pp. 1–6.
- Marty Frédéric, « La révolution n'a-t-elle pas eu lieu ? De la place de l'analyse économique dans le contentieux concurrentiel européen », in *Contentieux du droit de la concurrence de l'Union européenne* (eds. V. Giacobbo-Peyronnel & C. Verdure), Bruylant, 2017, pp. 27–29.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : le prix à payer », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, p. 5767.
- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Analyse historique et prospective », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 6–17.
- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 62–77.
- Plane Mathieu et Raül Sampognaro, « Place de l'état dans l'économie », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 31–46.
- Touzé Vincent, « Vers un régime de retraite à points et par répartition : l'exemple AGIRC-ARRCO », in *L'économie française 2018* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 112–116.
- Villemot Sébastien, « Les déséquilibres des balances courantes dans la zone euro : comment les résorber ? », in *L'économie européenne 2017* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, 2017, pp. 80–90.

Billets de blog

- Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « Régulation bancaire européenne : quand l'union fait la force », *OFCE le blog*, 22 mars 2017.
- Aldama Pierre et Jérôme Creel, « L'Euro en campagne », *The Conversation*, 25 avril 2017.

- Allègre Guillaume et Gregory Verdugo, « Évolution des taux d'activité en Europe pendant la grande récession : le rôle de la démographie et de la polarisation de l'emploi », *OFCE le blog*, 7 juin 2017.
- Allègre Guillaume et Henri Sterdyniak, « Revenu universel : l'état du débat », *OFCE le blog*, 8 mars 2017.
- Allègre Guillaume, « Des inégalités européennes : inégalités sans frontières », *OFCE le blog*, 30 mars 2017.
- Allègre Guillaume, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : comment faire ? », *OFCE le blog*, 14 septembre 2017.
- Antonin Céline, « Avantage fiscal sur le gazole : une fin programmée », *OFCE le blog*, 29 septembre 2017.
- Antonin Céline, « Italie : l'horizon semble s'éclaircir », *OFCE le blog*, 19 décembre 2017.
- Antonin Céline, « Réunion de l'OPEP : beaucoup de bruit pour rien », *OFCE le blog*, 8 décembre 2017.
- Bauchet Paul et Pierre Madec, « "Emplois francs" : que faut-il en attendre ? », *OFCE le blog*, 29 juin 2017.
- Bellone Flora, « Les métamorphoses de la concurrence internationale », *Blog des JECO*, 2017.
- Blot Christophe et Jérôme Creel, « La BCE en terrain neutre ? », *OFCE le blog*, 25 octobre 2017.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « La BCE prépare l'avenir », *OFCE le blog*, 9 juin 2017.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Où en est-on du cycle de crédit dans la zone euro ? », *OFCE le blog*, 30 mai 2017.
- Blot Christophe, « Zone euro : reprise généralisée », *OFCE le blog*, 20 décembre 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Quel rôle pour le bilan des banques centrales dans la conduite de la politique monétaire ? », *OFCE le blog*, 21 décembre 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Xavier Ragot, Raül Sampognaro, Francesco Saraceno et Xavier Timbeau, « Sortir de l'euro ? », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Quels facteurs expliquent la récente hausse des taux d'intérêt longs ? », *OFCE le blog*, 1 juin 2017.
- Coquet Bruno, « Obliger les chômeurs indemnisés à reprendre un emploi : la bonne mesure », *OFCE le blog*, 7 juillet 2017.
- Coquet Bruno, OFCE et IZA, « Contrats courts : toutes les taxes ne se valent pas », *OFCE le blog*, 8 décembre 2017.
- Creel Jérôme, « L'économie européenne 2017, ou l'UE après le Brexit », *OFCE le blog*, 2 février 2017.
- DAP, « 2016 : première année de baisse du chômage depuis 9 ans ! », *OFCE le blog*, 24 janvier 2017.
- DAP, « Chômage : évolutions à la carte », *OFCE le blog*, 24 mars 2017.

- DAP, « Chômage : évolutions contrastées », *OFCE le blog*, 24 février 2017.
- DAP, « Chômage : fin de quinquennat chahutée », *OFCE le blog*, 26 avril 2017.
- DAP, « Début de quinquennat : emploi dynamique, chômage élevé », *OFCE le blog*, 24 mai 2017.
- DAP, « La reprise en bonne voie », *OFCE le blog*, 22 mai 2017.
- Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Au-delà du taux de chômage. Comparaison internationale depuis la crise », *OFCE le blog*, 16 mai 2017.
- Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Taux d'activité et durée du travail : des ajustements différenciés », *OFCE le blog*, 30 novembre 2017.
- Ducoudré Bruno et Xavier Timbeau, « Une reprise à durée déterminée », *OFCE le blog*, 8 septembre 2017.
- Ducoudré Bruno, « 2018 : baisse du chômage non garantie », *OFCE le blog*, 4 décembre 2017.
- Ducoudré Bruno, « Fin de partie pour les contrats aidés », *OFCE le blog*, 12 décembre 2017.
- Durand Cédric et Sébastien Villemot, « Effets de bilan d'un éclatement de l'euro », *OFCE le blog*, 12 janvier 2017.
- Guillou Sarah, « La politique de concurrence européenne ou l'extension du domaine de l'intégration », *OFCE le blog*, 24 mars 2017.
- Guillou Sarah, « Trump peut-il vraiment réindustrialiser les États-Unis ? », *OFCE le blog*, 20 janvier 2017.
- Heyer Éric, « Faut-il de nouveau défiscaliser les heures supplémentaires ? », *OFCE le blog*, 17 janvier 2017.
- Hubert Paul et Giovanni Ricco, « L'effet des politiques économiques dépend-il de ce dont nous en savons ? », *OFCE le blog*, 21 septembre 2017.
- Hubert Paul et Pierre Madec, « La politique monétaire de la BCE a-t-elle influencé les prix immobiliers ? », *OFCE le blog*, 19 juillet 2017.
- Hubert Paul, « La réduction du bilan de la réserve fédérale : quand, à quel rythme et quel impact ? », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.
- Hubert Paul, « Traité de Rome : une sélection de travaux sur l'Union européenne », *OFCE le blog*, 25 mars 2017.
- Laurent Éloi, « Le préambule du Traité de Rome : 60 ans après, que conclure ? », *OFCE le blog*, 21 mars 2017.
- Le Garrec Gilles, « Justice distributive, normes sociales et diversité des demandes de redistribution », *OFCE le blog*, 20 septembre 2017.
- Madec Pierre et Mathieu Plane, « Exonération de la taxe d'habitation : quel impact de la réévaluation des seuils ? », *OFCE le blog*, 14 septembre 2017.
- Madec Pierre et Xavier Timbeau, « "RUE" : une ambition à financer », *OFCE le blog*, 29 mars 2017.

Madec Pierre et Xavier Timbeau, « Statistique publique : une révolution silencieuse », *OFCE le blog*, 31 mars 2017.

Madec Pierre, « Attention : un PFU peut en cacher un autre », *OFCE le blog*, 27 septembre 2017.

Madec Pierre, « Le bâtiment a fière allure... », *OFCE le blog*, 28 avril 2017.

Madec Pierre, « Présidentielle : le logement est-il bien loti ? », *OFCE le blog*, 11 avril 2017.

Madec Pierre, « Si contrevérités sur les aides au logement », *Le blog d'Alter Eco*, 14 septembre 2017.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : réussir sa sortie ? », *OFCE le blog*, 6 décembre 2017.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Croissance et inégalités dans l'Union Européenne », *OFCE le blog*, 11 septembre 2017.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Growth and inequality in the European Union », *OFCE le blog*, 12 septembre 2017.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : croissance du PIB de 0,6% au tournant de 2017 et de 2018 », *OFCE le blog*, 21 décembre 2017.

Péléraux Hervé, « La reprise s'affirme », *OFCE le blog*, 7 décembre 2017.

Périvier Hélène, « Le Traité de Rome et l'égalité », *OFCE le blog*, 28 mars 2017.

Sampognaro Raül, « PLF 2018 : fin d'une procédure, début d'une nouvelle ? », *OFCE le blog*, 28 novembre 2017.

Sampognaro Raül, « Sans une politique de cohésion sociale, aucune réforme fiscale ne sera acceptée », *Observatoire des inégalités*, 28 avril 2017.

Saussay Aurélien, « Climat : Trump souffle le chaud et l'effroi », *OFCE le blog*, 16 juin 2017.

Sterdyniak Henri, « Incohérences fiscales », *OFCE le blog*, 6 octobre 2017.

Verdugo Gregory, « Qu'est-ce que la polarisation des emplois ? », *OFCE le blog*, 10 octobre 2017.

Policy brief

Allègre Guillaume et Hélène Périvier, « Le choix d'individualiser son impôt pour les couples », *OFCE Policy brief*, 7 juillet 2017.

Allègre Guillaume, Pierre Madec, Mathieu Plane (coordinateur), Xavier Ragot (coordinateur) et Aurélien Saussay, « Quelles propositions économiques des candidats à l'élection présidentielle ? », *OFCE Policy brief*, 14 avril 2017.

Aparisi de Lannoy Léo et Pierre Madec, « Fiscalité du capital mobilier : quel impact du prélèvement forfaitaire unique (PFU) ? », *OFCE Policy brief*, 30 juin 2017.

Aparisi de Lannoy Léo et Xavier Ragot, « Une (ré) assurance chômage européenne », *OFCE Policy brief*, novembre 2017.

- Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « What should the ECB “new normal” look like? », *OFCE Policy brief*, 20 décembre 2017.
- Coquet Bruno, « L'assurance chômage pour les démissionnaires. Un pari sur l'emploi, une bonne affaire pour l'Unedic ? », *OFCE Policy brief*, 2017.
- Cornilleau Gérard et Henri Sterdyniak, « Faut-il une nouvelle réforme des retraites ? », *OFCE Policy brief*, 2 novembre 2017.
- Ducoudré Bruno, « Evaluation du remplacement du CICE par une baisse des cotisations sociales patronales », *OFCE Policy brief*, 6 juillet 2017.
- Ducoudré Bruno, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Dépenses publiques : quels enjeux pour le prochain quinquennat ? », *OFCE Policy brief*, 19 avril 2017.
- Gaffard Jean-Luc, « L'industrie française entre déclin et renouveau », *OFCE Policy brief*, 28 mars 2017.
- Heyer Eric et Xavier Timbeau, « Quelles perspectives pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », *OFCE Policy brief*, 27 février 2017.
- Heyer Éric, « Quel impact doit-on attendre de l'exonération des heures supplémentaires ? », *OFCE Policy brief*, 8 juillet 2017.
- Heyer Éric, Pierre Madec, Mathieu Plane et Xavier Timbeau, « Evaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022 », *OFCE Policy brief*, 12 juillet 2017.
- Laurent Éloi, « Inscrire les indicateurs de bien-être et de soutenabilité au cœur du débat budgétaire », *OFCE Policy brief*, 30 mars 2017.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients », *OFCE Policy brief*, 9 juillet 2017.
- Madec Pierre et Mathieu Plane, « Évaluation de la réforme de la taxe d'habitation d'Emmanuel Macron », *OFCE Policy brief*, 26 juin 2017.
- Périvier Hélène, « Réduire les inégalités professionnelles en réformant le congé paternité », *OFCE Policy brief*, 13 janvier 2017.
- Vona Francesco, « La transition énergétique : contrainte ou opportunité pour la croissance et l'emploi ? », *OFCE Policy brief*, 3 avril 2017.

L'OFCE et les RENCONTRES SCIENTIFIQUES

Séminaires OFCE

Les séminaires de l'OFCE sont un événement scientifique régulier permettant la présentation des travaux des chercheurs de l'OFCE ainsi que la présentation de contributions scientifiques de haut niveau de chercheurs français et étrangers. Les séminaires sont le plus souvent ouverts au public et permettent un échange de qualité. Les thématiques couvertes sont nombreuses : macroéconomie, finances publiques, marché de l'emploi, fiscalité, inégalités, etc.

Contacts/Organisation : christophe.blot@ofce.sciences-po.fr ; vincent.touzé@ofce.sciences-po.fr

Liste des séminaires de l'OFCE (20 pour l'année 2017)

17 janvier 2017

« **National natural rates of interest and the single monetary policy in the euro area** », Jean-Stéphane Mésonnier (Banque de France) co-écrit avec Sébastien Fries (CREST), Sarah Mouabbi (Banque de France), Jean-Paul Renne (HEC Lausanne)

20 janvier 2017

« **The World in 2017** » – Rapport NOMISMA, Richard Carey, Fabrizio Coricelli (PSE) et Andrea Goldstein (Nomisma)

31 janvier 2017

« **Do women want to work more or more regularly? Evidence from a natural experiment** », Clémentine van Effenterre (PSE – École d'Économie de Paris)

21 février 2017

« **Labour Force Participation and Job Polarization: Evidence from Europe during the Great Recession** », Guillaume Allègre (OFCE Sciences Po) et Gregory Verdugo (Centre d'Économie de la Sorbonne, OFCE and IZA).

7 mars 2017

« **The Janus-faced nature of debt: results from a data-driven cointegrated SVAR approach** », Mattia Guerini (OFCE Sciences Po) article co-écrit avec Alessio Moneta (Scuola Superiore Sant'Anna, Pise), Mauro Napoletano (OFCE Sciences Po) et Andrea Roventini (Scuola Superiore Sant'Anna, Pise)

18 avril 2017

« **Les déterminants micro- et macroéconomiques de l'épargne dans les pays européens** », Céline Antonin (OFCE Sciences Po)

24 avril 2017

« **Conférence de Fran BENNETT, Senior Research and Teaching Fellow** », Department of Social Policy and Intervention, Oxford University, UK

25 avril 2017

« **Performance sociale, financement et réforme de l'enseignement supérieur** », Robert Gary-Bobo (ENSAE & CREST), présentation suivie d'un débat avec Sandrine Levasseur (OFCE Sciences Po) et Grégory Verdugo (U. Paris 1, CES & OFCE)

16 mai 2017

« **The inverted leading indicator property and redistribution effect of the interest rate** », Patrick PINTUS, Banque de France

23 mai 2017

« **Schäuble versus Tsipras: A new-keynesian DSGE model for the Eurozone debt crisis** », Mathilde Viennot, (PSE) Article co-écrit avec Daniel Cohen, (PSE & CEPR) et Sébastien Villemot, (OFCE Sciences Po)

6 juin 2017

« **Pour un traité de démocratisation de l'Europe** », Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez co-écrit avec Stéphanie Hennette, Thomas Piketty

20 juin 2017

« **Post-Brexit FEER** », Jamel Saadoui (Université de Strasbourg)

4 juillet 2017

« **Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014** », Michaël Sicsic (INSEE et CRED)

11 juillet 2017

« **Chocs de Consommation, Compétitivité et Désindustrialisation** », François Geerolf (UCLA)

19 septembre 2017

« **Liquidity Trap in History** », Antoine Parent (Sciences Po Lyon)

26 septembre 2017

« **Central Bank Information and the Effects of Monetary Shocks** », Paul Hubert (OFCE Sciences Po)

3 octobre 2017

« **The effect of higher education funding reforms on students' outcomes** », Ghazala Azmat (Sciences Po – Département d'Économie)

14 novembre 2017

« **The impacts of energy prices on industrial foreign investment location: evidence from global firm level data** », Aurélien Saussay, (OFCE Sciences Po)

21 novembre 2017

« **The employment effect of monetary policy and its consequences for regional inequality** », Fergus Cumming (Université d'Oxford et Banque d'Angleterre)

28 novembre 2017

« **La chute du taux d'actionnaires français depuis la crise : une énigme ?** », Luc Arrondel et André Masson (CNRS & PSE) ■

Séminaires, Journée d'études, Conférences *



Séminaire « Analyse du tissu productif »

Le tissu productif ne présente pas une trame homogène. La contribution des entreprises à la croissance est très inégale et n'est pas seulement proportionnelle à leur taille. Dans de nombreuses dimensions économiques, un très petit nombre d'entreprises dominant. La compréhension des inégalités de pouvoir économique est un enjeu majeur des politiques publiques dont la vocation est homogène et uniforme. Le séminaire abordera trois dimensions de la croissance : l'emploi, l'investissement et la productivité.

27 janvier 2017

Granularité du tissu productif français : la concentration du pouvoir économique

Intervenante : Sarah Guillou, (OFCE, Sciences Po Paris)



27 et 28 avril 2017

5th Workshop on Complex Evolving System Approach in Economics « Agent-based computational Economics »

(OFCE Sciences-Po, SKEMA Business School, CNRS GREDEG et University Nice Cote d'Azur)

Organisateur : Mauro Napoletano

* Pour plus d'informations, se reporter au site de l'OFCE : www.ofce.sciences-po.fr



1er et 2 juin 2017

Beyond Routine Replacing Technical Change: Trade, Innovation and the Changing Nature of Jobs

(OFCE Sciences-Po, SKEMA Business School, CNRS GREDEG et University Nice Cote d'Azur)

Organisateurs : Francesco Vona, Flore Bellone, Catherine Laffineur



8 et 9 juin 2017

Structural change, growth and economic policy

Workshop in honor of Jean-Luc Gaffard

On June 8-9, 2017, Science Po - OFCE, SKEMA Business School and UNS-GREDEG organize a workshop honoring the work of Jean-Luc Gaffard. The workshop will be organized around the topics on which Jean-Luc worked during his career. These include the role played by irreversibilities and uncertainty in either macro- or micro-economics, the effect of technical progress on employment, the paradox of productivity, the role of rigidities in innovation. More recently, his work focuses on the forms of industrial management and industrial organization that are the driving force behind innovative choices. Jean-Luc has also contributed to the public debate on European policy making. In a series of roundtables, current and former colleagues, students, and friends, will debate on the following issues:

1. Structural Change: Innovation, competition and growth
2. Sustainable Growth: Distribution, Environment, Stability
3. The economics of knowledge and the knowledge of economics
4. Where is macroeconomics heading after the crisis
5. Anatomy of the European Disorder



9 juin 2017

Growth and inequality: Challenges for EU economies

14th EUROFRAME conference on economic policy issues in the European Union

The 2017 Conference will focus on two main challenges:
Economic growth and inequality.

ofce

FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Mardi 27 juin 2017

Fiscalité du patrimoine et de la transmission en Europe

Depuis 20 ans la valeur du patrimoine a augmenté plus vite que les revenus en Europe. Ce patrimoine accumulé est réparti de manière plus inégalitaire que les revenus, au profit des générations les plus âgées.

Dans ce contexte, quel rôle peut jouer la fiscalité sur la détention et la transmission du patrimoine pour favoriser l'efficacité économique tout en limitant les inégalités inter- et intra-générationnelles ? Comment faire évoluer le droit et la fiscalité en Europe face aux enjeux du XXI^e siècle ?



29 juin 2017

La volatilité du marché dans tous ses états

Sur les marchés financiers, les modèles à base de brownien sont les plus utilisés depuis l'entrée en vigueur du cadre de Black et Scholes. Ces modèles nécessitent de multiples calibrations et leur performance s'avère suffisante tant que les données sont de basse fréquence (quelques données par jour). Depuis une dizaine d'années, avec l'arrivée des données haute fréquence, les modèles ne rendent plus compte des observations sur les marchés et les chercheurs tentent de suivre de nouvelles pistes. L'une des pistes les plus prometteuses consiste à construire des modèles à volatilité stochastique fractionnaire, ce qui sous-entend que la fluctuation de la volatilité est conduite par un mouvement brownien fractionnaire, qui introduit des propriétés de mémoire, de corrélation et de rugosité (d'irrégularité).

La question reste de savoir ce qu'il est possible de faire avec ces modèles : comment calculer des prix? comment organiser une stratégie de couverture ou comment construire un portefeuille de réplication ?



13 juillet 2017

Quel avenir pour l'euro ?

Coorganisée par France Stratégie, l'OFCE, le Conseil d'analyse économique et le CEPII, cette conférence a permis de débattre des principaux enjeux et options qui s'offrent aux pays de la zone euro pour consolider la monnaie unique.

Dans le prolongement de la parution le 15 mars dernier du rapport ***Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE27 à l'horizon 2025***, la Commission européenne a publié le 31 mai un document de réflexion sur l'avenir de l'Union économique et monétaire *Reflection paper on the deepening of the economic and monetary union*.

Après un exposé introductif et une session de questions et réponses avec Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, à la fiscalité et aux douanes, la première session a été consacrée aux défis de l'Union bancaire et de l'Union des marchés de capitaux.

Les enjeux de l'union économique et notamment celui de la convergence et du budget de la zone euro ont été discutés lors de la deuxième session.

Les options possibles pour la gouvernance de la monnaie unique ont été débattues lors de la troisième session.



5 décembre 2017

Fiscalité et patrimoine : préférences, réformes et études d'impact

Le patrimoine est aujourd'hui au cœur d'un certain nombre de réformes fiscales. L'OFCE organise en partenariat avec France Stratégie, une journée dédiée à la fiscalité du patrimoine. Quelles sont les préférences des Français en matière de fiscalité des patrimoines ? Comment calculer les taux d'imposition marginaux des revenus du patrimoine ? Quelles conséquences économiques des expatriations fiscales ? Quel lien entre individualisation du patrimoine et fiscalité ? Comment reformer la taxe foncière ? Et qui des inégalités ? Telles seront les questions abordées lors de cette seconde journée sur les questions patrimoniales co-organisée par l'OFCE et France Stratégie.



BANK OF ENGLAND

SciencesPo
 DEPARTMENT OF ECONOMICS

MMF
 THE MONEY MACRO AND FINANCE RESEARCH GROUP

11-12 décembre 2017

Workshop on Empirical Monetary Economics 2017

Christophe Blot et Paul Hubert, OFCE Sciences Po

Comité scientifique : Philippe Andrade, Refet Gökaynak, Fabien Labondance, Grégory Leveuge, Giovanni Ricco, Urszula Szczerbowicz.


SciencesPo

20 décembre 2017

Journée d'études « Aspects des transmissions entre générations »

Michel Forsé (CNRS, CMH) et maxime Parodi (OFCE)

On considère souvent que l'individualisme conduit à négliger et à dévaloriser le rôle de l'héritage et de la transmission sous tous ses aspects dans nos sociétés modernes - comme si l'individu ne pouvait affirmer son individualité qu'en rejetant ce qu'il doit à ses aïeux. Pourtant, aujourd'hui encore, la socialisation familiale exerce une influence notable sur les goûts et les croyances des enfants et des adultes – même si la démultiplication des sources d'influences peut en réduire l'importance.

Quel est aujourd'hui le poids de ces transmissions familiales sur les convictions et les engagements de l'individu ? Mais encore, est-on si sûr que l'héritage et la transmission soient un impensé de l'individualisme contemporain ? Quelle valeur accordons-nous au fait de transmettre ? Comment jugeons-nous le fait d'hériter ?



CEPII

CESifo

DIW BERLIN

ofce

16/17 juin 2017 : Conférence franco-allemande OFCE/CEPII/DIW/CESifo

Après la conférence des 7 et 8 juillet 2016 à Paris, les 16 et 17 juin 2017 la conférence franco-allemande s'est tenue à Berlin. Plusieurs sujets ont été discutés : « Institutional reforms of the EU and the Eurozone », « The populis upturn. Implications for the European and the world economy », « Monetary policy : the pending exit from the zero interest rate policy, when and how ? », « Euro area business cycle », et « Bank supervision, regulation and capital markets union in the euro area ».

L'OFCE dans les MEDIAS

Les medias

En 2017, les chercheur-e-s de l'OFCE sont intervenu-e-s **2 827 fois** dans les medias : presse écrite, audiovisuel et internet.

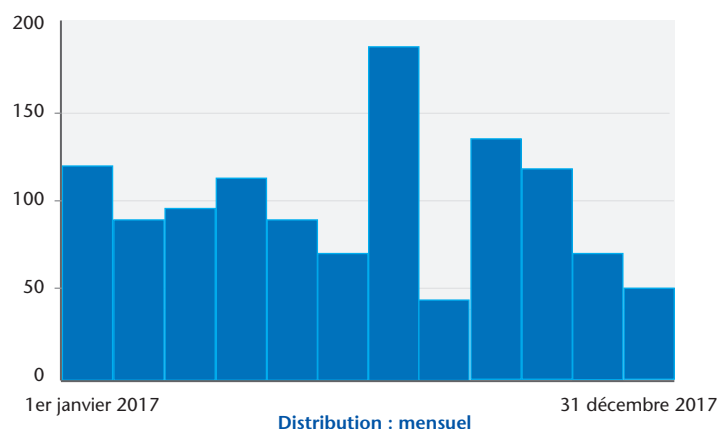
En 2017, les medias ont parlé de l'OFCE plus de **8 fois par jour**.

Les chercheur-e-s de l'OFCE sont sollicité-e-s pour donner leur point de vue dans la presse écrite. Ils/elles sont les invité-e-s régulier-e-s des émissions qui comptent dans les débats de politique économique, animés par les journalistes les plus percutants :

- sur les radios du service public : France culture (les Matins, l'économie en questions, les Carnets de l'économie), France inter (Le 7/9, Le téléphone sonne, On n'arrête pas l'éco), France Info (le Journal de l'éco), RFI (Carrefour de l'Europe) et autres : Europe 1 (Journal, le débat économique), RTL ;
- sur les plateaux des chaînes de télévision TF1, France 2, France 3, M6, Arte (le 28 minutes) Canal + (L'info du vrai) et d'information continue : BFM Business-BFMTV (Les Experts), TF1-LCI (Le Club de l'économie, 24 heures en questions), France 24 (La semaine de l'éco, Le journal de l'éco) ;
- dans les émissions grand public de débat du service public : (C' dans l'air, France 5) ; les chaînes des assemblées parlementaires : Public Sénat, LCPAN ;
- sur les medias internet.fr : Euractiv.fr (site européen), boursorama.com (Ecorama), sur les sites d'information et blogs divers ;
- dans les grands medias de la presse écrite nationale : tribunes dans *Le Monde*, *les Echos* (*le Cercle*), *Libération*, *L'Expansion*, *Challenges*,

Chaque année, en janvier, les chercheur-e-s de l'OFCE s'expriment, à travers des contributions sur les sujets qui font ou feront débat, dans le Hors-Série : L'état de l'économie » d'*Alternatives Économiques*, en partenariat avec l'OFCE.

Nombre de citations tous supports confondus du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017



© 2017 Factiva, Inc. Tous droits réservés.

Sylvie le Golvan, Responsable de la communication, sylvie.legolvan@ofce.sciences-po.fr

Les conférences de presse

Rendez-vous incontournable de la presse française, européenne et internationale, les conférences de presse de l'OFCE sont un lieu d'échange et de confrontation des analyses entre les chercheur-e-s de l'OFCE et les journalistes. Elles rencontrent un vif succès.

28 mars 2017. Perspectives 2017-2018 pour l'économie mondiale, la zone euro et la France

À l'aube de choix politiques en France et dans les pays d'Europe qui vont déterminer notre avenir économique, plusieurs questions méritent d'être soulevées.
 La reprise enclenchée dans les pays de la zone euro sera-t-elle durable ?
 Qu'en sera-t-il des économies de l'UE après le Brexit ?
 Les États-Unis seront-il le moteur de la reprise dans le Monde ?
 Doit-on craindre un retour de l'inflation ?
 En France, quelles sont les trajectoires attendues de l'économie pour les cinq années à venir, « à environnement inchangé et promesses tenues »

Du 26 juin au 12 juillet 2017, l'OFCE publie des analyses sous forme de *Policy briefs* ou de posts de blog qui abordent et étudient par thèmes les principales mesures de politique économique proposées.

12 juillet. Première Évaluation des effets économiques du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022

Les aspects de fiscalité des ménages et des entreprises, du marché du travail, de trajectoire budgétaire ou de transition énergétique sont abordés.

La logique des différents dispositifs est évaluée, ainsi que les impacts à attendre en termes de croissance ou de chômage. Pour certains dispositifs, une évaluation des effets redistributifs initiaux est proposée.

Une synthèse de l'évaluation de la politique économique du gouvernement est présentée.

Les éléments présentés reprennent les analyses publiées récemment :

« **Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients** », par Gilles Le Garrec et Vincent Touzé, [OFCE Policy brief, 24](#)

« **Quel impact doit-on attendre de l'exonération des heures supplémentaires ?** », par Éric Heyer, [OFCE Policy brief, 23](#)

« **Le choix d'individualiser son impôt pour les couples** », par Guillaume Allègre et Hélène Périvier, [OFCE Policy brief, 22](#)

« Obliger les chômeurs indemnisés à reprendre un emploi : la bonne mesure », par Bruno Coquet, [OFCE Policy brief, 21](#)

« Évaluation du remplacement du CICE par une baisse des cotisations sociales patronales », par Bruno Ducoudré, [OFCE Policy brief, 20](#)

« Fiscalité du capital mobilier – quel impact du prélèvement forfaitaire unique (PFU) ? », par Léo Aparisi de Lannoy et Pierre Madec, [OFCE Policy brief, 19](#)

« Évaluation de la réforme de la taxe d'habitation d'Emmanuel Macron », par Pierre Madec et Mathieu Plane, [OFCE Policy brief, 18](#)

« Emplois francs » : que faut-il en attendre ? », par Paul Bauchet et Pierre Madec, [OFCE le blog, 29 juin 2017](#)

18 octobre 2017. Perspectives 2017-2019 : Europe, Monde, France

Cinq mois après l'élection présidentielle, la reprise économique est là, en France, en zone euro et dans le monde.

Si cette amélioration économique est bien réelle, elle suscite toutefois des interrogations.

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale sera-t-elle suffisamment forte et durable pour résorber les déséquilibres mondiaux ? Quels sont les leviers qui permettront de favoriser cette dynamique ? Est-ce la fin de l'inflation ? Quels sont les effets du Brexit sur l'économie britannique ?

En zone euro, quelles politiques économiques, budgétaire et monétaire doivent être mises en oeuvre pour stimuler la croissance ?

En France, la croissance retrouvée 3 trimestres pourra-t-elle perdurer dans la période à l'horizon 2019 ? Les réformes structurelles envisagées par le nouveau gouvernement pourraient-elles fragiliser ou consolider la reprise économique ? La décrue du chômage continuera-t-elle dans les années à venir ? La France sortira-t-elle du bras correctif du Pacte de Stabilité ?

18 décembre 2017 : Europe : réparer la toiture quand le soleil brille (iAGS 2018)

À l'aube de 2018, l'économie européenne est sur une trajectoire de croissance assez robuste mais la gouvernance des politiques économiques dans la zone euro est loin d'être optimale. Des problèmes structurels subsistent. Une stratégie globale incluant des réformes des marchés du travail, de la fiscalité et de l'assurance sociale est nécessaire pour améliorer le bien-être social, réduire les inégalités et la pauvreté.

L'iAGS recommande :

- d'adopter un budget de la zone euro pour financer les biens publics européens
- d'aller vers des formes de coordination plus souples entre les pays de la zone euro.

Les événements et partenariats

L'OFCE participe aux grandes manifestations de la recherche en économie. Un partenariat avec l'Agence France presse est mis en place et permet de valoriser les *Policy briefs* des chercheur-e-s de l'OFCE.

20-23 mars 2017 : l'OFCE est partenaire du **PRINTEMPS de l'ÉCONOMIE** (Paris).
« 20 défis pour la France »



Le Printemps de l'Économie est un cycle annuel d'événements autour de l'économie destiné aux jeunes. Le thème de cette édition 2017 est « 20 défis pour la France ».

L'OFCE, partenaire de l'événement, participe à plusieurs débats :

Quel projet pour sortir de l'impasse ? Chômage : a-t-on tout essayé ? L'avenir de la protection sociale, Enjeux français et européens, Les programmes présidentiels : qu'en pensent les économistes ? Lutte contre la pauvreté : quels effets des mesures fiscales et sociales ?.

21 novembre 2017 : Forum de la recherche à sciences Po



Le Forum de la recherche à Sciences Po c'est une journée unique pour rencontrer les chercheur-e-s et prendre connaissance de toute l'activité scientifique de Sciences Po, des moyens d'en bénéficier, voire d'y participer !

7, 9, novembre 2017 : l'OFCE partenaire scientifique des Journées de l'Économie, JÉCO, (Lyon)



Les chercheur-e-s de l'OFCE, par leurs interventions : *Le Brexit, Vision Prospective sur l'Europe – remise prix BCE, Débat de politique économique : retour vers le passé*, participent de manière active et constructive aux débats proposés sur le thème : « Comprendre le passé pour construire l'avenir ».

Les JÉCO est un événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

L'économie en tant que discipline souffre d'un manque de compréhension, de diffusion et d'accessibilité. Le contexte économique est tel que le besoin d'information et d'analyse économique est fort. Les journées de l'Économie se proposent de présenter une véritable pédagogie de l'économie, qui permette à tous une meilleure appréhension des mécanismes économiques.

Activités contractuelles

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
<i>International</i>	AFD Indonésie Agence Française de Développement	27/06/2014	30/10/2017	Modélisation macroéconomique de l'Indonésie.
<i>International</i>	AFD Mexique Agence Française de Développement	01/12/2016	30/11/2018	Modélisation macroéconomique du Mexique.
<i>Européen</i>	DOLFINS Distributed Global Financial Systems for Society	01/03/2015	31/05/2018	Comment parvenir à la stabilité financière et faciliter les investissements à long terme pour une transition vers une économie plus durable, plus innovante, moins inégale et plus écologique de l'UE.
<i>Européen</i>	EGERA Effective Gender Equality in Research and the Academia	01/01/2014	31/12/2017	Promotion et réalisation dans les institutions partenaires des changements structurels en faveur de l'égalité femmes-hommes et de la prise en compte des enjeux liés au genre dans l'enseignement supérieur et la recherche.
<i>Européen</i>	ISIGrowth Innovation-fuelled, Sustainable, Inclusive Growth	01/05/2015	30/04/2018	Élaboration d'un diagnostic complet des relations entre l'innovation, la dynamique de l'emploi et la croissance dans une économie plus mondialisée et financiarisée.
<i>Européen</i>	INNOPATH Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe	01/12/2016	30/11/2020	Étude sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.
<i>Européen</i>	European Commission DG ECFIN	17/10/2016	17/09/2017	Évaluation des prévisions de la Commission européenne.
<i>Européen</i>	iAGS – Groupe Socialistes et Démocrates du Parlement européen	13/11/2016	31/12/2017	Élaboration d'un rapport annuel indépendant sur la croissance en Europe.

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
<i>Européen</i>	Monetary Experts Panel – Parlement européen Contrat-cadre avec le Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires)	01/02/2015	31/12/2018	Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.
<i>National</i>	Commissariat général à la stratégie et à la prospective – France Stratégie	27/04/2017	27/04/2018	Poursuite des travaux sur l'impact du CICE sur les exportations : l'arbitrage prix-taux de marge des exportateurs (cf. appel d'offre évaluation du CICE sur les comportements des entreprises).
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	01/12/2016	30/11/2017	Amélioration de la spécification du modèle ThreeMe et simulation de divers scénarios de politiques environnementales sur la croissance, l'emploi et les émissions de gaz à effet de serre.
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	04/11/2016	04/11/2018	Étude du contenu Carbone de la consommation des Français.
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	21/11/2017	21/03/2018	Évaluation macro-économique, à l'aide de l'outil de modélisation <i>ThreeME</i> , d'un déploiement des Réseaux électriques intelligents.
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	02/11/2017	02/12/2018	Étude portant sur l'amélioration de la fonctionnalité et l'analyse critique du modèle technico-économique du secteur résidentiel de l'ADEME.
<i>National</i>	Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement et ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie	23/12/2015	02/03/2018	Conception et développement d'un outil informatique permettant de modéliser l'impact des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements sur l'économie générale.

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
National	Direction Générale des Entreprises et Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	23/03/2017	23/05/2018	Étude portant sur la qualification de défaillances de marché de financement des entreprises.
National	Ville de Paris	01/09/2017	01/09/2018	Analyse de l'effet économique de l'investissement public local : une application à la politique d'investissement de la collectivité parisienne.
National	ANR PRODIGE	01/10/2017	30/09/2021	Projet de Recherche Sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre.
National	Association de l'Économie Numérique	23/12/2017	23/12/2019	Étude portant sur le numérique et la transformation de l'économie française.

Suivez l'actualité de l'OFCE sur...



... NOTRE SITE INTERNET

Pour connaître l'ensemble des travaux de l'OFCE

www.ofce.sciences-po.fr

... NOTRE BLOG

Pour analyser l'actualité économique, venez débattre avec nous

www.ofce.sciences-po.fr/blog/

... FACEBOOK, TWITTER

Pour partager avec nos internautes

 www.facebook.com/ofcesciencespo.fr

Rendez-vous sur Twitter pour commenter notre actualité en temps réel

 [@ofceparis](https://twitter.com/ofceparis)